



HAL
open science

La politique linguistique de l'URSS (1917-1991)

Andrèa Khylya Hemour

► **To cite this version:**

Andrèa Khylya Hemour. La politique linguistique de l'URSS (1917-1991). Linguistique. 2010. dumas-00558921

HAL Id: dumas-00558921

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00558921v1>

Submitted on 24 Jan 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



La politique linguistique de l'URSS (1917-1991)

Nom : **Khylya Hemour**
Prénom : **Andrèa**

UFR **Science du Langage**

Mémoire de master **2 recherche** - 30 crédits – **Mention Très Bien**

Spécialité ou Parcours : **Linguistique, Sociolinguistique et Acquisition du langage**

Sous la direction de **Mme Marinette Matthey**

Année universitaire 2009-2010

Remerciements

Je voudrais tout d'abord sincèrement remercier Madame Marinette Matthey, directrice de mon mémoire, pour tout le soutien, tous les précieux conseils, toute la compréhension et la patience qu'elle m'a montrées au cours de la réalisation de ce travail ainsi que pour le temps qu'elle a bien voulu m'accorder.

Je tiens également à remercier Monsieur Patrick Seriot qui m'a donné une solide base bibliographique me permettant de commencer mes recherches sur ce sujet.

J'exprime aussi ma gratitude aux enseignantes ukrainiennes : Madame Šelepec' O. Ī., enseignante de langue et littérature russe ; Madame Capulič Ê. M., enseignante retraitée de langue et littérature ukrainienne et Madame Korin' Ū.A., enseignante retraitée de langue et littérature russe qui ont eu la gentillesse de me fournir des documents soviétiques originaux sans lesquels ce mémoire n'aurait pas été si intéressant à réaliser.

Je souhaiterais également adresser mes remerciements à mes parents et aux parents de mon mari pour leur aide dans la recherche bibliographique ainsi que pour leur constant soutien et encouragement.

Je tiens à remercier le plus chaleureusement mon mari qui a eu la gentillesse de lire et de corriger ce mémoire ainsi que pour sa contribution, sa patience et son soutien tout au long de mon travail.

Enfin, je voudrais exprimer ma gratitude à tous mes proches et amis qui ont toujours trouvé des mots d'encouragement nécessaires pour m'aider à réaliser ce mémoire.

Déclaration anti-plagiat



Déclaration anti-plagiat

DECLARATION

1. Ce travail est le fruit d'un travail personnel et constitue un document original.
2. Je sais que prétendre être l'auteur d'un travail écrit par une autre personne est une pratique sévèrement sanctionnée par la loi.
3. Personne d'autre que moi n'a le droit de faire valoir ce travail, en totalité ou en partie, comme le sien.
4. Les propos repris mot à mot à d'autres auteurs figurent entre guillemets (citations).
5. Les écrits sur lesquels je m'appuie dans ce mémoire sont systématiquement référencés selon un système de renvoi bibliographique clair et précis.

Sommaire

Liste d'abréviations	9
Table de translittération.....	10
Introduction	13
Chapitre I Les premières années soviétiques : la période léniniste (1917-1930).....	19
I.1 Acteurs de la politique linguistique et leurs buts.	19
I.2 Conceptions linguistiques et idéologies.	20
I.2.1 La spécificité de la politique linguistique soviétique.....	21
I.2.2 Le programme national et linguistique de Lénine.....	21
I.2.2.1 Lénine et les langues nationales.....	22
I.2.2.2 Lénine et le « chauvinisme Grand-Russe ».....	25
I.2.2.3 Quelques critiques à propos du programme léniniste	26
I.3 Niveaux de l'aménagement linguistique.	27
I.3.1 L'aménagement du corpus.	28
I.3.1.1 Standardisation	28
I.3.1.2 Alphabets et orthographes.....	28
I.3.1.3 Lexique et terminologie	31
I.3.2 L'aménagement du statut.	33
I.3.2.1 Politique de korenizaciâ et campagne d'alphabétisation.....	34
I.3.2.2 Construction des nationalités et création des langues nationales.....	35
I.3.2.3 Changement dans le statut des langues nationales : quelques résultats	36
Chapitre II De l'époque stalinienne aux temps khrouchtchéviens (1930-1964).....	43
II.1 Staline et le retour à la langue russe.....	43
II.1.1 Les conceptions linguistiques et l'idéologie.	43
II.1.1.1 Sous le souffle de la politique léniniste.....	44
II.1.1.2 La prise en main de Staline	45
II.1.2 Aménagement du corpus des langues soviétiques	46
II.1.3 Aménagement du statut des langues soviétiques	48
II.2 Khrouchtchev et l'établissement du russe comme lingua franca de l'URSS.....	50
II.2.1 Les conceptions linguistiques et idéologiques.	50
II.2.2 Aménagement du statut des langues soviétiques	52
II.2.2.1 Réformes éducationnelles de 1958-1959	52
II.2.2.2 Le XXII ^e Congrès du Parti Communiste (1961).....	53
II.2.3 Quelques remarques à propos de la période khrouchtchévienne	55
Chapitre III L'ère brejnévienne et la veille de la Perestroïka (1964-1985).....	59
III.1 Conceptions nationales et linguistiques	59
III.1.1 Une nouvelle doctrine des « nationalités ».....	59
III.1.2 De l'inégalité des langues	60
III.2 Aménagement du statut des langues soviétiques	62

III.2.1	Progression du statut du russe	62
III.2.1.1	Le « grand peuple russe » (<i>velikij russkij narod</i>)	63
III.2.1.2	La « <i>grande langue russe</i> » (<i>velikij russkji âzyk</i>), pourquoi est-elle grande ?	67
III.2.1.3	Nouveaux rôles de la langue russe	70
III.2.2	Concernant le statut des langues nationales	74
III.2.2.1	La Constitution de 1977	75
III.2.2.2	Le décret de 1978	76
III.2.2.3	Conférences dédiées à la langue russe	77
III.2.2.4	Quelques résultats de cette nouvelle politique	80
III.3	Aménagement du corpus des langues soviétiques	84
III.3.1	Le « fonds lexical commun »	84
III.3.2	Le problème des emprunts	85
Chapitre IV Bilinguisme ou linguicide ?		89
IV.1	Le concept soviétique de « bilinguisme harmonieux »	89
IV.2	Quelques effets de la PLS	93
IV.3	Un bilan de la PLS	95
Conclusion		99
Bibliographie – Références théoriques		103
Bibliographie – Données soviétiques		109
Table des annexes		113

Liste d'abréviations

- AL(S) = Aménagement linguistique (soviétique)
CC du PC(U) = Comité Central du Parti Communiste (de l'Ukraine)
DSL = Discours soviétique sur la langue
GLR = Grande langue russe
KGB = Comité pour la Sécurité de l'État, la police politique
KPSSvR = *KPSS v rezolúciáh i rešeniáh s"ezdov, konferencij i plenumov CK* [Le Parti communiste de l'Union soviétique dans les résolutions et décisions des congrès, des conférences et des plenums du Comité Central] (recueil de documents)
L1 = Langue première
L2 = Langue seconde
LM = Langue maternelle
PC(US) = Parti communiste (de l'Union Soviétique)
PL(S) = Politique linguistique (soviétique)
RÂEŠ = *Russkij âzyk v èstonskoj škole* [La langue russe dans l'école estonienne] (revue pédagogique et méthodologique)
RÂLSUZ USSR = *Russkij âzyk i literatura v srednih učebnyh zavedeniáh USSR* [La langue et la littérature russe dans les établissements d'éducation secondaire de la RSS d'Ukraine] (revue pédagogique et méthodologique)
RÂNSŠ = *Russkij âzyk v nacional'noj škole* [Russe dans l'école nationale] (revue pédagogique et méthodologique)
RÂŠ = *Russkij âzyk v škole* [La langue russe dans l'école] (revue pédagogique et méthodologique)
RSFSR = République socialiste fédérative soviétique de Russie
RSS = République socialiste soviétique
URSS = Union des Républiques Socialistes Soviétiques
VÂ = *Voprosy âzykoznanîâ* [Questions de la linguistique] (revue linguistique)

Table de translittération

Dans notre travail, tous les mots utilisant des caractères cyrilliques sont translittérés selon la norme internationale de translittération ISO 9 : 1995¹. Cette version est présentée dans le tableau ci-dessus. Néanmoins les noms propres connus en France sont transcrits selon les règles de prononciation de la langue française car ils sont plus habituels à un lecteur français.

Cyrillique		Latin	
А	а	A	a
Б	б	B	b
В	в	V	v
Г	г	G	g
Ґ	г	Ġ	ġ
Д	д	D	d
Е	Е	E	e
Ё	ё	Ë	ë
Є	є	Ê	ê
Ж	ж	Ž	ž
З	з	Z	z
И	и	I	i
І	і	Ì	ì
Ї	ї	Ĭ	ĭ
Й	й	J	j
К	к	K	k
Л	л	L	l
М	м	M	m
Н	н	N	n
О	о	O	o
П	п	P	p
Р	р	R	r
С	с	S	s
Т	т	T	t
У	у	U	u
Ф	ф	F	f
Х	х	H	h
Ц	ц	C	c
Ч	ч	Č	č
Ш	ш	Š	š

¹ Sur la norme ISO 9 :1995, voir

http://www.iso.org/iso/fr/iso_catalogue/catalogue_tc/catalogue_detail.htm?csnumber=3589;
http://fr.wikipedia.org/wiki/ISO_9 ; <http://www.mus.ulaval.ca/roberge/gdrm/01-trans.htm>;
http://fr.wikipedia.org/wiki/Translitt%C3%A9ration_des_caract%C3%A8res_cyrilliques;
<http://www.ruski-mat.net/trans.htm>.

Щ	щ	Ŝ	ŝ
Ъ	ъ	"	
Ы	ы	Ÿ	y
Ь	ь	'	
Э	э	È	è
Ю	ю	Û	û
Я	я	Â	â

Introduction

Très tôt, les dirigeants soviétiques ont été confrontés à un problème. Comment diriger un état aussi vaste que l'URSS ? Comment prévenir la dislocation à laquelle la multitude des peuples et leurs différences mène inexorablement ? L'URSS est un état extrêmement pluriethnique et plurilingue. Comme l'identité est très liée à la langue, les dirigeants ont décidé d'utiliser cette dernière pour unifier le pays et ont mis en place une politique linguistique particulière. Quelle a été cette politique linguistique visant à la cohésion des différents peuples ? Quelle a été la portée de cette politique ?

La situation linguistique de l'URSS est de nos jours un des cas les plus intéressants dans le domaine de la politique linguistique mondiale. Elle ne reflète pas seulement la volonté du gouvernement mais aussi l'idéologie du Parti communiste. Basée sur des conceptions linguistiques soviétiques en constante évolution, la politique linguistique soviétique (PLS) a été le pilier de la construction de l'identité nationale soviétique. Celle-ci a eu un impact indéniable sur les peuples habitant l'Union Soviétique, sur leurs langues et cultures. Comprendre la PLS c'est obtenir les clefs nécessaires au décodage de la situation linguistique complexe des pays de l'ex-URSS.

Ainsi, dans ce travail, nous essayons de répondre à une question centrale : *quel est le type de politique linguistique menée en URSS pendant son existence et quelles sont les conceptions linguistiques et/ou idéologiques orientant les décisions politiques dans ce domaine ?* Tenant compte de nombreuses recherches sur ce sujet, nous pouvons déjà formuler une hypothèse : la PLS n'est pas homogène dans sa nature. Dans son orientation, elle dépend de différents facteurs, mais principalement des *buts*, des *conceptions linguistiques* et des *idéologies* promus par les acteurs de la PL. Ce sont donc ces facteurs qui seront au cœur de notre travail et qui nous permettront en dernier lieu de qualifier la PLS.

Organisation du mémoire

Nous divisons l'analyse de la PLS chronologiquement en quatre grandes périodes correspondant aux dirigeants soviétiques et à leur politique nationale et linguistique. Pour rendre notre analyse plus précise, nous nous appuyons sur le schéma de Cooper (1989)² en précisant les acteurs, les buts, les moyens et les résultats de la politique en question pour chaque période. De plus, nous traitons les deux niveaux de l'aménagement linguistique (l'aménagement du corpus et l'aménagement du statut) effectué par les acteurs de la PLS sur les langues de l'Union pendant toute la période de l'existence de l'URSS. Nous parlons également des idéologies et des conceptions linguistiques parce que nous les considérons essentielles dans la prise de décisions par les acteurs de la PLS.

² Cooper (1989) propose une analyse de l'aménagement linguistique à travers une série de questions : « (i) *Quels acteurs* (ii) *cherchent à influencer quels comportements*, (iii) *de quelles personnes*, (iv) *pour quels buts*, (v) *à quelles conditions*, (vi) *avec quels moyens*, (vii) *à travers quel processus de prise de décision*, (viii) *avec quels effets* » (citée par Cavalli, 2005 :42).

Nous présentons ainsi notre travail en quatre parties. Le chapitre I intitulé « **Les premières années soviétiques : la période léniniste (1917-1930)** » porte sur la PLS à l'aube du pouvoir bolchévique. Nous analysons les conceptions nationales et linguistiques de Lénine qui sont décisives pour toutes les décisions gouvernementales à l'époque ainsi que la spécificité de l'aménagement linguistique des langues soviétiques. Nous regardons plus particulièrement les résultats d'une telle politique sur les langues nationales et celles de groupes ethniques.

Dans le chapitre II « **De l'époque stalinienne aux temps khrouchtchéviens (1930-1964)** », nous unifions deux périodes chronologiques différentes (sous Staline et sous Khrouchtchev) qui marquent une période transitoire dans la PLS. Premièrement, nous parlons de la PL sous Staline en analysant ses conséquences sur le corpus et le statut des langues soviétiques. Ensuite, nous abordons la PL sous Khrouchtchev et les effets d'une telle politique sur le statut de la langue russe, en particulier.

Le chapitre III « **L'ère brejnévienne et la veille de la Perestroïka (1964-1985)** » est consacré à la période la plus intéressante du point de vue de la PL. Nous traitons ici de nouvelles conceptions nationales et linguistiques promues par le gouvernement et le parti qui affectent fortement le destin des langues non-russes de même qu'elles influencent significativement la position de la langue russe. Dans ce chapitre, nous consacrons une certaine place à l'analyse du « discours soviétique sur la langue » qui est caractéristique de cette époque. Nous présentons aussi quelques résultats de la PL sur le corpus et le statut des langues nationales et de celles des groupes ethniques.

Enfin, dans le chapitre IV « **Bilinguisme ou linguicide ?** », nous tentons d'évaluer la PLS en considérant son type et son efficacité. Nous abordons ainsi la question du « *bilinguisme harmonieux* » qui est le but affiché de la PLS à l'époque pour analyser finalement les résultats d'une telle politique à la fin de l'URSS.

Nous mettons en annexe plusieurs tableaux, cartes et schémas tirés de différentes sources pour illustrer la situation démolinguistique de l'URSS ainsi que la situation des langues nationales et de celles des groupes ethniques tout au long de l'existence de l'Union Soviétique.

De plus, pour faciliter la lecture de notre mémoire, nous proposons une liste d'abréviations et les règles de translittération utilisées dans notre travail.

Démarche méthodologique

Pour répondre à notre question centrale, nous devons faire choix méthodologique. Tenant compte de la nature des données que nous possédons, il nous semble plus approprié d'utiliser l'**analyse historique descriptive** pour les données soviétiques en s'appuyant sur les références théoriques, c'est-à-dire des travaux (socio)linguistiques déjà faits sur ce sujet. Les données soviétiques dont nous disposons constituent un corpus hétérogène incluant, d'un côté, des documents politiques officiels (par exemple, des lois/décrets/résolutions du gouvernement et du parti Communiste ; des articles des constituions soviétiques, etc.), des œuvres de Lénine et Staline, des études scientifiques/linguistiques, des articles dans des revues linguistiques, etc. et, d'un autre côté, la littérature paralinguistique, des textes à l'usage des écoliers, des étudiants, des enseignants des écoles, des préfaces d'ouvrages méthodologiques, des revues méthodologiques pour les enseignants, etc. (tout ce que Seriot (1983) appelle un corpus de « vulgarisation scientifique » sur la langue).

Nous sommes particulièrement intéressés par ce deuxième type de données car elles représentent un certain discours sur la langue qui est à la base de la PLS, qui l'explique et la justifie. C'est ce « discours soviétique sur la langue » (Seriot, 1983 ; 1984) qui est

principalement la cible de l'**analyse de discours** que nous appliquons tout au long de notre travail.

Ainsi, notre dispositif méthodologique principal est une analyse de discours de documents historiques basée sur les outils de la linguistique de l'énonciation. Au cours de notre analyse, nous sommes plus particulièrement attentifs aux observables suivants : le lexique utilisé, les déictiques (principalement, les pronoms), la modalisation et les marques de subjectivité, la polyphonie et autres phénomènes qui rendent compte de l'hétérogénéité énonciative (Maingueneau, 1991 ; Matthey, 2008 ; Moirand, 1990). En outre, nous nous intéressons aux phénomènes syntaxiques qui caractérisent le discours soviétique et le rendent très original par rapport aux autres discours. Ce sont les phénomènes de nominalisation et d'enchâssement linguistique liés à l'effacement du sujet de l'énonciation (phénomènes profondément décrits par Seriot (1985)). De même, nous utilisons des outils méthodologiques proposés par Reboul (1980) pour identifier les traits d'un discours idéologique dans le « discours soviétique sur la langue » de l'époque. Le dispositif méthodologique choisi nous aide donc à interpréter au mieux l'orientation, le contenu et les résultats de la PLS en relation avec la situation sociopolitique générale de l'URSS.

Contextualisation : organisation de l'URSS et données démolinguistiques³

L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), Etat multinational de type fédératif, est officiellement créé le 30 décembre 1922 par l'adoption d'un traité entre la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie (RSFSR), la RSS d'Ukraine, de Biélorussie et de Transcaucasie⁴. A la fin de son existence, en 1991, l'URSS était formée de 15 républiques soviétiques et occupait un sixième de la surface totale de la terre en constituant ainsi le plus vaste état du monde (couvrant un territoire de 8.649.490 miles carrés et peuplé d'environ 286.000.000 personnes). La RSFSR était la plus importante des républiques fédérées en termes de territoire et de population ainsi que par sa puissance économique, culturelle et politique. Toutes les autres républiques peuvent être divisées en cinq régions géographiques suivantes : 1) les pays Baltés (la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie) ; 2) le Caucase (l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie) ; 3) l'Asie Centrale (le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan) ; 4) le territoire slave et Moldova (la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie) ; 5) l'Extrême-Orient Russe (principalement, la Sibérie). Il faut préciser que les républiques soviétiques sont plutôt déterminées par des frontières politiques qu'ethnolinguistiques car le but du gouvernement bolchévique était soit de créer une nouvelle identité nationale pour certains peuples, soit de combattre l'identité existante.

Les républiques satellites étaient divisées, à leur tour, en plus petites unités politiques et administratives qui étaient organisées hiérarchiquement. La plus importante de ces unités était la République Socialiste Soviétique Autonome (ASSR) découpé selon les nationalités des peuples vivant sur le territoire et ayant sa propre Constitution. Les républiques autonomes existait en RSFSR, en RSS de Géorgie, en Azerbaïdjan, en Tadjikistan et en Ouzbékistan (au total, il y avaient 20 républiques autonomes). Ensuite, l'unité administrative plus petite était une *oblast* (ou région) formée autour d'un centre régional (9 régions autonomes en URSS). L'unité suivante était un *krai* (ou territoire) qui présentait de grandes unités administratives à faible population vivant à la frontière, principalement en Sibérie (6 territoires officiels). L'autre unité était un *okroug* (ou district autonome) qui était similaire à la région mais

³ Les données concernant ce sujet sont empruntées chez Grenoble (2003 :4-31) et sur le site de Leclerc <http://www.tlfg.ulaval.ca/axl/europe/russie-1general.htm>.

⁴ Pour la chronologie et certaines caractéristiques sociopolitiques de l'URSS, voir Khylya Hemour (2009 :6-7).

fonctionnait comme unité administrative d'un niveau plus bas car elle faisait partie soit d'une région, soit d'un territoire. Enfin, la plus petite unité était un *raïon* (zone administrative) faisant partie de toutes les autres unités (il y avait 3200 *raïons* en 1981 en Union Soviétique).

L'URSS était ainsi un vaste pays multiethnique, multilingue et multiculturel. Les Russes ethniques constituaient un peu plus de la moitié de la population de l'URSS (faisant d'eux le plus important groupe ethnique), leur nombre dans différentes républiques variant d'une période à l'autre. La distribution du territoire et de la population dans toutes les républiques était assez irrégulière (*voir* Annexe A) ainsi que la distribution des groupes ethniques dans l'Union Soviétique. Selon les données du recensement de 1989, environ 130 nationalités et groupes ethniques habitaient l'URSS (les peuples immigrés inclus)⁵.

En ce qui concerne le nombre des langues parlées en Union Soviétique, il est difficile de le préciser car la statistique officielle varie d'une année à l'autre (selon le recensement de 1989, il y avait 150 différentes langues parlées en URSS, certains linguistes soviétiques donnant le chiffre de 200). En effet, les frontières définitionnelles entre langue et dialecte étaient fluctuantes et dépendaient de nombreux facteurs linguistiques et sociopolitiques. Puisque la langue était considérée par le gouvernement soviétique comme critère primordial dans la définition de l'ethnicité, la reconnaissance officielle de telle ou telle langue assurait celle du groupe ethnique qui la parlait, ce qui était sûrement orienté par des motivations politiques et idéologiques. Ainsi, il est préférable de considérer les nationalités soviétiques en regard de la taille de leur population, de leur distribution géographique et de la langue parlée. Les données du recensement soviétique de 1989 que nous proposons dans l'Annexe B sont donc des informations qu'il faut considérer avec prudence en raison de l'ambiguïté des questions posées⁶, mais aussi des tentatives évidentes de manipulation des résultats⁷.

Pour conclure, il faut dire que l'URSS était un état exceptionnellement multilingue : même si la densité de la population et l'hétérogénéité langagière variait d'une région à l'autre, il n'y avait pas de république monolingue (la RSS d'Arménie étant la région la moins diverse langagièrement et la RSS de Géorgie la plus hétérogène). Il y avait donc un grand nombre de langues en Union Soviétique qui se différençaient génétiquement et typologiquement. Les familles linguistiques présentes sont les suivantes⁸ :

- 1) **indo-européenne** : a) *langues slaves*: russe, ukrainien, biélorusse, bulgare, polonais, slovaque, tchèque ; b) *langues indo-iraniennes*: kurde, ossète, tadjik, tat, tsigane ; c) *autres langues indo-européennes*: allemand, arménien, grec, letton, lituanien ;
- 2) **ouralienne** : a) *langues finno-ougriennes*: carélien, erzya, finnois, ingrien, khanti, etc. ; b) *langues samoyèdes* : enets, selkoupe, nène, etc. ;

⁵ Selon Grenoble (2003 :21), ces données ne sont pas correctes car environ 60 langues sont omises dans cette liste.

⁶ Selon Grenoble (2003 :28-31), la question posée dans le recensement soviétique des années 1959, 1970, 1979 et 1989 sur l'identification de la langue maternelle des personnes interrogées, pose des problèmes due à l'ambiguïté du terme de «langue maternelle» qui peut être interprété différemment par différentes personnes. De plus, les réponses risquent d'être non-valables car il n'y a pas de testes linguistiques pour vérifier les compétences langagières de la personne interrogée, cette personne étant donc le seul «juge» de ses connaissances. Cela amène parfois à des réponses absurdes où la personne identifie comme «maternelle» la langue qu'il ne maîtrise pas ! Cependant, les données statistiques soviétiques restent la première source de données sur le nombre des groupes ethniques et leurs langues et elles nous informe sur les tendances ethnolinguistique de l'URSS.

⁷ Il faut dire que toutes statistiques ou données soviétiques doivent être prises avec précaution car elles sont fortement influencées par des motivations politiques du gouvernement et du parti, c'est-à-dire elles sont contrôlées, manipulées et parfois absentes complètement (au sujet de l'analyse des données soviétiques, *voir* Grenoble, 2003 :27-31).

⁸ Cette classification suit celle présentée par Leclerc, 2009, sur <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/russie-2demo.htm>.

3) **altaïque** : a) *langues turciques*: altaï, azerbaïdjanais, bachkir, dolgane, gagaouze, iakoute, etc. ; b) *langues mongoles*: bouriate, kalmique ; c) *langues tOUNGOUZES*: éven, évenki, nanai, negidale, etc.;

4) **caucasienne** (abazien, abkhaze, adyguéen, géorgien, ingouche, kabarde, tchéchéne, etc.) ;

5) **paléo-sibérienne** (aléoutien, aloutor, tchoukche, itelmène, kerek, etc.)⁹.

La famille linguistique indo-européenne était la plus représentée sur le territoire de l'URSS : à la fin de l'Union, plus de 80% de la population soviétique considérait une de ces langues comme leur L1 (Grenoble, 2003 :8).

Quelques précisions terminologiques

La terminologie officielle soviétique en matière de politique nationale est imprécise et change selon la période. En général, il existe trois termes pour désigner diverses étapes du développement du sentiment national : *naciâ* (« nation »), *nacional'nost'* (« nationalité ») et *narodnost'* (« groupe ethnique »). *Naciâ* fait référence à une communauté stable, liée à une « nation gouvernementale » et possédant une langue, un territoire et une culture communes (cette définition est basée sur celle donnée par Staline en 1929). Les termes *nacional'nost'* et *narodnost'* sont souvent utilisés comme synonymes, pourtant *nacional'nost'* renvoie à une collectivité plus développée, ayant conscience de son développement historique et culturel. Ainsi, *nacional'nost'* (« nationalité ») désigne un groupe ayant atteint le sommet du « développement national », c'est-à-dire des gens ayant leur « propre territoire, langue, culture et économie » (Starovski, cité par Hirsch, 1997 :276), tandis que *narodnost'* signifie que le groupe est en marche vers ce développement final (Cf. Grenoble, 2003 : 38-43).

La terminologie soviétique utilise le terme « nationalité » par rapport à la politique nationale de l'état, notamment la politique de « *construction des nationalités* » dans les années 20. Nous pouvons conclure que le terme « nationalité » fait référence à une « nation » ainsi qu'à un « groupe ethnique ». Ce terme est employé très généralement et est utilisé par rapport à tous les peuples qui habitent l'URSS (avec une seule division en « grandes » et « petites » nationalités).

Ainsi, pour éviter toute confusion possible, nous proposons d'utiliser dans notre analyse les dénominations suivantes :

1. le terme « *nation* » englobe: les républiques de l'Union Soviétique ou « grandes nations », les républiques autonomes et les régions autonomes ou « petites nations », par exemple, la Biélorussie, l'Ukraine, la Georgie, l'Arménie, la Lettonie, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizstan, l'Oudmourtie ; la Yakoutie, etc. ;
2. le terme « *groupe ethnique* » désigne les groupes habitant l'URSS qui ne constituent pas une communauté politique ou économique, par exemple, les « petits peuples » du Nord, de la Sibérie, de l'Extrême Orient et certains peuples du Caucase de Nord (Cf. Lewis, 1972 : 18-19) ;
3. le terme « *nationalité* » traduit les dénominations soviétiques concernant la « politique des nationalités » ;
4. enfin, le terme « *minorités d'autres nationalités* », appelées parfois aussi « *minorités nationales* » désigne les gens des nationalités différentes de celle du pays où ils habitent, par exemple, les Moldaves habitant en Ukraine.

Compte tenu de cette classification, nous divisons toutes les langues soviétiques selon les catégories suivantes :

⁹ Pour une classification précise des familles de langues en URSS, voir Grenoble (2003 :212-217).

1. « langues nationales » pour désigner les langues des nations soviétiques ;
2. « langues des minorités nationales » pour désigner les langues d'autres nationalités habitant le pays ;
3. « langues des groupes ethniques » pour désigner les langues de tous les groupes ethniques habitant l'Union Soviétique.

Cette classification ne prétend pas être la plus exacte mais sa simplicité facilitera le déroulement de notre analyse ainsi que la compréhension générale de l'étude.

Chapitre I

Les premières années soviétiques : la période léniniste (1917-1930)¹⁰

«Toutes les nations de l'état sont absolument égales, et n'importe quels privilèges appartenant à une des nations ou une des langues sont inacceptables et anticonstitutionnels »
Lénine (1914/1969), *Œuvres complètes*, éd.5, vol.25 :136

I.1 Acteurs de la politique linguistique et leurs buts.

La question de la langue et de la politique linguistique (désormais PL) a été centrale pour les dirigeants soviétiques et le Parti communiste¹¹ dès le début de la fondation de l'état soviétique. Et il ne pouvait en aller différemment car l'Union Soviétique a toujours été un état multiethnique et plurilingue. Compte tenu de la nature plurilingue de l'état nouvellement créé, les dirigeants soviétiques ne pouvaient que s'occuper de l'aménagement linguistique du pays sans tarder puisque l'édification politique, économique et culturelle de l'URSS ne pouvait se faire sans elle.

Après avoir obtenu le pouvoir en 1917, les bolcheviques s'engagent avec enthousiasme dans les tâches principales du nouveau gouvernement, notamment l'industrialisation et la modernisation du pays. Mais ils rencontrent alors différents obstacles, parmi lesquels le plus important est l'analphabétisme presque total de la population¹². Ce nouveau pays est habité par un grand nombre de locuteurs non-Russes qui, en général, ont un niveau d'éducation plus bas que les Russes (Grenoble, 2003). Comme l'explique Friedgut (1982), ces habitants appartenaient à l'empire Russe et constituent désormais les minorités nationales. Ils sont majoritairement paysans, habitent dans des communautés paroissiales et traditionnelles. Leur langage est donc bien éloigné de la langue des communistes russes. De plus, ajoute Grenoble (2003 :37), il y a aussi une « rupture linguistique » entre les Russes eux-mêmes : entre les résidents éduqués des villes (qui sont peu nombreux) et les habitants analphabètes ruraux (la grande majorité)¹³. La différence entre les deux est très importante non seulement en termes linguistiques mais aussi de vision du monde car les termes fondamentaux du communisme correspondent à des concepts incompréhensibles pour les gens ordinaires, c'est-à-dire pour le prolétariat à qui les bolcheviques essaient de faire passer un message politique.

Le gouvernement bolchevique doit donc lancer une campagne d'alphabétisation très intense pour être capable de mettre en œuvre diverses réformes économiques ainsi que pour mener le travail politique et idéologique nécessaire à l'explication de la cause prolétarienne et à

¹⁰ La période qui dure de l'année 1917 à 1930 est plus longue que la période de Lénine autant que dirigeant de l'Union Soviétique (Lénine est mort en 1924). Cependant, suivant Kreindler (1982b :131), nous nommons cette époque la « période léniniste » car elle dure « linguistiquement » jusqu'au début des années 30.

¹¹ Il faut préciser que le Parti Communiste de l'Union Soviétique a eu plusieurs dénominations pendant toute la période de son existence : *Parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolchevik)*, POSDR(b), 1903-1918 ; *Parti communiste panrusse (bolchevik)*, 1918-1925 ; *Parti communiste pansoviétique (bolchevik)*, 1925-1952 ; *Parti communiste de l'Union soviétique*, PCUS, 1952-1991.

¹² Selon Grenoble (2003 :35), en 1917, seulement 28.4% de la population totale âgée de 9 à 49 ans étaient alphabétisés ; dans certaines régions les taux de l'analphabétisme étaient 100%.

¹³ Voir aussi Lewis (1972 :18).

l'adhésion de la population au Parti communiste. Dans ce but, de nouveaux organismes administratifs sont créés en 1917, dont deux sont liés à la « politique des nationalités » et à la PL : le Commissariat du Peuple à l'Instruction Publique (en russe *Narkompros*) qui s'occupe de l'éducation et l'art, et le Commissariat du Peuple aux Nationalités (en russe *Narkomnac*) qui gère les problèmes des nations et des minorités nationales¹⁴ (Grenoble, 2003). C'est le *Narkompros* qui joue un rôle déterminant dans l'aménagement linguistique soviétique (ALS).

Ainsi, dès le début de l'ère soviétique, nous pouvons distinguer les acteurs principaux de la PL mise en oeuvre dans ces premières années : le gouvernement bolchevique représenté par un bras administratif des Commissariats du Peuple à l'Instruction Publique et aux Nationalités, le Parti communiste et Lénine lui-même en tant que dirigeant principal de l'état. Pourtant, il est clair que la PL de Lénine, comme le souligne à juste titre Kirkwood (1989), ne pourrait être réalisable sans l'aide de linguistes, enseignants, concepteurs de manuels scolaires, typographes et administrateurs de différents niveaux. Or, selon Reznik (2001), ce sont plutôt plusieurs linguistes soviétiques éminents qui assument toutes les fonctions scientifiques et administratives pour créer les bases théoriques de la réforme et la mettre efficacement en oeuvre. L'objectif linguistique est ambitieux mais la quantité des scientifiques, des administrateurs comme des enseignants n'est pas suffisante pour l'atteindre.¹⁵

La politique linguistique soviétique (PLS) de l'époque peut se résumer ainsi : industrialisation et modernisation du pays ; communication du programme politique et idéologique du Parti communiste à la population. La campagne d'alphabétisation nécessaire doit être menée dans tous les pays de l'Union Soviétique. Et c'est de là qu'émerge un nouveau problème, celui de la langue/des langues de l'instruction. Puisque sur le territoire étendu de l'URSS il existe un grand nombre de langues et de cultures complètement différentes, il est impossible de réaliser une campagne d'alphabétisation monolingue. Ainsi, la question se pose sur la manière d'agir : quelle langue ou quelles langues faut-il développer pour en faire la(es) langue(s) de l'enseignement ? Quels critères politiques ou linguistiques doivent primer dans une telle sélection pour rendre ces premiers efforts de l'aménagement linguistique soviétique (ALS) valables et efficaces ? De telles questions doivent trouver une réponse dans une conception politique et/ou linguistique qui vient de l'autorité et sert de base pour la PL en général. Nous en parlerons dans la section suivante.

1.2 Conceptions linguistiques et idéologies.

Pour évaluer une certaine PL, il faut considérer toutes les étapes de son élaboration et sa mise en oeuvre. L'une des étapes qui nous intéresse plus particulièrement est le processus de prise de décision. Selon Cooper (1989)¹⁶, il s'agit de formuler le problème actuel, de fixer des buts au changement et de se doter des moyens nécessaires pour l'accomplir. Ajoutons deux autres composantes qui nous semblent être à la base même des décisions politiques : les idéologies¹⁷ et les conceptions linguistiques.

¹⁴ Les commissariats sont renommés en Ministères après 1946.

¹⁵ Parmi ces linguistes, il y a E.D. Polivanov, N.F. Ākovlev, L.I. Žirkov, D.V. Bubrih, N.N. Poppe, N.K. Dmitriev, A.M. Suhoti, L. Ākubinskij, etc. (voir Reznik, 2001)

¹⁶ Le schéma de Cooper (1989) concernant l'analyse de l'aménagement linguistique est cité par Cavalli (2005 :43).

¹⁷ Selon Ager (2001), l'idéologie (avec l'identité, l'image, l'insécurité, etc.) est un des motifs de la politique linguistique. Ces motifs avec des attitudes et des buts forment la motivation elle-même qui est dans le cœur de n'importe quel processus de l'aménagement linguistique.

I.2.1 La spécificité de la politique linguistique soviétique

Avant de commencer notre analyse, nous voudrions faire une précision importante concernant la nature de la PLS en général et la conception linguistique qui la rend possible. Dans la vision soviétique, la PL est concevable et rationalisable. Elle peut être construite progressivement, et cela définit la première tâche de la linguistique. La langue devient ainsi un « *objet-langue* » pour celui qui la décrit, voire la transforme. Cette conception implique la possibilité et même la nécessité d'une « 'intervention' humaine consciente sur la langue » (Cf. Seriot, 1986a :119). Selon le linguiste soviétique Isaev, la PL dans les premières années fait référence à la *construction linguistique* et il s'agit d' :

« une intervention déterminée de la part de la société (représentée par les scientifiques spécialisés) dans le processus spontané du développement langagier avec la gestion organisée de ce processus » (Isayev, 1977b :12)

Ainsi, la PLS se base sur la conception « instrumentaliste » de la langue qui fait d'elle un objet très accessible et manipulable pour servir les buts du gouvernement et du Parti. Il s'agit d'une « politique volontariste de gestion des langues » qui permet de maîtriser leur évolution, de « saisir la langue à bras le corps de façon institutionnalisée » ce qui fait de l'URSS un vrai « laboratoire de langues » (Cf. Seriot, 1988a :39 ; 1988b :22). Une autre définition, donnée par les linguistes soviétiques eux-mêmes, va dans le même sens :

« La politique linguistique est la théorie et la pratique d'une **influence consciente** sur le cours du développement de la langue de la part de la société, bref, une assistance, orientée vers le but et basée scientifiquement, des fonctions des langues existantes et la création et perfection de nouveaux moyens linguistiques de la communication » (Grigoriev, *cité par* Isayev, 1977b : 13-14)

Il faut dire que cette conception de la PL est en vigueur pendant toute l'existence de l'URSS. C'est aussi cette conception qui justifie toutes les actions conséquentes sur les langues que les dirigeants et les linguistes soviétiques mettent en œuvre dès les premières années où ils sont au pouvoir.

I.2.2 Le programme national et linguistique de Lénine

Nous pouvons constater que, pendant les premières années soviétiques, toutes les décisions du jeune gouvernement en matière de PL se basent sur la vision politique personnelle de Lénine¹⁸ des nombreuses nations et de leurs langues. Son programme linguistique, comme le décrit Kreindler (1982a :8 ; 1985 :348-349), est la partie « la plus concrète, explicite et, du point de vue des nationalités, la plus attirante de tout son programme sur les nationalités ». De ce fait, il est impossible d'analyser sa vision linguistique sans tenir compte de sa manière d'envisager la question nationale. Nous analyserons donc les aspects les plus importants de la politique léniniste concernant les nations et leurs langues, en étudiant plusieurs de ses articles célèbres ainsi que certains documents (résolutions et programmes) du Parti communiste.

¹⁸ Nous comprenons ici, sous la « vision politique » de Lénine, ses croyances et valeurs personnelles, appelées aussi « *l'idéologie* » (Cf. Ager, 2001 :125). Ce concept d' « *idéologie* » signifie également ce qui est « représentations, conceptions ou idées sur la langue » (Cf. Eloy, 1997 :10) d'une personne ou d'une communauté linguistique (Spolsky, 2005 : 2153-2154). Cela signifie que nous regarderons les « idéologies » des premières années soviétiques comme l' « *idéologie personnelle* » (la « conviction individuelle ») de Lénine, dirigeant de l'état soviétique et pas comme une « croyance collective », selon la définition de Reboul (1980 :81). Ainsi, dans ce chapitre, même si nous ne parlerons pas spécifiquement de l' « *idéologie de Lénine* », nous la sous-entendons dans l'analyse de tous ses écrits, selon la définition suivante : 'Political ideologies are a kind of 'world view', made up of a collection of doctrines, theories and principles which claim to interpret the present and offer a view of the desired future' (Heywood, 1994:7, *cite par* Ager, 2001:186).

Notons déjà que la question nationale a toujours occupé une place importante dans sa conception politique et, selon lui, cette question doit toujours être considérée par le Parti communiste avec la plus grande attention (Grenoble, 2003). Lénine a rédigé ses *Thèses sur la question nationale* bien avant la Révolution bolchevique de 1917, lorsqu'il préparait les conférences de 1913 en Suisse. Dans les *Thèses*, il formule et explique le programme social-démocrate concernant les nations où nous pouvons distinguer plusieurs points :

1) le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ce qui veut dire uniquement le « droit de se séparer pour former un Etat indépendant » (« *libre disposition politique* ») ; 2) une égalité absolue des nations et de leurs langues, ce qui exclut simultanément le concept d'une « langue officielle » ; 3) le rejet d'« *autonomie nationale culturelle* » au profit de la « *culture internationale du prolétariat* » ; 4) la « fusion des ouvriers de toutes nationalités au sein de toutes les organisations prolétariennes sans exception » comme opposée à la « division dans le prolétariat des différentes nations ». Enfin, il faut ajouter que ce programme n'est réalisable que par voie de la « *transformation démocratique consécutive de l'Etat tout entier* » qui peut seule garantir la paix nationale (Lénine, 1913a).

Ce qui nous intéresse le plus dans ce programme, c'est évidemment son deuxième point qui concerne l'égalité et la liberté des nations et leurs langues ainsi que les droits des minorités nationales. Même si Lénine, selon certains auteurs, n'est pas assez précis sur la forme de l'égalité nationale (Cf. Kreindler, 1977) et n'est pas cohérent dans sa conception de l'organisation de l'état multiethnique (par exemple, le changement dans sa position sur la fédération¹⁹), et même si sa compréhension du nationalisme reste « superficielle »²⁰ (Cf. Kreindler, 1982b), son appel à l'égalité reste tout de même la partie la plus positive du programme des « nationalités ». C'est justement ce deuxième point et particulièrement son aspect linguistique qui constitue la base de toutes les décisions et actions menées dans le domaine du développement national et culturel des nations ainsi que la base de l'aménagement linguistique réalisé dans le pays dans les années 20.

I.2.2.1 Lénine et les langues nationales

Dans ses « *Notes critiques sur la question nationale* » (1913)²¹, Lénine précise le programme national des ouvriers social-démocrates où il s'exprime très clairement sur l'égalité des nations et des langues:

« [...] **suppression absolue de tout privilège pour quelque nation et quelque langue que ce soit**; solution du problème de l'autodétermination politique des nations, c'est-à-dire de leur séparation et de leur constitution en Etat indépendant, par une voie parfaitement libre, démocratique; promulgation d'une loi générale de l'Etat en vertu de laquelle toute disposition [...] qui accorderait quelque privilège que ce soit à une des nations, qui violerait l'égalité en droits des nations ou les droits d'une minorité nationale, serait déclarée illégale et nulle, tout citoyen de l'Etat ayant le droit d'exiger l'abrogation d'une telle disposition comme contraire à la Constitution, ainsi que des sanctions pénales à l'encontre de ceux qui s'aviseraient de la mettre en pratique »²² (Lénine, 1913b :9).

¹⁹ Selon Smith (1996:5), après 1917, Lénine évolue du rejet du « droit à la fédération » à son acceptation comme une forme « la plus adéquate de l'organisation de l'état multiethnique ». En fait, au début, Lénine rejette la fédération car, pour lui, cela représente la division nationale, et lui oppose le principe de centralisation puisque le parti centralisé, selon lui, est seul capable d'assurer le développement du socialisme (Smith, 1996: 4).

²⁰ Comme le présente Holdsworth (1967 : 290), Lénine était « curiously impervious to the needs and potential of the national intelligentsia » et « oddly unaware of the strength and variety of national emotions » (*cité par* Kreindler, 1982b : 131).

²¹ Les « *Notes critiques sur la question nationale* » (1913) sont la réponse de Lénine aux critiques de son article « *Libéraux et démocrates sur la question des langues* » qui était publié dans « *Severnaâ Pravda* », № 29, 1913.

²² La traduction française des « *Notes* » est empruntée au site Marxists Internet Archive, <http://marxists.org/francais/lenin/index.htm>.

En critiquant le journal libéral russe « *Russkoe Slovo* » [Le Mot Russe] (N° 198), particulièrement un des articles sur la question des langues, Lénine développe ses conceptions linguistiques pour la Russie et l'oppose à celle des libéraux. Lénine commente un passage de l'article dans lequel l'auteur préconise une seule langue officielle pour la Russie, la langue russe :

« Mais le journal libéral se hâte de se contredire et de démontrer son inconséquence libérale. "Il n'est guère probable, écrit-il, que quel'un, même parmi les adversaires de la russification, s'avise de contester que, dans un Etat aussi vaste que la Russie, il doive exister une seule langue commune, et que cette langue... ne puisse être que le russe".

Logique à rebours ! La petite Suisse ne subit aucun préjudice, mais tire au contraire avantage du fait qu'au lieu d'une seule langue commune à l'Etat, elle en a trois : l'allemand, le français et l'italien. En Suisse, 70% de la population sont des Allemands (en Russie, il y a 43 % de Grands-Russes), 22 % des Français (en Russie, 17 % d'Ukrainiens), 7 % des Italiens (en Russie, 6 % de Polonais et de Biélorusses). Si les Italiens de Suisse parlent souvent le français au Parlement commun, ils ne le font pas sous la férule de quelque loi policière barbare (il n'en existe pas en Suisse), mais simplement parce que les citoyens d'un Etat démocratique préfèrent d'eux-mêmes être intelligibles pour la majorité. La langue française n'inspire pas de haine aux Italiens, car c'est la langue d'une nation libre et civilisée, et qui n'est pas imposée par d'abominables mesures policières. » (Lénine, 1913b : 5-6)²³

Le style est expressif, et Lénine semble dénoncer la vision erronée de ses adversaires en leur prêtant un lexique extrêmement subjectif qui rend leurs propos absurdes. L'exemple de la Suisse²⁴ lui sert de comparaison avec la situation en Russie et lui permet d'envisager une solution possible aux problèmes linguistiques, culturels et économiques. Dans l'extrait suivant, Lénine interpelle de manière ironique directement « *messieurs les libéraux* », et reprend le discours de ses adversaires (Cf. les guillemets de « vaste »), pour s'y opposer. On notera que pour lui, la Russie est « bigarrée et arriérée » mais qu'il associe l'idée de progrès au plurilinguisme, en voyant dans la politique unilingue un privilège à abolir :

« Pourquoi donc la « vaste » Russie, beaucoup plus bigarrée et terriblement arriérée, doit-elle *freiner* son développement par le maintien d'un privilège quelconque pour une de ses langues ? N'est-ce pas le contraire qui est vrai, messieurs les libéraux ? La Russie ne doit-elle pas, si elle veut rattraper l'Europe, en finir le plus vite possible, le plus complètement possible, le plus énergiquement possible avec tous les privilèges quels qu'ils soient ? » (Lénine, 1913b :6-7)

Lénine continue son argumentation au profit de l'abolition de tout privilège en soulignant qu'une fois que toutes les nationalités et toutes les langues seront égales, tous les Slaves « apprendront vite à se comprendre » grâce aux « nécessités économiques », librement acceptées :

« Si *tous* les privilèges sont abolis, si l'une des langues cesse d'être imposée, tous les Slaves apprendront vite et facilement à se comprendre et ne redouteront pas cette idée « horrible » qu'au Parlement commun, des discours se feront entendre dans différentes langues. Les nécessités économiques *détermineront* elles-mêmes la langue du pays que la majorité aura *avantage* à connaître dans l'intérêt des relations commerciales. Et cette détermination sera d'autant plus ferme qu'elle aura été adoptée librement par la population des diverses nations, d'autant plus rapide et plus large que le démocratisme sera plus conséquent et que, de ce fait, le capitalisme connaîtra un développement plus rapide. » (Lénine, 1913b :7)

²³ Dans toutes les citations du chapitre, les passages soulignés le sont par nous et font particulièrement l'objet de notre analyse.

²⁴ D'ailleurs, Lénine recourt à l'exemple de la Suisse (le modèle « la Suisse avancée », Cf. Kreindler, 1982b :130) de multiple fois ce qui montre que la situation linguistique en Suisse lui paraissait le plus convenable à un état multinational (Lénine, 1913b :45-47).

Notons que l'expression « *cette idée "horrible"* » manifeste encore une fois la stratégie argumentative hyperbolique de Lénine : il caricature les propos de ses adversaires et joue de la polyphonie en dénonçant la hantise des libéraux pour le plurilinguisme.

Dans les écrits de Lénine, nous pouvons trouver de nombreux témoignages montrant l'intérêt qu'il porte aux langues²⁵. Il est intéressant de noter qu'il associe souvent les aspirations nationales et la nationalité elle-même avec la langue²⁶. Pour lui, le nationalisme (phénomène qui relève d'une tendance « bourgeoise » et ne peut pas être réconcilié avec le Marxisme (Cf. Lénine, 1913b : 10-17 ; 19 ; 30-35, etc.)), est, tout d'abord, la réaction des nationalités contre l'oppression, la lutte pour la liberté et la langue maternelle²⁷. Ainsi, Lénine accorde une attention particulière à la langue maternelle des peuples qui habitent la Russie et, par conséquent, l'Union Soviétique. Pendant le Deuxième Congrès du Parti, il soutient complètement l'inclusion d'un point spécifique concernant les langues dans le programme du Parti, et ce sont ses formulations du droit à l'éducation dans la langue maternelle ainsi que du droit d'utiliser cette langue dans les institutions publiques et étatiques qui deviennent le point 8 du Programme de 1903 (Lénine, 1903/1969, vol. 32, pp.142 et 154 ; Cf. Kreindler, 1977 :95).

En promouvant le principe de l'égalité des nations et de leurs langues, Lénine prône un large programme du « *développement de la langue et de la littérature des nations réprimées auparavant* » (Lénine, *ibid.*, vol. 38, p.95) ainsi que le « *développement autonome et libre de chaque nationalité, la croissance et la diffusion de la littérature en leurs langues maternelles* » (Lénine, *ibid.*, vol. 39, p.114 ; KPSSvR, 1953, vol.1 : 459, 713-714, 764-765, etc.). Dans le programme du Parti de 1921, nous trouvons un reflet de la politique nationale et linguistique léniniste décrite dans les tâches principales du Parti. Ces tâches incluent, parmi d'autres, une aide aux peuples non-Russes à « *développer et renforcer chez eux le fonctionnement de la justice, de l'administration, des organismes de l'économie nationale et du pouvoir en langue maternelle [...]* ; *développer chez eux la presse, l'école, le théâtre, les institutions de la culture et l'instruction en général, en langue maternelle* ; *établir et développer un large réseau des cours et des écoles d'enseignement général et professionnel en langue maternelle [...]* », etc. (KPSSvR, 1953, vol.1 : 559 ; voir aussi Lénine, 1919/1970, vol. 39, p. 334-335). Il faut ajouter que l'on peut suivre ce souci des langues nationales jusque dans ces derniers écrits où il entrevoit déjà le risque d'une politique de russification :

« [...] il faut introduire des règles les plus strictes concernant l'utilisation de la langue nationale dans les républiques d'autres nationalités qui forment notre union, et vérifier ces règles particulièrement soigneusement. Il est hors de doute que, sous le prétexte de l'unité du système ferroviaire ou de l'unité fiscale, etc., avec notre appareil actuel, une masse de violations authentiquement russes pénétreront chez nous. » (Lénine, 1922/1970, vol. 45 : 361)

Notons l'utilisation des modalités déontique pour exprimer le devoir du gouvernement (« *il faut* ») et épistémique qui renforce l'affirmation de l'auteur (« *il est hors de doute* »).

²⁵ Précisons que, dans les cas où Lénine parle de la langue, il sous-entend la langue comme un « instrument de communication » seulement (Kreindler, 1982b :133).

²⁶ Voir, par exemple, les commentaires marginaux de Lénine sur ses lectures concernant la question nationale : « *Une nation n'est pas basée sur une culture ou destin commun mais sur une langue commune* » (Lénine, 1914/1969, vol. 24, p.388) ; « *"Eternelle" dans la patrie [...]c'est la patrie elle-même comme la langue, le territoire, etc.* » (Lénine, 1914/1969, vol. 26, p.365 ; Cf. Kreindler, 1977 :95 ; Korlétanu, N., *VÁ*, 1979, 2 : 5).

²⁷ Pour un exemple, voir la description de la lutte nationale Ukrainienne comme le « *réveil des masses à la possession de leur langue et littérature maternelles* » (Lénine, 1916/1973, vol. 30, pp. 89 et 190 ; Cf. Kreindler, 1977 :95 ; 1982b :131).

L'expression de Lénine « *une masse de violations authentiquement russes* » nous indique un problème spécifique auquel le leader bolchevique fait référence plus d'une fois dans ses écrits : le « *chauvinisme Grand-Russe* »²⁸ contre lequel il se battra toute sa vie.

I.2.2.2 Lénine et le « *chauvinisme Grand-Russe* »

Selon Lénine, la social-démocratie doit lutter contre le chauvinisme qui prend différentes formes (nationale, culturelle, linguistique) car il représente une oppression des nations et ne peut être compatible avec l'internationalisme prolétarien²⁹. Ainsi, les actions visant à imposer la culture ou la langue russe aux peuples allogènes sont vues par Lénine comme une tentative de promouvoir la domination politique et culturelle russe, trait caractéristique du régime tsariste (KPSSvR, 1953, vol.1 :713).

Contrairement aux dirigeants qui lui succéderont, Lénine n'a jamais attribué des qualités supérieures au russe ni ne l'a élevé au-dessus des autres langues. Bien sûr, il aimait sa langue et la considérait comme « *grande et puissante* »³⁰ (Lénine, 1914/1969, vol. 26 :107-108 ; vol. 24 :294-295). Il a lutté pour la pureté de la langue russe en la protégeant contre sa « *dégradation* » due à l' « usage négligeant et l'afflux des mots étrangers » (Lénine, 1919/1974, vol. 40 :49 ; Cf. Kreindler, 1982b : 130 ;1977 :97 ; Seriot, 1983 :108). Comme l'explique Seriot (1983), un tel souci de pureté et de simplicité de la langue peut être expliqué par le fait que, pour Lénine, la « langue servait d'instrument dans la lutte contre les ennemis de la Révolution » (Šermuhamedov, 1980 :208 ; 217, *cité par Seriot, ibid. p. 122*). La langue est une « arme » et, pour correspondre à cette fonction, doit être « forgée », « affinée » et « épurée » pour transmettre la révolution communiste. Cependant, Lénine n'a pas cherché à assurer un statut spécial au russe. Au contraire, dans ses écrits, il rejette l'idée de la promotion de la langue russe comme la langue officielle de l'état car une telle promotion évoque une comparaison négative avec l'époque tsariste où toutes langues autres que celle du tsar étaient réprimées et destinées à disparaître.

Dans sa réponse aux libéraux, Lénine s'oppose à l'introduction de la langue officielle car, pour lui, une telle introduction représente une « *imposition de la langue des grands-russes, qui constituent la minorité de la population de la Russie, à tout le reste de la population du pays* » (Lénine, 1973, vol. 24 :293). Si une langue est officielle, elle est une matière « *obligatoire* » dans les écoles et dans la documentation officielle ce qui veut dire qu'elle est imposée de force (Cf. Korlêtânu,1979: 5). Or, c'est exactement cet « *élément de contrainte* » que Lénine trouve inacceptable et veut éviter :

« Il est compréhensible que nous aussi voulions que chaque citoyen de la Russie ait la possibilité d'apprendre la grande langue russe. Nous ne voulons seulement pas cet élément de *contrainte*. Nous ne voulons pas faire rentrer dans le paradis à l'aide d'un gourdin. [...] Nous pensons que la grande et puissante langue russe n'a pas besoin d'être apprise sous un bâton. [...] Ceux qui selon les conditions de leur vie et travail ont besoin d'une connaissance du russe, l'apprendront sans un bâton. Car l'obligation (un bâton) amènera à une chose seulement : elle rendra difficile l'accès de la grande et puissante langue russe aux autres groupes nationaux, et le plus important, elle accentuera l'inimitié, créera un million de nouveaux frottements, renforcera l'irritation, l'incompréhension mutuelle, etc. [...] C'est pour cela que les marxistes russes disent qu'il est nécessaire que la langue officielle obligatoire soit *absente* [...] » (Lénine, 1914/1969, vol. 24 :295)

²⁸ Le « *chauvinisme Grand-Russe* » fait référence au chauvinisme russe de l'époque tsariste. En général, le terme « *Grands-Russes* » a été utilisé comme appellation officielle des Russes sous le régime tsariste par opposition aux Ukrainiens appelés péjorativement « *Petits-Russes* » (Cf. <http://marxists.org/francais/lenin/works/1913/06/vil19130600.htm>, note 2).

²⁹ Sur ce sujet, voir Lénine, 1914, vol.21, sur http://marxists.org/francais/lenin/oeuvres/vol_21.htm; Lénine, 1914/1969, vol. 26 ; KPSSvR, 1953, vol.1 :713-717.

³⁰ Cette description de la langue russe comme « *grande et puissante* » à l'origine donnée par Lénine, est reprise rigoureusement par les linguistes et politiciens soviétiques plusieurs années plus tard et présentée comme un des critères intrinsèques du russe ce qui le rend supérieur par rapport aux autres langues (Cf. Seriot, 1984 :59-61).

Notons, dans cet extrait, l'utilisation de figures métaphoriques destinées à renforcer la force argumentative du discours. D'abord, le proverbe « *faire rentrer dans le paradis à l'aide d'un gourdin* », puis l'expression commune « [faire quelque chose] *sous un bâton* ». Ces proverbes nous renvoient encore une fois à la polyphonie car nous entendons bien ici, « sous » la voix de Lénine, celle du peuple, représenté par la sagesse populaire véhiculée dans la forme figée du proverbe, très connu parmi les peuples slaves. La compréhension et l'acceptation du message sont ainsi renforcées par la référence à un savoir populaire commun. Nous remarquons aussi la répétition multiple de l'expression « *la grande et puissante langue russe* » qui manifeste la subjectivité de l'auteur. De plus, « nous » apparaît plusieurs fois et renvoie à l'énonciateur en termes de collectivité (« "nous" = personnes amplifiées ; extension de "je" ("je" + d'autres), selon Maingueneau, 1991 :109-110) tout en incluant les destinataires. « Nous » renvoie à la fois aux bolcheviques, mais aussi à tous ceux qui adhèrent au nouveau régime.

En résumé, nous pouvons dire que Lénine pense que le russe s'imposera forcément comme langue seconde, sans que les peuples doivent renoncer à leur langue maternelle. Il est intéressant de noter que dans ses réflexions personnelles sur la question d'une « seule langue mondiale prolétarienne » dans le futur (quand la « fusion du prolétariat et de la démocratie avancée de toutes les nations » sera réalisée), Lénine marque dans la marge que « *la langue universelle sera probablement, l'anglais ou peut-être + le russe* » (Lénine, 1973, vol. 24 :387). Par ailleurs, Lénine rejette l'alphabet cyrillique et promeut l'alphabet latin comme « l'alphabet de l'Octobre et de la Révolution à l'Est » (Hansuvarov, 1932 :32, cité par Kreindler, 1977 :8). Nous y reviendrons plus tard.

I.2.2.3 Quelques critiques à propos du programme léniniste

Précisons que la politique linguistique de Lénine, particulièrement son aspect égalitaire, est marquée par un certain pragmatisme politique. Il était sûrement conscient de tous les avantages d'une telle politique pour convaincre du bien-fondé de la révolution bolchevique. Premièrement, comme le note Kreindler (1982a), son programme linguistique a permis de rallier de nombreux nationalistes qui au début ne voulaient pas accepter le nouveau régime. Pour Lénine, le nationalisme était « utile » dans la mesure où il pouvait aider à accomplir les buts prolétariens (Cf. Grenoble, 2003 :35-36). Selon certaines critiques de la politique léniniste³¹, Lénine était un « génie politique » faisant preuve de flexibilité et d'une « approche instrumentale des problèmes théoriques ». Il a favorisé le développement national mais seulement dans la mesure où il était « subordonné au socialisme », c'est-à-dire au gouvernement communiste en Russie. Ainsi, l'approche pragmatique de Lénine lui a permis de développer une politique consolidant le pouvoir des bolcheviques et unifiant un pays multinational.

Deuxièmement, dans les langues nationales, Lénine a vu un instrument puissant pour atteindre les peuples et leur faire passer un message. Dans la résolution du Parti sur le pouvoir soviétique en Ukraine (1919), il précise que les membres du Parti doivent résister aux tentatives de repousser la langue ukrainienne au second plan et s'efforcer plutôt de « *transformer la langue ukrainienne dans un outil de l'éducation communiste des masses* » (Lénine, 1919/1970, vol. 39 :335). Lénine souligne qu'une fois que « *l'unité des prolétaires de toutes les nations dans une localité donnée* » sera atteinte, il faudra mener la « *propagande et l'agitation dans toutes les langues du prolétariat du lieu* » (Lénine, 1913/1973, vol.23 :320). Derrière la promotion des langues nationales, il y a bien sûr une motivation

³¹ Voir les commentaires de Bennigsen (1982), Friedgut (1982) et Vardys (1982) pour l'article de Kreindler (1982a).

politique qui révèle, comme l'explique Seriot (1983 :108) la « conception utilitaire de la parole » qu'avait Lénine.

Enfin, dans ses écrits, Lénine parle souvent de la « *fusion des peuples* »³² ce qui, selon certains auteurs (Cf. Grenoble, 2003 :35), révèle clairement son but ultérieur de « l'unification des tous les peuples dans un seul état communiste », où « l'unification est basée sur l'assimilation et non sur la diversité des groupes ethniques ». Cette vision inclut donc le concept d'une « seule langue commune » pour tous les peuples, le concept de base pour toute la PLS des années suivantes. Pourtant, Lénine ne s'exprime jamais directement sur ce sujet (Cf. chapitre I. 2.2.2.) et prône l'idée de l'égalité de toutes les langues. D'ailleurs, cette politique nationale et linguistique du Lénine est vue plutôt comme une « étape intermédiaire » qui est nécessaire pour atteindre une « étape du développement supérieure, c'est-à-dire, communiste » (Grenoble, 2003 :35).

Nous sommes d'accord avec l'idée de Grenoble (2003 :36) selon laquelle Lénine ne cherche pas d'abord à instrumentaliser les langues à des fins de propagande, mais qu'il a réellement la conviction que toutes les langues doivent être égales, que le statut de la langue officielle ne peut être attribué à aucune langue, que toutes les nations ont des droits égaux et peuvent disposer d'elles-mêmes, que l'éducation en langue maternelle doit être garantie à tous les citoyens Soviétiques et que tous ont le droit d'exiger réparation de n'importe quelle transgression de cette égalité des droits. C'est cette politique égalitaire de Lénine qui devient les fondements de la PL des premières années soviétiques (1917-1930).

1.3 Niveaux de l'aménagement linguistique.

Après avoir identifié les acteurs de la PLS et leurs buts ainsi que les conceptions et idéologies linguistiques des premières années, nous pouvons aborder la question de l'aménagement linguistique (AL), compris comme l'étape de la mise en œuvre d'une PL élaborée (Calvet, 1996 :6). L'AL est un « ensemble d'efforts délibérés visant à la modification des langues en ce qui concerne leur statut ou leur corpus » (De Robillard, in Moreau, 1997 :36), et nous traiterons successivement ces deux volets de l'AL : *l'aménagement du corpus* (tout ce qui concerne les interventions sur la forme de la langue, son contenu et sa structure) et *l'aménagement du statut* (les interventions sur les fonctions de la langue, son rôle, son statut social, ses rapports avec les autres langues et les choix que les locuteurs font concernant les langues, Cf. Calvet, 1996 ; Pool, 1976).

La PLS parle de « développement fonctionnel » de la langue et de son « développement interne ou enrichissement ». Elle traite ainsi simultanément les problèmes liés au statut et au corpus (Pool, 1976 :425) et la fonction précède le corpus : ce dernier sera développé en fonction des décisions de statut prises par les planificateurs de la PL (Cf. Kirkwood, 1989 :3). L'ensemble des mesures mises en pratique par les acteurs de la PLS dans les premières années reçoit le nom d'« **édification linguistique** » (*âzykovoe stroitel'stvo*) car elles sont orientées vers la « construction » et le développement des langues nationales de l'URSS. Les tâches principales de *l'édification linguistique* fixées par le gouvernement pour les linguistes soviétiques sont l'établissement des langues littéraires (standardisation), la création d'alphabets pour les langues sans écriture, l'enrichissement du vocabulaire des langues

³² Il faut dire qu'il existe un « acte de foi internationaliste » chez les bolcheviques qui affirme que la révolution socialiste doit nécessairement entraîner le « dépérissement des nations » et, par conséquent, celui des différentes langues (cette question, par contre, ne reçoit pas d'interprétations univoques) ce qui les différencie des austro-marxistes (Otto Bauer) qui entendent préserver les nations et les langues nationales dans le socialisme (Cf. Seriot : 1988a : 40 ; 1988b :22).

nationales et l'élaboration de la terminologie, le développement de l'éducation, l'administration et la publication dans ces langues, etc. (Cf. Crisp, 1989 ; Dešeriev & Protčenko, 1968 :60, *cité par* Isayev, 1977b :14 ; Kirkwood, 1991 ; Reznik, 2001 ; Seriot, 1988b). Nous analyserons la réalisation de ces tâches successivement dans les deux sections suivantes : l'aménagement du corpus et l'aménagement du statut.

I.3.1 L'aménagement du corpus.

I.3.1.1 Standardisation

Premièrement, les efforts des acteurs de la PLS visent à développer une seule norme, codifiée et standardisée, pour toutes les langues nationales de l'URSS. Pourtant cette tâche n'est pas facile car il s'agit de choisir un dialecte (ou plusieurs dialectes) qui pourrait être utilisé comme la base d'une langue standard. Pour développer un système simple et cohérent des règles orthographiques, le système d'écriture doit être lié à un certain dialecte (Cf. Kirkwood, 1991 :62). Mais comment est-il possible de faire un tel choix face à la pluralité des dialectes des locuteurs, qui ne se comprennent pas forcément ? Dans ce cas, il faut s'appuyer sur certains critères ou principes qui peuvent orienter les décisions en cette matière. Par exemple, Pool (1976 :427-428) en liste quinze qu'il nomme « principes soviétiques 'primitifs' de la légitimité » et qui servent de base dans l'AL du corpus. Sur l'exemple des langues Turciques soviétiques, l'auteur résume les différents choix de dialecte qui s'offrent pour la standardisation : le dialecte qui est compris le plus facilement et utilisé par le plus grand nombre de gens (le principe de populisme) ; le dialecte qui joue déjà ce rôle (traditionalisme) ; le dialecte le plus riche en vocabulaire ou en phonèmes (développementalisme) ; plusieurs dialectes considérés ensemble (égalitarisme), etc. Toutes ces justifications peuvent être trouvées, selon lui, dans la littérature soviétique où des linguistes soutiennent différentes solutions tenant compte de la langue qu'ils décrivent (par exemple, la solution populiste pour la langue ouzbek mais la solution traditionaliste pour les langues avec une tradition écrite bien établie, comme l'azerbaïdjanais). Cependant, en ce qui concerne ces langues, les linguistes considèrent que, quelque soit le principe de sélection du dialecte de base, d'autres dialectes doivent également être pris en considération car ils présentent une « richesse inexploitée » et contribuent à la « croissance et l'enrichissement de la langue nationale » (Širaliev & Ragimov, *in* Dešeriev, 1973 :228, *cité par* Pool, 1976 :431).

Ainsi, après 1917, un travail sérieux de terrain est entamé dans le domaine de la dialectologie soviétique. Ce travail est mené systématiquement et il est proportionnel à la tâche d'alphabétisation via la langue maternelle des populations concernées. Les résultats des efforts dans ce domaine sont assez impressionnants : en 1924, les manuels scolaires sont imprimés en 25 langues ; à la veille de 1934 il s'élève à 104 langues (*voir* Crisp, 1989 :39 ; Kirkwood, 1991 :62).

Malgré les difficultés liées au choix d'un dialecte de base, la standardisation des langues nationales se passe donc avec succès et de nombreuses langues écrites sont créées assez rapidement. En 1932, le Comité Central du Nouvel Alphabet de Toute l'Union informe que, sur 127 peuples de l'Est de l'URSS, plus de 80 ont désormais une langue écrite et des écoles nationales.

I.3.1.2 Alphabets et orthographes

Grâce à la campagne d'alphabétisation en langues nationales, ces langues se développent effectivement et leur utilisation devient de plus en plus répandue dans différents domaines de la vie (l'éducation, la presse, l'administration, etc.). Cependant la création de langues littéraires n'est pas simple car, en Union Soviétique, certaines langues ont une tradition littéraire déjà bien établie avant la révolution bolchevique alors que d'autres non. Grenoble

(2003 :48) propose une classification de toutes les langues de l'URSS selon leur tradition écrite : 1) les langues qui n'ont aucune forme écrite; 2) les langues qui utilisent l'écriture cyrillique ; 3) les langues qui utilisent historiquement l'écriture romane ; 4) les langues qui se servent de l'écriture arabe ; 5) les langues mongoles qui utilisent l'écriture mongole ; et 6) les langues qui ont déjà développé leur propre orthographe unique (comme l'arménien et le géorgien, par exemple). Le problème qui apparaît ici est celui de la diversité des alphabets auquel les acteurs de l'AL vont s'attaquer en changeant parfois d'orientation.

Tout d'abord, au début des années 20, la tâche consiste à généraliser l'alphabet cyrillique³³ mais ce mouvement ne dure pas longtemps et n'est pas suivi partout (Grenoble, 2003). Lénine lui-même s'intéresse à la question des alphabets et, selon Kreindler (1982a) fait des propositions (*voir aussi* Crisp, 1989 :23). Cependant c'est l'alphabet latin que Lénine préfère et promeut (*Cf.* chapitre I. 2.2.2.), d'où un autre mouvement d'« oscillation »: la conversion de certaines langues en écriture latine. Ce sont plutôt les langues qui utilisent l'écriture arabe (l'azerbaïdjanais, le kazakh, le turkmène, l'ouzbek, etc.) ainsi que certaines langues utilisant déjà l'écriture russe (le komi, l'oudmourte, l'ossetien, etc., *Cf.* Kreindler, 1982b :130). En 1924, les Azerbaïdjanais sont les premiers à demander officiellement l'utilisation de l'alphabet latin, et en 1926, le Premier Congrès Turcologique de Toute l'Union approuve la résolution selon laquelle toutes les langues Turciques doivent adopter l'alphabet latin. En 1928-1929, la « romanisation » des peuples islamiques est donc achevée et l'alphabet latin est aussi utilisé pour toutes les langues turciques (*Cf.* Dickens, 1988 :10 ; Grenoble, 2003 :49).

Au début des années 30, la tendance à l'alphabet latin est bien répandue. Presque toutes les langues ont subi le changement : celles de littérisation ancienne (comme l'azerbaïdjanais et le kalmyk) ainsi que les langues de littérisation récente (comme les soi-disant « petites » langues de la Sibérie, *Cf.* Grenoble, 2003 :49 ; Kirkwood, 1991 :62)³⁴. L'alphabet cyrillique est rejeté comme « l'alphabet de l'oppression autocratique, de la propagande missionnaire, du chauvinisme grand-russe » tandis que l'alphabet latin est associé à la « victoire d'Octobre sur toute la terre » (*voir* Weinreich, 1953 :50 ; Hansuvarov, 1932 :38, *cité par* Kreindler, 1982a :8). Cependant cette tendance ne durera pas longtemps et dès la fin des années 30, s'opère le retour vers l'alphabet cyrillique³⁵.

Quelles sont donc les motivations pour ces nombreux changements d'alphabet voulus par les acteurs de la PL soviétique ? La plupart de chercheurs se mettent d'accord sur les raisons linguistiques et idéologiques qui orientent les décisions des linguistes soviétiques de l'époque. D'un côté, certaines langues de littérisation ancienne (comme, par exemple, les langues Turciques avec l'alphabet arabe) ont une écriture qui ne convient guère pour l'enseignement aux personnes analphabètes car les règles d'orthographe sont extrêmement compliquées (*Cf.* Kirkwood, 1991 :62 ; 79, note 5). Or, le système riche de voyelles des langues turciques ne peut pas être représenté adéquatement par l'alphabet consonantique de l'arabe qui ne disposent pas non plus de graphèmes permettant de coder les phonèmes des langues iraniennes ou turciques (Dickens, 1988 :10). D'un autre côté, l'alphabet arabe, au moins symboliquement, unifie différents groupes de locuteurs turcophones qui habitent non seulement en URSS mais aussi en dehors de ses frontières : c'est une menace pour l'entité

³³ Selon Grenoble (2003 :49), seules les langues de littérisation ancienne (l'arménien et le géorgien) et les langues utilisant déjà l'écriture cyrillique (le russe et l'ukrainien) ont évité ce changement.

³⁴ Il est même question de convertir l'alphabet russe en latin mais l'idée est rapidement abandonnée dans les années 30 (*voir* Pool, 1978 :227, *cité par* Kreindler, 1982a :28, note 5 ; Grenoble, 2003 :51). Nous trouvons aussi des traces d'une telle discussion dans l'article de Lunačarskij (le commissaire de *Narkompros*) consacré à la latinisation du russe où il présente un des trois projets de latinisation de l'alphabet cyrillique et les résultats d'une première réforme de l'orthographe (Lunačarskij, 1930). Même la *Pravda*, le plus grand journal soviétique, a été éditée pendant quelques années en écriture latine ! Sur ce sujet, *voir aussi* l'article de Âkovlev (1930).

³⁵ Il y a des peuples qui ont vécu trois ou même quatre changements d'alphabet dans une même génération, comme, par exemple, les Kalmyks (Kreindler, 1982a :29, note 12) ou la langue adyghé (Grenoble, 2003 :49).

soviétique. De plus, l'écriture arabe est associée avec la tradition religieuse de l'Islam, ce qui n'est évidemment pas souhaité par le gouvernement soviétique. Il est donc évident que cet alphabet n'est pas adéquat. Ici, comme le souligne à juste titre Kirkwood (1989 :7), on observe l'influence des facteurs clairement politiques sur la PL : il faut évincer l'alphabet arabe pour « éviter une formation possible d'un bloc islamique dans les républiques frontalières au Sud de l'Union Soviétique »³⁶.

Du côté soviétique, l'adoption de l'alphabet latin est expliquée par une « *volonté générale des peuples (de l'Est)* » qui souhaitent « *latiniser leurs orthographes* » car leur « *vieux système d'écriture* », grâce aux progrès de l'éducation, ne satisfait plus les « *besoins croissants des gens* » (voir Bertagaev, 1969 :375, cité par Grenoble, 2003 : 50). De plus, l'alphabet arabe, par exemple, conserve une « *vieille langue écrite* » qui est trop loin de la « *langue familière populaire* » (voir Baskakov, 1964 :157, cité par Pool, 1976 :432). Certains déclarent que l'introduction d'un nouvel alphabet latin (opposé à l'alphabet arabe vu comme « *réactionnaire* » et « *fanatique* ») est la marque de la « *pratique révolutionnaire des masses* », la « *plus grande des révolutions culturelles* » qui ont lieu en Union Soviétique. La latinisation des alphabets est vue comme une stratégie efficace et juste de l'état qui vise à « *réveiller les peuples de l'Est d'une stagnation et d'une obscurité séculaire* » ainsi qu'à « *liquider le frein principal de leur développement culturel* ». La latinisation apparaît donc un moyen essentiel du rapprochement et de l'unification des peuples de l'Est (voir Ahamaly-Ogly, 1928 : 5-6). De même, Lunačarskij, commissaire du *Narcompros* de la RSFSR³⁷, dans son article consacré au problème de la latinisation de l'alphabet russe, explique les avantages de l'adoption de l'alphabet latin non seulement par les peuples de l'Est mais aussi par tous ceux qui utilisent l'alphabet cyrillique (les Russes, les Ukrainiens, les Biélorusses)³⁸ :

« Les avantages présentés par l'introduction de l'écriture latine sont grands. Elle nous donne une internationalité maximale en nous liant non seulement avec l'Ouest mais aussi avec l'Est renouvelé ; elle facilite particulièrement l'apprentissage de la lecture et de l'écriture en réduisant la quantité de lettres ; elle rend les signes typographiques bien plus compacts [...] ce qui présente une grande économie. » (Lunačarskij, 1930 :25)

Ainsi, l'adoption de l'alphabet latin, pour la plupart des linguistes soviétiques, est justifiée historiquement et considérée comme un progrès significatif qui fait avancer les peuples « *retardés culturellement* » et leur permet de « *dépasser* » le peuple russe lui-même car ces peuples sont les premiers à introduire dans la vie « *l'idée de la création d'un seul alphabet international sur la base latine* » (Âkovlev, 1930 :30-31).

Les linguistes occidentaux expliquent cet engouement pour l'alphabet latin peu ou prou avec les mêmes arguments. Premièrement, ils considèrent que l'alphabet cyrillique est naturellement rejeté par les acteurs de la PLS à cause de ses associations avec le régime tsariste et l'oppression des nations (Grenoble, 2003 ; Kirkwood, 1991 ; Kreindler, 1982a). Deuxièmement, l'alphabet latin a des avantages pratiques et pédagogiques sur l'alphabet cyrillique (l'utilisation des machines à imprimer européennes et américaines ; l'efficacité du latin dans le processus d'alphabétisation, etc. ; Cf. Grenoble, 2003 :50). Troisièmement, l'influence de la doctrine de Marr³⁹ qui, étant membre du Comité de l'Alphabet à l'époque,

³⁶ Cf. Olcott (1985 :193, in Kreindler, 1985) qui note que les Kazakhs sont « attirés par l'alphabet arabe », ne veulent pas le changer et se révoltent contre l'imposition du alphabet latin. De même, les Tatars s'opposent énergiquement à l'introduction de cet alphabet (Reznik, 2001) ; voir aussi Dickens (1988 :10) ; Lewis (1972 :284).

³⁷ RSFSR = la République socialiste fédérative soviétique de Russie

³⁸ Voir aussi l'article de Âkovlev (1930 :40-43) où il présente une dizaine d'arguments pour la latinisation générale d'alphabets et combat les contre-arguments.

³⁹ Marr (1865-1934), un des plus célèbres linguistes soviétiques de l'époque, le fondateur de la « *Nouvelle Théorie du Langage* » (1923) qui établit un lien direct entre le développement des langues et des classes

promeut l'idée que l'« *adoption universelle de l'alphabet latin* » est la « *seule voie à l'avenir socialiste* » (Crisp, 1989 :31 ; Grenoble, 2003). L'alphabet latin semble promis à un très bel avenir sur l'arène internationale car il est un « *précurseur* » d'un « *alphabet unifié* » qui unira le prolétariat du monde entier.

Ainsi, les raisons qui expliquent l'adoption de l'alphabet latin dans les années 20 sont nombreuses et correspondent bien aux conceptions linguistiques et idéologiques ainsi qu'à la politique générale de l'état. Nous verrons que, plus tard, ce sont également les conceptions linguistiques et le contexte politique qui influenceront non seulement le changement d'alphabet pour cyrillique mais aussi l'ALS en général.

Les résultats de la réforme des alphabets des années 20 sont remarquables : 52 alphabets sont créés et 16 alphabets déjà existants sont aménagés (Avrorin, 1975 :4 ; Bibanov, 1972 :8, *cité par* Kreindler, 1982a :8). L'écriture est établie non seulement pour les langues avec un grand nombre de locuteurs mais aussi pour celles de peuples peu nombreux, comme, par exemple, les langues des peuples du Nord (la Sibérie) ou certaines langues de la famille finno-ougrienne (le carélien, le vepse et le lappe). Selon le recensement de 1936, 12 peuples seulement sur les 112 nationalités soviétiques n'ont pas leur propre système d'écriture ; les alphabets nouvellement créés sont utilisés par 68 peuples à l'époque (*voir* Aplatov, 1997 :70, *cité par* Reznik, 2001). La création d'alphabets a donc facilité considérablement l'accès à l'écrit de tous les peuples vivant sur le territoire de l'URSS.

I.3.1.3 Lexique et terminologie

Le domaine du lexique est extrêmement important pour les acteurs de la PLS en vue de certaines conceptions qui sous-tendent la sociolinguistique soviétique en général. Nous retrouvons ici une vision de la langue comme « *miroir, ou étiquetage, de la réalité* » (Seriot, 1982 :66). En effet, la langue étant envisagée sur le mode de la « *représentation* » où le « *signe est le substitut de la chose* », elle devient « *nomenclature des choses* ». L'activité principale permise par une langue est celle de la « *nomination* » de la « *réalité objective* ». Ainsi, la langue doit être parfaitement « *transparente* » pour mettre des mots en adéquation parfaite avec les choses (Seriot, 1986a : 120-121). Dans une telle perspective, la fonction de nomination devient plus importante que la fonction de communication. La langue est ici réduite à un « *ensemble [...] de mots : c'est un stock lexical (ou un stock d'assertions sur le réel [...])* » (*Cf.* Seriot, 1986c :24). Dans la période post-révolutionnaire, cette activité de nomination revêt des enjeux cruciaux pour les détenteurs du pouvoir, d'où l'importance attribuée par les linguistes soviétiques aux unités lexicales. Toute apparition d'un nouveau phénomène ou d'une nouvelle chose dans n'importe quel domaine de la vie entraîne inévitablement la nécessité, même « *l'urgence* », d'une nouvelle dénomination, d'un nouveau nom :

« Un nombre illimité de nouveaux phénomènes apparus dans tous les domaines de la vie sans exception—dans l'organisation sociopolitique, l'économie, la technique, la science, l'idéologie, la vie quotidienne—exigeaient d'urgence une dénomination » (Mučnik, 1969 :108, *cité par* Seriot, 1982 :66)

« [...] les changements de la vie sociale se reflètent directement 'en miroir' dans les corrélations de genre grammatical, de même manière que dans les dénominations du dictionnaire » (Mučnik, 1969 :171, *cité par* Seriot, 1982 :66)

« [...] la systémativité du lexique, à travers les significations lexicales, est liée à la réalité objective et reflète, même si c'est parfois de façon déformée, la systémativité du monde réel » (Abaev, 1970 :260, *cité par* Seriot, 1986a :123).

sociales. La langue, selon lui, évolue par stades et est une superstructure idéologique de la base (*Cf.* Grenoble, 2003 :55-57 ; Lewis, 1972 :222-225 ; Vinogradov, 1969).

Ainsi, la conception de la langue dans la linguistique soviétique est surtout substantialiste⁴⁰. Cette « substance » de la langue est faite de mots (Cf. Seriot, 1986a :123), et il est donc compréhensible que les acteurs de la PLS travaillent principalement sur les mots dès le début du processus de *l'édification linguistique*.

Les premières années du pouvoir soviétique sont une période de développement lexical très actif. Cela s'explique principalement par la préoccupation des bolcheviques de communiquer le programme du Parti et les tâches du nouveau régime politique aux « masses ». A cette étape, la création d'un nouveau vocabulaire, un vocabulaire proprement dit *soviétique* qui pourrait refléter tous les changements du caractère sociopolitique ainsi que servir à l'éducation des citoyens et à l'industrialisation du pays, apparaît comme un besoin. La révolution, la modernisation de l'économie, le développement de la technologie, le progrès culturel et éducationnel exigent l'apparition de nouveaux mots pour désigner les nouveaux concepts. Par conséquent, toutes les langues de l'Union Soviétique subissent un grand afflux de nouveaux items lexicaux (Cf. Grenoble, 2003 ; Kirkwood, 1991).

Selon Grenoble (2003), les acteurs de la PLS emploient différents moyens pour créer un nouveau vocabulaire pour chacune des langues de l'URSS. Dans les années 20, c'est la « source nationale » de la langue qui sert de base à ce nouveau lexique. Il s'agit souvent de calques indigènes ou d'items lexicaux déjà existants (souvent archaïques) qui prennent une nouvelle signification (*voir aussi* Dickens, 1988 :13 ; Olcott, 1985 :193). De plus, il y a une tendance à éviter les emprunts russes (toujours à cause de l'association avec le régime tsariste) et à créer la terminologie sur la base de la langue nationale elle-même (*voir* Crisp, 1989, *cité par* Reznik, 2001 ; Grenoble, 2003).

Nous pouvons trouver le témoignage d'un tel aménagement du vocabulaire en regardant des exemples de différentes républiques soviétiques. D'abord, Wexler (1985), en faisant le survol historique de la PLS en Biélorussie, note que, dans les années 20, et même au début des années 30, les emprunts russes et polonais dans la langue biélorusse sont considérés comme « inadmissibles » par les linguistes nationaux. Ainsi, il fournit certains exemples des russismes et polonismes à remplacer par des mots originaux :

« *skol'ki* » ('combien'), en russe (R) « *skol'ko* », est remplacé par « *kol'ki* » ; « *stol'ki* » ('tant/autant'), en R « *stol'ko* » > « *tol'ki* » ; « *pekny* » ('beau/joli'), en polonais « *piękny* » > « *haroši* », « *prihoži* », « *pazorni* » ; « *rèkamandavats'* » ('recommande'), en R « *rekomentovat'* » > « *raic'* » ; « *nabits' ruku* » ('devenir expérimenté'), en R « *nabit' ruku* » > « *navitaricca* » (dialectisme de Vitebsk), etc. (Wexler, 1985 :40)

L'auteur souligne que, dans le cas où les termes indigènes ne sont pas disponibles, les emprunts non-slaves sont préférables à ceux du russe ou du polonais. De plus, les emprunts occidentaux qui viennent par le russe sont également considérés comme les russismes et doivent être remplacés. Tout le matériel emprunté doit être donc adapté phonologiquement au biélorusse ce qui augmente naturellement la distance entre le russe (R) et le biélorusse (Br) :

Br « *partyâ* » ('parti'), en R « *partiâ* » > « *parciâ* » ; Br « *hvardyis* » ('garde'), en R « *gvardiâ* » > « *hvardziâ* », etc. (Wexler, 1985 :41)

Les premières terminologies techniques suivent les mêmes principes, mais l'utilisation des calques indigènes est fréquente. Ces calques remplacent des mots russes forgés sur des racines savantes largement répandues dans les langues à forte tradition écrite:

⁴⁰ Dans la PLS la langue existe « objectivement » et elle est faite de *substance* : « Les linguistes soviétiques sont guidés par la logique de la conception marxiste-léniniste sur la nature de la langue et ses fonctions sociales, par la reconnaissance du caractère premier de la substance linguistique et secondaire des relations existant dans la langue » (Berezin, 1977 :17, *cité par* Seriot, 1986a :123).

R « *avtograf* » ('autographe') > Br « *ulasnapis* » (« moi » + « écrire ») ; R « *lingvist* » ('linguiste') = « langue » + agentif > Br « *movaznawtsa* » (« langue » + « expert ») ; R « *litograf* » ('lithographe') = « pierre » + « écrire » > Br « *kammedrukar* » (« pierre » + « imprimeur »), etc. (Wexler, 1985 :41)

Pourtant, comme le note l'auteur, l'enthousiasme pour les néologismes nationaux s'affaiblit à la fin des années 20 et les internationalismes reprennent le dessus sur les néologismes.

Des processus plus ou moins similaires à ceux de la Biélorussie sont observables dans les autres républiques soviétiques. En Ukraine, par exemple, un grand travail terminologique est entamé par l'Institut de la Langue Ukrainienne Scientifique qui a pour tâche de créer la terminologie pour tous les domaines de la vie. Les linguistes ukrainiens considèrent que la « *langue scientifique correcte et la terminologie scientifique* » sont très importantes car elles « *favorisent le développement de la science et ses études* ». De plus, une des tâches principales de l'Institut est de « *rapprocher* » cette langue de la « *compréhension des grandes masses* ». Pour réaliser ce but, il faut prendre le « *maximum [de mots] dans la trésorerie linguistique populaire* » et « *adapter les dénominations populaires aux conceptions scientifiques* » (Holodnij, 1928, in Masenko, 2005 : 92-93). Ainsi, des expéditions ethnographiques sont créées et envoyées dans la campagne pour trouver les données qui serviront à standardiser la langue. Des nouveaux mots sont construits en utilisant des morphèmes et affixes déjà existants ainsi que des éléments archaïques qui sont restaurés pour la terminologie scientifique, juridique et militaire. Comme le considère Large (2006), toutes ces pratiques sont effectuées dans le but de créer une langue capable d'exprimer de larges pans de la réalité sans être influencée par le russe ou le polonais. Les tâches entreprises par l'Institut sont donc compliquées et demandent beaucoup de moyens et de temps. Mais, comme nous le verrons plus tard, le début des années 30 conduit à des changements significatifs dans la PLS ce qui empêchera l'évolution du travail entamé.

Ainsi, dans ces premières années du régime bolchevique, un grand nombre de dictionnaires terminologiques apparaissent dans tout l'Union Soviétique pour aider la population à apprendre le nouveau vocabulaire⁴¹. De même, les linguistes travaillent sur le système orthographique des « jeunes » langues ainsi que celui des langues « matures » standardisées. Par conséquent, de nombreux dictionnaires et grammaires sont élaborés et publiés. De telles mesures ne peuvent avoir qu'un effet positif sur le développement de toutes les langues, particulièrement les langues nouvellement créées, car elles enrichissent leur vocabulaire et répandent leurs fonctions dans la vie sociale.

1.3.2 L'aménagement du statut.

Comme nous l'avons déjà indiqué précédemment, la PLS est caractérisée par la mise en œuvre simultanée de deux procédures : l'aménagement du corpus et l'aménagement du statut. Selon Kirwood (1989), ces deux procédures sont associées au développement de la structure de la langue et de ses fonctions, et constituent une autre procédure plus large : la « modernisation » de la langue. L'aménagement du statut s'occupe donc des rôles et des fonctions de la langue dans la société. Puisque ces rôles et fonctions peuvent être soit répandus, soit réduits, selon la résolution des acteurs de la PL (Cf. Reznik, 2001), l'aménagement du statut présuppose une certaine manipulation du prestige de la/des langue(s). Comme nous le verrons, l'expérience soviétique dans ce domaine est extrêmement impressionnante.

⁴¹ Cela concerne également les langues de littérisation ancienne. En 1920, par exemple, en Georgie, paraît un dictionnaire du lexique scientifique sur une base autochtone (Seriot, 1986a :151). En 1933, le dictionnaire des termes techniques communs est publié pour les langues Turciques ; en 1935, les dictionnaires terminologiques pour tous les domaines principaux apparaissent en Ouzbek (Lewis, 1983 :318 ; Fierman, 1985 : 212-213, cité par Reznik, 2001).

I.3.2.1 Politique de korenizaciâ et campagne d'alphabétisation

Nous avons dit au début de ce chapitre que l'un des premiers buts du gouvernement bolchevique est l'industrialisation et la modernisation du pays, qui implique l'éducation des peuple indigènes qui sont, dans la majorité, analphabètes. De plus, l'analphabétisme est un obstacle immense pour les buts politiques du Parti communiste :

« L'analphabétisme de masses a freiné la construction du socialisme. Il était extrêmement important pour le succès de la révolution culturelle d'éliminer l'analphabétisme » (Tonkonogaâ, 1976:26, cité par Dickens, 1988 :4)

L'égalité des nations et de leurs langues, déclarée par Lénine et promue dans les premières années soviétiques, devient une stratégie très importante pour réaliser ces buts et constitue une partie significative d'une politique plus large appelée « *korenizaciâ* » (en russe « *koren* » = racine, c'est-à-dire « *l'enracinement de la langue nationale* ») ou « nativisation ». Cette politique commence officiellement en 1923 mais ne dure qu'une dizaine d'années. Elle vise à (r)établir la langue nationale dans différentes institutions (écoles, tribunaux, Conseils locaux) ainsi que dans les domaines de la culture, l'économie nationale et l'organisation sociale (Cf. Friedgut, 1982). Dès le début, *korenizaciâ* rencontre plusieurs difficultés surtout dues au niveau éducationnel très bas de la population. Ainsi, une campagne d'alphabétisation devient une nécessité prépondérante et une « force agissante » de la politique éducationnelle et linguistique de l'époque (Grenoble, 2003 :45).

Pour avoir des résultats positifs, la campagne d'alphabétisation (connue sous le nom de *Likbez*, ce qui veut dire, traduit du russe, *la liquidation de l'analphabétisme*) doit résoudre plusieurs problèmes. En premier lieu, pour pouvoir utiliser les langues nationales, il faut « réduire leurs déficits » et « les équiper », comme le décrit Calvet (1996 :45). Puisque la plupart de langues du pays ont besoin d'une description linguistique et d'une codification permettant la création d'une forme écrite de la langue⁴², l'élaboration des « langues littéraires » devient une priorité. Cela implique un travail linguistique de terrain, la création des systèmes d'écriture et de formes littéraires pour de nombreuses langues nationales ainsi que celles de groupes ethniques, particulièrement les langues de Sibérie (Grenoble, 2003). Ainsi, dans le but de systématiser les études scientifiques sur les langues nationales, dès la première décennie qui suit la Révolution, des instituts de recherche sont créés et les linguistes entament la recherche sur les systèmes phonétiques des langues et la distribution des dialectes (Crisp, 1989).

Dans un deuxième temps, il faut décider des frontières linguistiques des différents peuples indigènes car, selon la conception soviétique, l'identification linguistique est égale à l'identification ethnique, la langue étant le critère principal de la « nationalité ». Ainsi, dans le milieu des années 20, le Parti formule un système pour le classement des nations et groupes ethniques (la soi-disant « hiérarchie ABCD », voir Annexe C) qui mentionne les conditions sociolinguistiques des différentes langues ainsi que le plan du développement de l'alphabétisation dans chacune d'elles (Grenoble, 2003).

La campagne d'alphabétisation soviétique conduit à l'augmentation rapide de la littéracie dans la population⁴³. Par exemple, dans la RSS de Biélorussie, le niveau augmente jusqu'à 55.1% de la population en 1926 (Wexler, 1985 :40). Dans la même année, selon les données

⁴² Selon Grenoble (2003 :45), au moment de la révolution bolchevique, sur le territoire de la Russie, treize langues seulement ont une norme littéraire, et dix-neuf ont une forme écrite non standardisée (voir aussi Reznik, 2001).

⁴³ Le niveau de la littéracie pendant le régime tsariste (1897) est en moyenne de 24% tandis qu'en URSS, en 1939, ce niveau atteint déjà 81.2 % ; en 1979, selon les données officielles, le niveau est de 99.7% (Grenoble, 2003 : 46-47).

du recensement, 22.5% de la population kazakh sont alphabétisés (contre 2% seulement en 1919) et 12% de la population kazakhe de l'âge scolaire sont inscrits dans les institutions éducationnelles (Olcott, 1985 :193). De même, la campagne d'alphabétisation connaît un grand succès dans toutes les républiques de l'Asie Centrale (*voir* Annexe D). A la fin des années 20, le nombre total d'écoles dans les territoires du Nord (sauf la République Autonome de Yakoutie et la République Autonome de la Bouriat-Mongolie) est de 131 ; le nombre d'élèves augmente de 480 en 1927 à 3000 en 1929-1930 ce qui représente environ 20% de tous les enfants d'âge scolaire au Nord (Grenoble, 2003 :168).

Ces chiffres montrent que l'alphabétisation en langue maternelle est très efficace et les acteurs de la PLS ne peuvent qu'être satisfaits par ses résultats : tous les peuples de la gigantesque Union Soviétique sont progressivement préparés à la réception du message communiste et à l'établissement du nouveau régime ainsi qu'au travail sur la construction et la modernisation de l'état.

I.3.2.2 Construction des nationalités et création des langues nationales

Nous avons déjà souligné que la PLS est une partie de la « politique générale des nationalités ». Comme l'explique Grenoble (2003), dès le début de leur pouvoir, les bolcheviques sont obligés de reconnaître l'importance d'une nouvelle définition de la nation opposée à celle de l'époque tsariste. La création légale de l'URSS présuppose donc une classification de tous les citoyens selon leur nationalité et un travail de « construction des nationalités soviétiques » est entamé en 1923. Il s'agit, premièrement, de définir une « *nationalité* » et, ensuite, de déterminer la place pour chaque groupe ethnique. Les variables considérées comme importantes pour la différenciation de ces groupes sont la race, la religion, la langue, la culture, la vie quotidienne et l'occupation. En 1927, 172 différentes nationalités officielles sont enregistrées avec une différenciation conséquente entre les « plus grandes » et les « plus petites »⁴⁴ (Grenoble, *ibid.* p. 39).

Puisque, dans la conception soviétique, une « nation » est déterminée par sa langue et son territoire⁴⁵, une des premières tâches du nouveau gouvernement est de légiférer sur les frontières géographiques et de développer les langues nationales pour les groupes considérés comme les nations (Dickens, 1988). Le lien entre la nation et la langue étant évident, il est compréhensible que le fait d'être une « nation » détermine le destin d'une certaine langue, ses droits, ses privilèges, ses rôles, en un mot, son statut. Cette conception de la nation et de la langue est fondamentale pour la PLS et détermine son cours pour toutes les années qui suivent.

Cependant, la tâche de créer les nations avec une identité nationale qui leur est propre n'est pas facile car la plupart de groupes ethniques, par exemple, en Asie Centrale ou en Sibérie, n'ont pas de concept d'identité ou solidarité nationale. Dans sa recherche sur les langues de l'Asie Centrale Soviétique, Dickens (1988) explique que les gens habitant dans cette partie sont unis plutôt par leur héritage commun religieux, culturel et linguistique que par un sentiment d'appartenance à un groupe national. De plus, les variétés turciques sont nombreuses et les frontières linguistiques dans la plupart de régions ne sont pas très marquées. Néanmoins ce sont les langues parlées par le groupe nomade Kazakh-Kirghiz, le groupe Turkmène et le groupe Ouzbek-Tadjik qui sont choisies pour être développées. Chaque groupe dont la langue a été choisie constitue alors une nation, et une langue littéraire

⁴⁴ Il faut dire que la quantité des groupes ethniques (ou « *nationalités* ») varie d'un recensement à l'autre à cause des critères équivoques de la différenciation ainsi que de la terminologie officielle floue (la différence entre « nation », « nationalité », « groupe ethnique »), *Cf.* Grenoble, 2003 :40-41.

⁴⁵ *Cf.* la célèbre définition de la nation par Staline (1913), *voir* Chapitre II.1.1.

est créée⁴⁶ qui, comme le considère Dickens (1988 :8), est « différenciée artificiellement de celles des nations voisines qui sont souvent similaires linguistiquement » (comme le kazakh et le kirghiz, par exemple). Ainsi, l'unité linguistique homogène de la région est cassée au profit d'une hétérogénéisation artificielle des langues littéraires qui accentue les différences entre les langues du territoire. Cette procédure de séparation est définitivement accomplie par l'établissement officiel de cinq républiques de l'Asie Centrale Soviétique en 1924 : République Socialiste Soviétique (RSS) du Kazakhstan, RSS de Kirghizie, RSS du Tadjikistan, RSS du Turkménistan et RSS d'Ouzbékistan.

Les avis des scientifiques occidentaux sur la question de la création des nations et de leurs langues en URSS sont contrastées, parfois critiques, parfois louangeurs⁴⁷. En ce qui nous concerne, nous ne pouvons qu'admettre les bénéfices significatifs d'une telle politique pour les groupes ethniques et leurs langues. Premièrement, le fait d'avoir leur propre territoire et leur propre langue contribue à la construction d'une identité commune qui revalorise les traditions culturelles (Cf. Kirkwood, 1991 :63). Deuxièmement, l'aménagement linguistique des langues des peuples allogènes permet plus facilement l'alphabétisation et l'éducation de la population (Cf. Wheeler, 1964:195, *cité par* Dickens, 1988 :9 ; Dickens, *ibid.* p. 8). Enfin, la construction linguistique des premières années soviétiques a une influence directe sur le statut de toutes les langues nationales. Grâce à la politique qui vise à doter les langues d'un système d'écriture et d'un lexique permettant leur usage dans tous les domaines de la vie, le statut de ces langues augmente considérablement (Cf. Kirkwood, 1991 :63 ; Kreindler, 1982a :8).

I.3.2.3 Changement dans le statut des langues nationales : quelques résultats

Rappelons que, selon la conception léniniste comme base de la PLS, l'état n'a pas à proclamer de langue officielle. Il n'y a donc pas de langue officielle proclamée constitutionnellement dans les républiques. En ce qui concerne cette question, Lewis (1972) propose de distinguer entre « langue officielle » et « langue utilisée pour des buts officiels ». Dans ce sens-là, la « langue officielle » de chaque république est celle la plus utilisée pour la « *plupart* des buts officiels les plus hauts » mais, en même temps, elle ne jouit d'aucun statut supérieur. Ce sont les langues nationales des républiques soviétiques. Cependant toutes les langues sont acceptées dans les publications, à la radio, ou dans le système judiciaire, pour autant qu'un nombre suffisant des gens les parlent (Lewis, *ibid.* p. 267).

Comme le souligne Lewis (1972), le statut de la langue dépend considérablement de son utilisation dans la forme écrite des domaines formels. Il est clair que le fait d'avoir reçu un alphabet et des normes littéraires a favorisé largement le statut de toutes les langues n'ayant pas de forme écrite auparavant. Il s'agit, principalement, des langues du Nord (la Sibérie) où l'on distingue les « grandes langues » (avec la population de plus de 40.000 personnes) : l'altaï, le bouriat, le touvain, le yakoute, etc. et les « petites » langues (avec la population de moins de 40.000 personnes) : le nénètse, l'énètse, le khanty, le mansi, l'evenki, le nanai, le tchouktche, l'inuit, etc. De même, les langues caucasiennes de Daghestan telles que l'avar, le dargwa, le lak, le lezguien et le tabassaran sont équipés pour l'écrit (au début, en alphabet arabe, puis dès 1928 en alphabet latin) et sont introduites progressivement dans l'éducation primaire (Cf. Grenoble, 2003 :161 ; 131-132 ; Kreindler, 1985 :351).

⁴⁶ Cf. "In the USSR, the emergence of a written language is not always the result of a long internal evolution; it is frequently the consequence of a decision by the central authorities who can present a community with a literary language worked out by Russian linguists" (Bennigsen & Quelquejay, 1961:16, *cité par* Dickens, 1988:8).

⁴⁷ Voir, par exemple, Allardyce, 1987:4 ; Bennigsen & Quelquejay 1961:16 ; Dickens, 1988 :8 ; Kirkwood, 1991 :63 ; Pool, 1976 :430 ; Wheeler, 1964:195, etc.

Les langues nationales des républiques avec une tradition écrite établie profitent également de la PLS des premières années (même s'il y a parfois de « grandes variations dans la chronologie et l'intensité du développement », comme l'exprime Kreindler, *ibid.* p. 350). L'utilisation progressive de ces langues dans tous les domaines de la vie, surtout dans l'éducation et la publication⁴⁸, témoigne de l'accroissement de leur statut. Pour illustrer cette évolution, nous prendrons plusieurs exemples.

I.3.2.3.1 Exemple de la RSS d'Ukraine

A l'époque pré-soviétique, l'Ukraine était divisée en trois parties : environ 85 % de la population totale habitaient l'Ukraine russe (l'Est et le Sud de l'Ukraine), 13 % habitaient l'Ukraine autrichienne (la Galicie de l'Est et la Bucovine) et 3 % habitaient la Transcarpatie⁴⁹. Tandis que la langue ukrainienne était autorisée et pouvait se développer en Ukraine autrichienne, elle était interdite en Transcarpatie et en Ukraine russe. Sous le régime tsariste, l'ukrainien était considéré « non seulement comme un "dialecte inférieur au russe", mais aussi comme un "dialecte de transition" entre le polonais et le russe pour susciter l'agitation politique » (Leclerc, 2010a)⁵⁰. Ainsi, l'existence de la langue ukrainienne en tant que système linguistique distinct était niée et le gouvernement tsariste menait une politique de russification visant à faire disparaître complètement cette langue⁵¹ (Cf. Grenoble, 2003 ; Leclerc, 2010a). Au début du 20^{ème} siècle, l'ukrainien était interdit dans le domaine de l'éducation et dans tous les usages officiels. De plus, elle était considérée comme la langue « de ruraux incultes » n'ayant donc aucun prestige car toute l'élite parlait le russe (Cf. Grenoble, 2003 :83 ; Large, 2006 :9 ; Leclerc, 2010a).

Logiquement, le gouvernement bolchevique qui arrive au pouvoir en 1917 veut provoquer la rupture pour installer le régime soviétique dans le pays, et cette rupture va se marquer dans le changement de régime linguistique. En 1919, le Troisième Congrès des Soviets publie un décret qui autorise l'enseignement de la langue, de l'histoire et de la géographie ukrainiennes à l'école. Ensuite, l'usage de l'ukrainien à côté du russe est autorisé dans toutes les institutions gouvernementales (1920). En 1922, le statut de la langue ukrainienne est codifié légalement dans le *Codex des lois sur l'éducation nationale dans la RSS de l'Ukraine* (*Kodeks zakoniv pro narodnu osvitu v URSS*) où l'ukrainien ainsi que le russe (dans la campagne et dans les villes) sont proclamées d'« importance nationale générale » et « doivent être enseignés dans toutes les institutions scolaires et éducatives de la RSS d'Ukraine ».

Au cours des premières années, paraît une série de résolutions et de décrets qui visent à promouvoir l'usage de l'ukrainien dans tous les domaines de la vie. En février 1920, par exemple, le décret du Comité Exécutif Central de Toute l'Ukraine garantit un statut égal de l'ukrainien et du russe dans toutes les institutions civiles et militaires ; ceux qui violeront ce décret, seront « soumis à la sévérité complète des lois militaires et révolutionnaires » (Solchanyk, 1985 :67). En septembre 1920, le Conseil du Commissariat du Peuple ordonne que le plan prévoit l'établissement d'écoles de diverses catégories et de différents degrés avec l'ukrainien comme langue d'instruction. Dès 1921, la langue ukrainienne est introduite dans les écoles primaires (Leclerc, 2010a). En 1923, le décret sur l'ukrainisation des

⁴⁸ En 1929, les manuels et livres scolaires pour la lectures sont publiés en 56 langues nationales ; en 1934, leur nombre augmente jusqu'à 104. En général, au début des années 30, la publication de la presse et de manuels scolaires ainsi que de matériaux pédagogiques en langues nationales prospère largement en Union Soviétique (voir Reznik, 2001).

⁴⁹ Les données empruntées chez Rusov (1916 : 381-406), in Ševel'ev (1989 :5), citée par Grenoble (2003 :83).

⁵⁰ L'information prise sur le site de Jacques Leclerc <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/ukraine-2histoire.htm>.

⁵¹ Voir, par exemple, le circulaire de Pëtr Valuev (1863) interdisant l'ukrainien dans l'imprimerie : « Il n'y a jamais eu de langue ukrainienne, il n'y en a jamais eu et il n'y en aura jamais » (citée sur le site de Leclerc).

institutions scolaires, éducatives et culturelles ordonne d'achever l'ukrainisation des institutions de l'éducation sociale et de commencer l'enseignement en ukrainien dans les écoles professionnelles et les institutions d'éducation politique. Par ailleurs, tout le personnel pédagogique est obligé d'apprendre l'ukrainien pour pouvoir travailler dans les écoles primaires et supérieures⁵².

Parallèlement, les livres et les journaux doivent être publiés en ukrainien et des cours de langue doivent être organisés pour les fonctionnaires officiels (Cf. Grenoble, 2003 :84 ; Solchanyk, 1985 :67). En 1926, dans la résolution du Comité Central du Parti communiste de l'Ukraine (le CC du PCU) « Sur l'état de la presse en Ukraine », nous lisons que livre, magazine et journal ukrainien, « dans les mains du Parti Communiste », sont appelés à jouer un grand rôle dans la « tâche de la construction du socialisme » auprès des ouvriers et des paysans ukrainiens. La langue nationale est donc un moyen important pour réaliser la « révolution culturelle » et créer la « culture ukrainienne du prolétariat »⁵³. La promotion de la langue nationale n'est pas un acte gratuit à l'égard de cette langue mais elle est expressément motivée par des considérations politiques.

Pourtant la politique de l'« ukrainisation » est un phénomène hautement positif car elle favorise non seulement le développement de la langue ukrainienne et l'élévation de son statut mais aussi une « certaine consolidation de la nation ukrainienne » ainsi que l'accroissement de l'intérêt pour la langue nationale (Cf. Leclerc, 2010a).

Il faut néanmoins souligner que le processus d'ukrainisation n'est pas facile et rencontre des obstacles (parfois une opposition vigoureuse⁵⁴) qui le retardent et rendent son application dans la pratique parfois impossible (voir Solchanyk, 1985 :67-69). Les changements sont assez lents, particulièrement dans l'« ukrainisation de l'appareil du parti » (Cf. Solchanyk, *ibid.* p. 69). Mais malgré ces différents obstacles, un progrès significatif peut être observé dans le domaine de l'éducation scolaire. En 1923, plus de 61% des écoles primaires sont ukrainiennes et presque 12% sont mixtes (russes-ukrainiennes). En 1925, la proportion d'écoles ukrainiennes augmente jusqu'à 71% tandis que le nombre d'écoles mixtes est réduit à 7% (Solchanyk, *ibid.* p. 69 ; Grenoble, 2003 :84). En juin 1926, le CC du PCU informe que 80% des écoles primaires en RSS d'Ukraine sont ukrainiennes. En 1927, 93.9% des écoliers ukrainiens et 66.1% des écoliers russes en Ukraine sont scolarisés en ukrainien (Solchanyk, *ibid.* p. 71). En ce qui concerne les écoles supérieures, même si l'ukrainisation rencontre plus de difficultés que dans la scolarité de base, 33% de toutes les matières sont enseignées en ukrainien en 1927 ; en 1928-1929, ce pourcentage augmente jusqu'à 58% (voir Kosior, *Le Rapport pour le 11^{ème} Congrès du Parti Communiste de l'Ukraine*, 1933 : 276 :278, cité par Tihij, 1976/1999).

De plus, suivant la politique de reconnaissance⁵⁵ des droits des minorités nationales⁵⁵, des institutions d'éducation polonaises, juives et autres sont créées dans la république ainsi que des bibliothèques et des théâtres nationaux (Cf. Leclerc, 2010a). Dans les années 1924-1928,

⁵² Voir le décret de 1923 « Sur les mesures dans la tâche de l'ukrainisation des institutions scolaires, éducatives et culturelles », in *La construction culturelle en RSS de l'Ukraine*, 1960 t.1, p. 239-241, cité par Tihij, 1976/1999. Le livre de Tihij *Mova—narod [La langue est le peuple]* écrit en 1976 n'est pas autorisé pour la publication par le gouvernement soviétique, le manuscrit étant retenu par le KGB (le Comité pour la Sécurité de l'État, la police politique), l'auteur lui-même étant arrêté en 1977. La dernière version du manuscrit est retrouvée et publiée (de manière incomplète) par son fils en 1999. Nous citons ce livre selon sa version électronique présenté par le site ukrainien *La Page de l'Art* <http://storinka-m.kiev.ua/article.php?id=1478>.

⁵³ Voir la résolution de 1926 « Sur l'état de la presse en Ukraine », in *La construction culturelle en RSS de l'Ukraine*, 1960 t.1, p. 324-325, cité par Tihij, 1976/1999.

⁵⁴ Cette opposition provient des représentants des organes locaux ou centraux du Parti ainsi que de la population urbaine de l'Ukraine, particulièrement à l'Est (voir Solchanyk, 1985 :67-68 ; Large, 2006 :8-9).

⁵⁵ Voir la résolution « Sur les mesures de la garantie de l'égalité des langues et l'aide au développement de la langue ukrainienne » (1923) ; *Kodeks zakoniv pro narodnu osvitu v URSS* (1922) ; la Constitution de la RSS de l'Ukraine (1929).

diverses lois et directives apparaissent qui ordonnent l'établissement d'écoles pour les groupes minoritaires ainsi que l'éducation générale et technique, la formation des enseignants et la publication de manuels scolaires dans leurs langues. En 1927, 2.9% de tous les élèves inscrits dans les écoles d'éducation générale étudient dans des écoles juives ; 1.4% dans les écoles allemandes, 0.9% dans les écoles polonaises et 0,8% dans les écoles utilisant d'autres langues minoritaires: bulgare, tchèque, hongroise, tatar, suédoise, assyrienne, grecque et moldave (Reznik, 2001 ; Weinstein, 1941 :136-137).

Ajoutons que les publications en langue ukrainienne augmentent considérablement. Selon Weinstein (*ibid.* p. 131), la production de manuels et de littérature pour enfants en russe s'arrête en 1924, et les maisons d'édition se focalisent sur les matériaux ukrainiens. En 1926, le CC du PCU fait un rapport où il précise que 60% de la presse est ukrainisée (Grenoble, 2003) ; en 1933, parmi 328 revues publiées en Ukraine, 278 sont en ukrainien. En ce qui concerne la production littéraire, 54% des 5400 titres édités en 1927-1928 sont en langue ukrainienne (respectivement 9900 et de 80% en 1933). *Le Rapport pour le 11^{ème} Congrès du PC de l'Ukraine* (1933) mentionne que la production ukrainienne de livres est la plus importante de toute l'Union Soviétique. Par exemple, en 1928-1929, le pourcentage de livres édités en ukrainien dans la production de toute l'Union est de 15.9%, 18.3 % en 1929 (*voir* Kosior, 1933 :276-278, *in* Tihij, 1976/1999).

Au cours des premières années soviétiques, les acteurs de la PL concentrent beaucoup d'efforts sur l'élévation du statut de la langue ukrainienne dans divers domaines⁵⁶. La langue des actes des organismes administratifs, de la documentation officielle ainsi que l'affichage, tous les panneaux, inscriptions, en-têtes, sceaux, étiquettes, etc. doivent être écrits en ukrainien. Tous les fonctionnaires civils doivent utiliser l'ukrainien exclusivement et ceux qui n'ont pas de bonne maîtrise de cette langue doivent être renvoyés de leurs postes gouvernementaux (*voir* la résolution de 1923 citée au-dessus). Même au sein du Parti communiste ukrainien, les Ukrainiens ont plus de chances de promotion rapide que les non-Ukrainiens (Ševelëv, 1989, *citée par* Large, 2006 :8). La langue ukrainienne doit également être utilisée dans la législation et dans les procédures judiciaires. Ainsi, selon le Bulletin de l'Institut Ukrainien de la Science (1928), le but des linguistes à l'époque est de développer la langue ukrainienne non seulement pour l'« usage au foyer » mais « pour la vie entière dans les multiples aspects de l'état ; pour la science, pour la presse, pour les fonctions officielles, pour les organisations politiques ; pour l'éducation scolaire ; pour les affaires militaires ; pour l'industrie et la commerce » (*voir* Bilinskij, 1964 : 181, *citée par* Kreindler, 1982a : 28, note 6).

Nous pouvons deviner que ces buts ne sont pas faciles à réaliser compte tenu de la situation sociale et politique du pays à l'époque, des différences au sein même de la population ukrainienne et des divergences d'opinions parmi les acteurs de la PL eux-mêmes. Pourtant, nous pouvons constater les effets positifs d'une telle politique sur le développement et le prestige de la langue ukrainienne ce qui permet de considérer l'ukrainisation comme un processus d'aménagement ayant abouti à la préservation de cette langue, même pendant les années de russification qui suivront.

1.3.2.3.2 Autres républiques

Les résultats de la PL de l'Ukraine sont plus au moins similaires dans toutes les autres républiques soviétiques de l'époque. En RSS de Biélorussie, par exemple, la langue biélorusse bénéficie également de la « biélorussification » du pays. Suivant les directives de

⁵⁶ Le processus de l'ukrainisation, particulièrement dans les années 1925-26 est si intense qu'il reçoit le statut d'une « campagne de haute pression (*udarnaâ kampaniâ*) » (Weinstein, 1941 :131) car il pénètre tous les domaines possibles de la vie.

la PL léniniste sur l'égalité et le développement de toutes les langues, le programme linguistique biélorusse réussit à mettre en œuvre les principaux moyens de cette politique. Ainsi, la langue biélorusse est introduite dans les écoles primaires, secondaires et supérieures comme langue d'enseignement. Selon Grenoble (2003 :87), dans les premières années, 85.3% des écoles primaires (quatre années d'études) et 66.6% des écoles de sept ans⁵⁷ fonctionnent en biélorusse. Le biélorusse est aussi introduit comme langue principale dans les organisations du Parti, dans les Soviets et les syndicats et dans toutes les sphères de la publication (Cf. Grenoble, *ibid.*). La Constitution de la RSS de Biélorussie de 1927 déclare:

« Tous les citoyens de la RSS de Biélorussie ont le droit d'utiliser librement la langue maternelle dans les congrès, les tribunaux, l'administration et la vie privée. Le droit et la possibilité réelle d'enseignement en langue maternelle sont garantis aux minorités nationales. [...] Tenant compte de la prépondérance considérable de la population biélorusse dans la RSS de Biélorussie, le biélorusse est choisi comme la **langue majoritaire** pour les relations entre les institutions et organisations étatiques, professionnelles et sociales » (Constitution, 1927, art.21 et 22, in Congrès des Soviets dans les documents (1917-1937), 1964 :554-555, citée par Tihij, 1976/1999)

La politique de la biélorussification donne donc des résultats positifs dans différents domaines de la vie et le statut de la langue nationale augmente considérablement même si cette période « libérale » ne dure pas longtemps dans le pays (Cf. Leclerc, 2008a).

D'une manière similaire, la PL des premières années a des conséquences positives sur le statut des langues de l'Asie Centrale Soviétique. Dans les années 1920, par exemple, les premières écoles en langue kirghize sont ouvertes, et en 1923, il y a déjà 251 écoles kirghizes parmi 327 écoles au total dans la région. De même, les premiers manuels scolaires ainsi que le premier journal kirghize *Erkin too* ("Les montagnes libres") apparaissent en 1924. La production imprimée en kirghize ainsi qu'en turkmène augmente considérablement avec le temps⁵⁸ (Grenoble, 2003 :155). La publication de manuels et de guides pour les enseignants en langue ouzbek constitue un des grands succès des acteurs de la PLS dans ces premières années (voir Annexe E). En 1923, la Commission Centrale est établie en Kazakhstan dans le but de « *nativiser* » l'appareil de l'état et d'introduire la langue kazakh dans les relations économiques. La langue kazakhe est proclamée langue administrative dans les régions à population kazakhe majoritaire tandis que dans les régions à populations mixtes le russe doit être utilisé en même temps que le kazakh (Lewis, 1972 :70).

Il faut ajouter que même les « petites » langues du Nord, après avoir été équipées pour l'écrit, sont appelées à être utilisées dans l'éducation. Malgré de nombreuses difficultés, la publication de manuels et la formation d'enseignants natifs débutent dans les années 30. Pour répondre aux problèmes concernant l'éducation, plusieurs départements « du Nord » sont créés dans les universités majeures de la Sibérie dans les années 20⁵⁹. A la même époque, grâce aux initiatives des acteurs de la PLS (ainsi qu'aux efforts du Comité du Nord créé en 1924), le système d'écoles « nationales » pour les différents groupes ethniques commence à se développer. Plusieurs écoles en langues maternelles sont créées dans la première moitié

⁵⁷ Selon le système éducationnel soviétique établi dans les années 30, les écoles d'éducation générale sont classées en (1) écoles primaires (classes de la 1^{ère} à la 4^{ème}), (2) écoles secondaires partielles ou écoles de sept ans (classes de la 1^{ère} à la 7^{ème}), et en (3) écoles secondaires complètes (de la 1^{ère} à la 10^{ème}), Cf. Khylya Hemour, mémoire de Master I, 2009 :12.

⁵⁸ Si en 1913 il n'y a pas de livres en kirghize ou turkmène, en 1957, en revanche, plus de 400 titres sont publiés en kirghize et 392 en turkmène (Grenoble, 2003 :155).

⁵⁹ Plus tard, l'Institut des Peuples du Nord est établi dans l'Université de Leningrad ainsi que d'autres départements « du Nord » ce qui fait que Leningrad devient le centre d'études sur les peuples du Nord (Grenoble, 2003 :164 ; voir aussi Kreindler, 1985 :350).

des années 20 : l'école pour les Evenkis, les Nénètes, les Khantys, les Nanais, etc ; en 1927, le nombre totale de ces écoles augmente jusqu'à 57. Même si au début presque tout l'enseignement et le matériel pédagogique sont en russe en raison du manque d'enseignants et de manuels en langues locales, le travail sur l'élaboration du matériel en langues des peuples du Nord est également entamé. En 1928-1929, les premiers livres pour la lecture sont publiés en évenki ; en 1930, le premier livre en khanty apparaît⁶⁰ (Cf. Grenoble, 2003 :164-165 ; 168-170). Ainsi, les efforts des planificateurs soviétiques pour soutenir les peuples du Nord et développer leurs langues et cultures sont bien visibles dans ces premières années, même s'il faut toujours tenir compte du fait qu'une de motivations principales de ce travail est l'intention d'établir le régime soviétique en Sibérie via la propagande.

Enfin, même la langue yiddish, la langue du peuple sans aucun territoire national, se développe intensivement pendant les années 20. Comme le décrit Kreindler (1985 :351), la construction de cette langue à l'époque est impressionnante car « nulle part ailleurs la diversité de l'application et le niveau de la productivité [de cette langue] n'a atteint ceux de l'Union Soviétique ». Les Juifs, ainsi que d'autres peuples disposant déjà d'une tradition écrite (les Georgiens, les Arméniens, les Tatars) introduisent leur langue maternelle dans l'éducation supérieure à l'époque (Cf. Kreindler, 1982a).

Ainsi, un grand nombre de langues reçoivent une reconnaissance qu'elles n'avaient pas auparavant. Elles multiplient considérablement leurs fonctions dans la société et leur prestige parmi la population augmente également. Telles sont les résultats positifs de l'aménagement du statut des langues soviétiques dans les premières années de l'URSS.

Nous pouvons résumer ce chapitre en disant que la PLS de la période léniniste est digne d'attention et qu'elle engendre une certaine admiration de la part de tous ceux qui s'intéressent aux questions de l'AL sur des territoires nationaux ou supranationaux caractérisés par une forte hétérogénéité linguistique. La politique de *l'édification linguistique* menée par les linguistes soviétiques a prouvé son efficacité dans de nombreux domaines du fonctionnement des langues nationales. Cette première période de la PLS peut être appelée la période « constructive » (dans le sens décrit par Kirkwood, 1991 :63) puisqu'elle est caractérisée par une « construction » totale : celle des langues, leur corpus et leur statut. Il est néanmoins évident que la motivation politique n'occupe pas la dernière place dans tout ce processus. Comme le soulignent Matthey & Trimaille (2007), l'AL est d'abord un « problème politique » avant d'être un « problème linguistique ». Dans le cas de l'Union Soviétique cette hiérarchie est particulièrement visible car il est même explicité (Cf. Seriot, 1988a :40 ; 1986a :120). Nous avons montré dans ce chapitre que c'est la conception politique (nationale et linguistique) de Lénine qui est à la base de tout l'AL entrepris à l'époque. Elle peut nous sembler peut-être trop idéaliste, même irrationnelle, en un mot utopique. Pourtant, grâce à cette conception égalitaire des nations et de leurs langues, un grand nombre de langues nationales et celles des groupes ethniques ont atteint un niveau de développement qu'elles n'avaient jamais eu avant ni n'auront plus tard. Cette politique léniniste de la promotion des langues nationales nous permet de définir le type de l'AL des premières années soviétiques : selon Kirkwood (1989 :2), c'est une « approche sociolinguistique »⁶¹ qui caractérise l'ALS à l'époque. De plus, puisque l'AL traite de questions de « *language shift* » ou « *language maintenance* », la première période de l'ALS

⁶⁰ Dans les années 1930-1941, les manuels scolaires pour l'école primaire sont publiés dans 11 différentes langues ; dans le milieu des années 30, les journaux apparaissent en 7 différentes langues du Nord (Grenoble, 2003 :170).

⁶¹ L'« approche sociolinguistique » se base sur le principe que toutes les langues sont égales et ont le même potentiel pour le développement ; leur fonctionnement est déterminé par les facteurs sociaux, économiques et politiques (voir Appel & Muysken, 1987: 49; Fasold, 1987 :250-251 ; Kirkwood, 1989 :1 ; Reznik, 2001).

est caractérisée par la tendance à la préservation des langues nationales par la population, c'est-à-dire au « *language maintenance* » (Cf. Kirkwood, *ibid.* p. 1 ; Reznik, 2001). Dans les années qui suivront, cette politique, comme nous allons le voir, va subir un revirement notoire, un virage à 180 degrés qui changera le destin des langues nationales ainsi que celui des langues des groupes ethniques et détermina une nouvelle tendance de l'ALS.

Chapitre II

De l'époque stalinienne aux temps khrouchtchéviens (1930-1964)

Dans ce chapitre nous essaierons d'analyser une période particulière dans la PLS que nous pouvons aussi appeler « transitoire » mais aussi « décisive » pour le développement des années suivantes. Nous regroupons les deux périodes où l'URSS est respectivement gouvernée par Staline (1927-1953) et Khrouchtchev (1953-1964) car elles marquent ensemble un tournant dans la PL du pays en changeant totalement son orientation et le type d'AL mis en œuvre à l'époque précédente. La PL mise en place par l'URSS dès les années 30 se poursuivra jusqu'à sa fin. Pour rendre notre analyse plus précise et compréhensible, nous divisons ce chapitre en deux parties correspondant à chaque dirigeant.

II.1 Staline et le retour à la langue russe

« Il faut laisser les initiatives nationales grandir et se déployer en manifestant toutes leurs vertus potentielles pour leur permettre ensuite de se fondre en une seule culture avec une seule langue commune »
Staline, 1930, le XVI^e Congrès du Parti Communiste

Staline, sa personnalité et sa politique en général font l'objet de nombreuses études partout dans le monde. Ce qui nous intéresse dans ce travail est sa vision de la PL de l'Union Soviétique, liée à sa conception des nations et de leurs langues. Dans le domaine de la linguistique soviétique, le nom de Staline est souvent associé à celui de Marr et la fameuse discussion des années 50 sur la nature de la langue et d'autres problèmes linguistiques (*voir*, par exemple, le célèbre article de Staline (1950) «A propos du marxisme en linguistique»). A la suite de cette discussion, toute la linguistique soviétique rejettent le marrisme pour s'aligner sur les conceptions de Staline, faisant de lui un grand et insurpassable maître dans le domaine de la linguistique. Comme le souligne un autre célèbre linguiste soviétique Vinogradov, « *au lieu des fantaisies de Marr, ce furent les pensées de Staline sur les problèmes de linguistiques qui devinrent un dogme* » (Vinogradov, 1969 :67). On peut imaginer ce qui arriva aux personnes s'éloignant de ce « dogme »... Toutefois, ce sujet ne fait pas l'objet de notre étude et nous n'en parlerons donc pas ici.

Nous renonçons également à détailler les acteurs de la PLS pendant la période concernée ainsi que leurs buts. Ces acteurs restent toujours les mêmes : le gouvernement soviétique, le Parti communiste, le dirigeant en activité ainsi que des linguistes et enseignants qui réalisent les tâches concrètes assignées par le pouvoir. En ce qui concerne les buts, ils changent peu entre Staline et Khrouchtchev. Le but principal reste l'éducation politique et idéologique de la population ainsi que l'unification du pays.

II.1.1 Les conceptions linguistiques et l'idéologie.

Il faut commencer par rappeler que l'autorité de Staline dépasse de loin celle de tous les dirigeants soviétiques. Ses idées influencent tellement l'opinion publique, particulièrement dans la question qui nous intéresse, que la plupart des définitions introduites par Staline

restent intactes et acceptées officiellement jusqu'aux dernières années de l'URSS⁶². Cela concerne, premièrement, sa célèbre définition de la « nation » qu'il identifie à une « langue » (*nation=langue, donc langue=nation*)⁶³ :

« La nation est une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans une communauté de culture » (Staline, 1913/1978, p.15, *cité par Seriot, 1986b :9*).

En fait, cette conception de la nation liée étroitement avec la langue nous renvoie aux linguistes allemands de la période romantique du début du XIXe siècle, aux idées de Herder (1744-1803), en particulier, pour qui la langue est « le reflet de la nation » tandis que la nation « est garante de l'unité de la langue » (Cf. Seriot, 1983 :121 ;1986a :132 ; 1986b :11). Ainsi, la langue devient l'expression du peuple qui la parle, la « mémoire du peuple », le « miroir de l'âme populaire » (Cf. Seriot, 1983 :121 ; Vinogradov, 1969 :79). Nous verrons qu'une telle conception de la langue sera particulièrement utile pour les acteurs de la PLS pendant les années qui suivent.

Pour Staline, la langue est « un moyen, un instrument grâce auquel les hommes communiquent entre eux, échangent leurs pensées et cherchent à se comprendre ». En même temps, la langue est un « instrument de la lutte et du développement de la société » : s'il n'y a pas de société, il n'y a pas de langue (Staline, 1950)⁶⁴. Staline développe sa conception en élaborant une discrimination évidente entre la langue nationale commune et les dialectes ou argots. En lisant son propos à ce sujet, nous pouvons distinguer clairement sa vision de la langue nationale comme unité supérieure et son attitude méprisante envers les dialectes et argots. Ceux-ci ne sont que des « dérivations de la langue nationale commune à l'ensemble des peuples, privées de toute autonomie linguistique et condamnées à se figer » (Staline, 1950, *cité par Vinogradov, 1969 :74*).

II.1.1.1 Sous le souffle de la politique léniniste

En ce qui concerne les langues nationales, et la politique des nations en général, au début de son pouvoir, Staline poursuit la politique nationale de Lénine. Comme le montrent ses écrits, il comprend bien le rôle des langues nationales pour les minorités ainsi que leur attachement affectif à ces langues :

« une minorité est mécontente pas à cause de l'absence de l'union nationale mais parce qu'elle ne jouit pas du droit d'utiliser sa langue. Permettez lui d'utiliser sa langue nationale et le mécontentement disparaîtra tout seul » (Staline, 1949-1952, vol. 2 :376, *cité par Lewis, 1972 :60*)

Ce propos de Staline est marqué par certain cynisme, particulièrement à la lumière de sa conception postérieure de la « langue commune » ou du « nationalisme minoritaire » dangereux qu'il faut éliminer (Cf. Smith, 1996 :7), et, plus spécifiquement, de sa politique de russification progressive qui commence dès 1934.

⁶² Staline est particulièrement glorifié dans le domaine de la linguistique. Nous pouvons trouver de nombreuses expressions le décrivant dans différents articles de revues linguistiques de l'époque comme: « le grand coryphée de la science soviétique », « leader génial » (et ses œuvres sont également « géniales »), « le grand leader de toute l'humanité progressive », « le meilleur ami des scientifiques soviétiques », « le grand scientifique du monde », « l'esprit créatif puissant », etc. (voir, par exemple, Mešaninov & Serdûcenko, 1949 :14 ; Plotnikova, 1952 :155 ;166, etc.). On voit même apparaître un concept de « l'enseignement linguistique de Staline » qui devient la base de la linguistique soviétique pour de nombreuses années (voir RÁŠ, VÁ des années 1950-1960).

⁶³ Cette conception se trouve déjà chez Lénine (Cf. chapitre I.2.2.1., note 26) ; voir aussi Isayev, 1977b :190-192.

⁶⁴ Les citations de Staline sont tirées de la version électronique de « Marxisme et problèmes de la linguistique », sur la site <http://www.philology.ru/linguistics1/stalin-50.htm>.

Pourtant, même avec des motivations purement politiques, Staline continue de mettre en œuvre ce que lui-même appelle la politique « *nationale en forme, socialiste en contenu* » (la célèbre formule de Staline pour déterminer la politique nationale de Lénine) où la « *forme* » est associée à la langue nationale tandis que le « *contenu* » signifie le message socialiste adressé aux gens (Cf. Kreindler, 1982a :10). Il s'exprime également contre le chauvinisme « Grand-Russe » et s'oppose au rôle particulier du russe en URSS (Staline, 1923 ; Staline, 1930/1949 : 365 ; voir aussi Goodman, 1960 :267, cité par Kreindler, 1982a :10 ;). Il est intéressant de noter que même dans son propos concernant une « *langue mondiale commune* » dans la société socialiste de l'avenir, il ne précise pas la nature de cette nouvelle langue mais souligne que cette langue « *ne sera ni le grand-russe, ni l'allemand, mais quelque chose de nouveau* » (Staline, 1930 : 698, cité par Grande, 1931 :73 ; Staline, 1950/1997 :135). D'ailleurs, le fait que le dictateur reste vague et contradictoire dans ses conceptions concernant la langue unique et le destin des langues nationales donnera lieu plus tard à de nombreuses critiques par des linguistes soviétiques qui accuseront Staline de ne pas avoir assez promu la langue russe et « d'avoir suraccentué le développement des langues nationales » (voir Hanazarov, 1963 :10-11, cité par Kreindler, 1982a :11).

Ainsi, au début des années 30, les langues nationales continuent de se développer et beaucoup d'efforts sont toujours consacrés à l'aménagement de leur corpus et statut ; nous en parlerons plus tard.

II.1.1.2 La prise en main de Staline

L'attitude face aux nations de l'URSS change radicalement au milieu des années 30 quand Staline reconnaît ouvertement le « *danger du nationalisme minoritaire* » et commence à lutter contre celui-ci. Contrairement à Lénine, pour qui la politique de *nativisation* était un moyen efficace pour obtenir le soutien et la coopération des non-russes dans la construction du socialisme et qui voyait un danger dans le « *chauvinisme Grand-russe* », Staline considère désormais que le « *nationalisme minoritaire* » menace la réalisation de sa politique économique et culturelle (Cf. Smith, 1996). Il dirige donc sa critique vers la « *déviaton envers le nationalisme local, incluant le respect exagéré pour les langues nationales* » (Staline, 1930/1961, cité par Lewis, 1972 :71). De cette manière, il ferme officiellement la campagne de *korenizaciâ* en 1934 pendant le XVII^e Congrès du Parti communiste (Grenoble, 2003 :54), ce qui marque un changement significatif dans la politique des nations et de leurs langues. Comme le décrit Lewis (1972), un tel changement modifie considérablement l'attitude à l'égard de ces langues. De positive, elle devient peu à peu négative. C'est le début du processus de russification des républiques et des langues non-russes, qui continuera et se renforcera dans les années suivantes. Ainsi, nous voyons le rôle important que jouent la décision politique et le changement des conceptions nationales et linguistiques d'une seule personne dans la réorientation de toute la PLS.

Nous devons préciser que les buts prioritaires de Staline et du gouvernement soviétique durant les années 30 sont l'industrialisation de l'URSS, la collectivisation dans les républiques satellites et la consolidation du pays. Ce sont ces buts qui définissent la direction de la PLS et justifient le changement à l'égard des langues nationales et la promotion croissante du russe comme langue unique capable de soutenir la politique de l'état (Cf. Kirkwood, 1991 :63 ; Pavlenko, 2006 :82).

A la fin des années 30 et pendant la première moitié des années 40, Staline met en place un renouvellement extraordinaire du patriotisme qui est ensuite repris par tous les moyens de la propagande dirigés par le gouvernement central de l'URSS. Le besoin de développer le patriotisme *soviétique* est accentué avec force et plus d'une fois, mais progressivement le soi-

disant « *patriotisme soviétique* » devient un synonyme de « *patriotisme russe* »⁶⁵ (Cf. Lewis, 1972 :72) ce qui, sans doute, propulse la langue et la culture russes en première place et les rend bien plus prestigieuses que d'autres langues et cultures (Cf. Kreindler, 1982a :10). Ce processus est soutenu par certaines lois officielles publiées sous l'initiative de Staline (dont nous parlerons plus tard) et certainement renforcé par le culte de la personnalité et les purges anti-nationales. Enfin, dans les années 1940-1950, la promotion du russe devient particulièrement intense suite au célèbre « toast de victoire » que Staline prononce à l'occasion de la victoire de l'URSS dans la « *Grande Guerre Patriotique* » (1941-1945). Dans ce « toast », Staline identifie clairement le peuple soviétique au peuple russe en soulignant que le peuple russe est une « *nation dirigeante de toutes les nations appartenant à l'Union Soviétique* » car ce peuple a « *gagné dans cette guerre la reconnaissance générale comme force directrice de l'Union Soviétique parmi tous les peuples de notre pays* » (Staline, 1945, in Barghoorn, 1956 :27, cité par Smith, 1996 :8).

Ainsi, est attestée ici pour la première fois la discrimination évidente mise en place par Staline entre « le peuple russe » et ceux des autres nations soviétiques. Même si ces paroles de Staline ne sont pas prononcées officiellement et n'entérinent aucune loi, elles ont tout de même une influence énorme sur l'avis officiel du gouvernement et des linguistes soviétiques. Désormais c'est le discours glorifiant le peuple russe prononcé par Staline qui devient un dogme pour toutes les institutions officielles du pays dans toutes leurs actions. C'est aussi ce discours qui entraînera un autre discours soviétique glorifiant la langue et la culture russes comme supérieures, cette fois par les linguistes et enseignants de l'URSS. Nous voyons donc comment le propos de Staline oriente l'idéologie sur les questions nationales et linguistiques. Cette idéologie oblige à agir d'une certaine façon à l'égard des langues nationales et de la langue russe. C'est également cette idéologie qui déterminera la direction et la nature de l'aménagement du corpus et du statut des langues nationales et des groupes ethniques.

II.1.2 Aménagement du corpus des langues soviétiques

Au début du pouvoir stalinien, le travail sur l'aménagement du corpus des langues nationales continue dans la direction de la PL des premières années, et le plus grand nombre de ces langues profitent de cette évolution en développant leurs fonctions dans divers domaines de la vie (Cf. Crisp, 1989 :39 ; Kirkwood, 1991 :63 ; Kreindler, 1982a :10). Ce travail consiste, principalement, à consolider les langues écrites nouvellement créées par la systématisation de leurs orthographes et terminologies ainsi que par la publication de manuels et grammaires normatives (Crisp, 1989). Pourtant la glorification croissante de la « *grande et puissante* » langue russe ne reste pas sans conséquences. Déjà en 1933, Staline ordonne d'arrêter la campagne de latinisation et, dès 1935, de commencer le processus de translittération de l'alphabet latin vers l'alphabet cyrillique pour toutes les langues qui avaient été aménagées sur les bases du premier⁶⁶ (Pavlenko, 2006 :82). Contrairement à la campagne de latinisation, il n'y a pas de grandes discussions publiques concernant ce changement. Les facteurs qui l'influencent sont cependant nombreux. Premièrement, ce sont les difficultés inhérentes au nouvel alphabet (par exemple, la notation des phonèmes turques par l'écriture latine). Deuxièmement, la publication en deux alphabets est chère et exige beaucoup de temps. De plus, il y a des difficultés typographiques qui perturbent les imprimeries. Troisièmement, l'enseignement aux enfants de deux écritures (une pour la langue maternelle et la deuxième pour le russe) apparaît très compliqué (Cf. Grande, 1948 :1630 ; Grenoble, 2003 ; Kirkwood,

⁶⁵ D'ailleurs, l'adjectif « *russe* » devient un synonyme de « *soviétique* » non seulement à l'égard du patriotisme mais aussi dans toutes les autres considérations et s'applique à tous les domaines de la vie, même jusqu'aujourd'hui ! (par exemple, le sport *soviétique* =le sport *russe* ; le succès *soviétique*=le succès *russe*, etc.)

⁶⁶ Les premiers à accepter l'alphabet cyrillique sont les Kabardin (le peuple du nordique Caucase), en 1935 ; parmi les républiques satellites, ce sont les azerbaïdjanais qui l'acceptent en 1939 (Grande, 1948 :1630).

1991). Enfin, la transition vers l'alphabet cyrillique facilite énormément l'apprentissage du russe, qui commence à minoriser de plus en plus les autres langues de l'URSS.

En ce qui concerne l'explication officielle soviétique à propos de l'adoption de l'alphabet cyrillique, elle est très simple et liée à des motivations toujours très « démocratiques ». Il s'agit d'une « *demande directe* » ou de la « *volonté du peuple soviétique* » d'accepter l'écriture cyrillique (russe) comme l'écriture de la langue de la plus grande valeur (Cf. Dickens, 1988 :11 ; Grenoble, 2003 :54 ; Kirkwood, 1991 :63). Comme l'explique, par exemple, le linguiste soviétique Isayev :

"avant tout, ce projet complexe et minutieux a été réalisé sur la base complètement volontaire par ces peuples, dirigés par le Parti Communiste et le gouvernement soviétique » (Isayev 1977b:271).

Selon le même linguiste, ce changement est possible grâce aux « *réussites de la révolution culturelle* » car, à la veille de 1937, l'URSS est déjà devenu un pays « *complètement alphabétisé* ». La population soviétique commence à comprendre le rôle particulier du russe et son écriture comme « *moyen de communication au sein de la famille socialiste commune de peuples égaux* » dans la « *promotion de la convergence entre les peuples soviétiques* ». (Isayev,1977b :255-256 ; 266). Ainsi, nous voyons encore une fois les motivations politiques derrière ce nouvel aménagement du corpus des langues soviétiques.

Quelle que soit l'explication de cette transition, la conversion en alphabet cyrillique est en gros terminée au milieu des années 40. Il faut noter que cette nouvelle réforme alphabétique provoque des changements significatifs dans les processus d'aménagement du corpus des langues du pays. D'abord, dans le domaine de standardisation, les linguistes soviétiques tentent de construire les grammaires des langues nationales sur la base de la grammaire russe et de faire du russe la source principale de néologismes. Cela résulte en un afflux massif de mots, de termes et de constructions grammaticales russes dans les langues nationales et dans celles des groupes ethniques (Cf. Grenoble, 2003 ; Pavlenko, 2006). D'ailleurs, tout le travail sur le corpus des langues nationales fait par les linguistes des années 1920 est considéré comme inutile, voire « *nuisible* », et destiné à être complètement reconstruit. C'est le cas, par exemple, de « L'orthographe ukrainienne » établie en 1928 et qui est proclamée « *nationaliste* » en 1933, et pas conséquent condamnée :

« "L'orthographe ukrainienne" [...] a été orientée vers une rupture artificielle entre la langue ukrainienne et la langue que parlent les millions de masses ouvrières et paysannes, vers une rupture artificielle entre la langue ukrainienne et la langue russe » (*L'orthographe ukrainienne*, 1933 :3)⁶⁷

Par conséquent, une commission spéciale est créée dans le but de « *réviser* » l'orthographe, la « *reconstruire radicalement* » et la « *purifier de déformations nationalistes* » dans le but de la « *liquidation de toutes les règles qui ont orienté la langue ukrainienne vers les cultures polonaise et tchèques bourgeoises* » (*L'orthographe ukrainienne*, 1933 :5-6). Nous pouvons deviner les conséquences de telles mesures sur le corpus de l'ukrainien qui désormais s'approchera de plus en plus du russe et perdra davantage de ses propres caractéristiques uniques en s'assimilant de manière délibérée à la langue du « *grand frère* »⁶⁸. D'ailleurs, c'est aussi le cas avec la langue biélorusse qui a un destin similaire à l'ukrainien.

Le domaine de la terminologie reflète massivement l'influence du russe. Puisque la plupart des langues en URSS sont déficitaires en lexique le plus important aux yeux du pouvoir (la

⁶⁷ Voir la *Résolution du Commissaire de Narkompros de la RSS d'Ukraine* (1933) « *Sur l'orthographe ukrainienne* ». Les citations empruntées chez Masenko, 2005 :108-111.

⁶⁸ Pendant l'époque soviétique, le peuple russe est considéré comme « *le grand frère* » du peuple ukrainien, c'est-à-dire non seulement en termes des relations familiales mais aussi en termes d'autorité ou de référence, (Cf. Leclerc, 2010a).

langue du marxisme, du socialisme, de la structure politique soviétique, de l'industrialisation, de la science et la technologie, etc.), il est nécessaire d'introduire des termes officiels pour ces concepts. Alors que dans les premières années soviétiques, la terminologie se construit sur la base des langues nationales, les emprunts russes et les mots internationaux *via* le russe sont de plus en plus sollicités. Selon Lewis (1972 :157), dans les années 1930-1940, environ 70-80% du nouveau lexique des langues soviétiques sont empruntés au russe. Par ailleurs, selon les directives de la « Règle Commune » (*Obšee Pravilo*) publiée dans les années 40, tous les emprunts doivent être écrits dans la forme originale russe et même prononcés comme en russe ! (voir Mordvinov, 1950 : 82, *cité par* Grenoble, 2003 :53 ; Crisp, 1989 :33-34). Comme le considère Dickens (1988 :13), pour certaines langues (particulièrement celles de l'Asie Centrale), cette obligation a des conséquences notoires car elle signifie « l'intrusion des traits phonologiques et morphologiques russes dans ces langues ». Le but de cette politique linguistique d'aménagement favorable au russe dans le domaine du corpus des langues non-russes est évident : il s'agit de « minorer » ces dernières au profit de la seule langue russe. :

« Ce processus, où les langues turques étaient soumises aux influences phonologiques, morphologiques, syntaxiques et lexicales russes, a mené, d'un côté, à un ébranlement de leurs structures et systèmes et, d'un autre côté, a limité leurs fonctions sociales en créant les conditions préalables pour que la langue dominante les remplace enfin » (Bruchis 1984:138, *cité par* Dickens, 1988 :13)

II.1.3 Aménagement du statut des langues soviétiques

Cependant le tournant majeur dans la PLS de l'époque est un évènement officiel qui augmente considérablement le statut de la langue russe partout dans l'Union Soviétique. Le 13 mars 1938, un important décret du Parti est promulgué. Celui-ci rend **obligatoire** l'apprentissage du russe dès l'école primaire dans toutes les écoles des républiques satellites et des régions ethniques. De plus, la langue russe est élevée au rang de « *moyen de communication transnationale* ». Les raisons de ce changement sont indiquées dans le même décret. Nous citons ici l'extrait de la résolution du Parti « *Sur l'enseignement obligatoire du russe dans les écoles non-russes d'Ukraine* » (1938):

« La nécessité de l'apprentissage du russe dans les écoles d'Ukraine est déterminée, premièrement, par le renforcement du lien fraternel et de l'union entre le peuple ukrainien et le peuple russe ainsi que les peuples de l'Union Soviétique pour leur développement économique et culturel ultérieur ; deuxièmement, pour favoriser le perfectionnement ultérieur des cadres ukrainiens dans le domaine des connaissances scientifiques et techniques ; troisièmement, pour assurer les conditions nécessaires à un bon déroulement du service militaire par tous les citoyens de la RSS d'Ukraine dans les rangs de l'Armée Rouge d'Ouvriers et Paysans et de la Marine de Guerre »⁶⁹.

Ce décret spécifie également tous les standards universels et les niveaux en russe exigés pour les élèves, il centralise le programme scolaire, augmente le nombre d'heures pour l'apprentissage de cette langue (dans les écoles où le russe est déjà enseigné), donne des directions concernant la publication de manuels en russe et la formation d'enseignants (*Cf.* Grenoble, 2003 ; Pavlenko, 2006). De cette manière, l'enseignement du russe devient une priorité pour le gouvernement soviétique et une affaire d'importance nationale pour toute l'Union, non seulement pendant les années 40-50 mais aussi pour toute la période de l'existence de l'URSS. Même si, comme le décrivent certains linguistes occidentaux, le décret sur la langue russe n'est pas complètement réalisé en pratique (particulièrement dans

⁶⁹ Voir la résolution de 1938 « *Sur l'enseignement obligatoire du russe dans les écoles non-russes d'Ukraine* », in *La construction culturelle en RSS d'Ukraine*, 1960 t.1, p. 740-741, *cité par* Tihii, 1976/1999.

les premières années de son application) car l'enseignement du russe souffre du manque de matériaux pédagogiques en russe ainsi que d'enseignants qualifiés (Cf. Grenoble, 2003 ; Smith, 1998), ce document officiel a une importance réelle pour les langues nationales et celles des groupes ethniques. En effet, il marque une transition majeure dans la PLS : de la politique égalitaire léniniste, où le premier accent est mis sur l'enseignement en LM à la politique prorusse, où toute l'attention est focalisée sur l'apprentissage de cette langue par tous les peuples non-russes. Ce changement dans le statut des langues soviétiques nous permet de confirmer le fait que le système politique de l'URSS déjà bien centralisé veut utiliser le russe comme langue unique permettant de consolider le pays, le gouverner et le contrôler efficacement. Le russe servira donc officieusement de langue officielle, alors que la Constitution de l'URSS ne mentionne pas de langue officielle *de jure* dans le pays. Le russe deviendra progressivement la langue officielle *de facto* (Cf. Dickens, 1988 :9 ; Pavlenko, 2006 :82)). La conséquence directe de ce décret est la russification croissante de tous les habitants de l'URSS. Ainsi, le développement des langues soviétiques se retrouve menacé et leur destin semble changer considérablement.

Pourtant, selon certains chercheurs, les premières décennies de la politique stalinienne ne parviennent pas à enrayer le processus mis en place à l'époque précédente. Au contraire, la période avant la Deuxième Guerre Mondiale peut être considérée comme la meilleure pour les langues nationales. C'est pendant ce temps-là que les langues non-russes prospèrent dans l'éducation comme langues d'enseignement ainsi que dans les publications de manuels, de journaux, de la littérature, etc. Par exemple, dans les années 1934-1940, 64 nationalités ont leurs écoles avec leur LM comme langue d'enseignement⁷⁰ (Grenoble, 2003 :60). D'ailleurs, dans chaque république, il existe des écoles pour les minorités où l'enseignement est conduit dans leur LM. Ainsi, en 1938, 22 langues d'enseignement sont utilisées en Ouzbékistan, 17 en Ukraine et 20 en Daghestan (voir Crisp, 1989 :39 ; Kirkwood, 1991 :62 ; Kreindler, 1982a :10).

Même dans les années d'après guerre (1945-1950), le droit d'utiliser la LM ainsi que d'être scolarisé en cette langue est toujours en vigueur. Comme le souligne Kreindler (1982a :12), « aussi longtemps que la nationalité soviétique se base sur le concept "*nationaliste en forme, socialiste en contenu*", le rôle des langues non-russes reste « assurée théoriquement ». Malgré la glorification personnelle du « *grand peuple russe* » et la rupture évidente avec la politique léniniste, Staline ne propose aucune théorie qui justifie le changement de statut pour la langue russe. De même, aucune loi n'est promulguée à ce sujet. Au moment de la mort de Staline, la plupart des nations et des groupes ethniques possèdent toujours leurs écoles en LM. Jusqu'en 1957, tous les peuples de la République de Russie possédant une langue écrite scolarisent les enfants à l'école primaire en LM (voir Sovetkin & Taldin, 1958 :22, citée par Kreindler, 1982a :12 ; Crisp, 1989 :38). Ainsi, les langues nationales pendant l'époque stalinienne jouissent toujours de leurs privilèges établis pendant la période léniniste même si les conséquences du fameux décret sur la langue russe commencent à prendre forme en changeant progressivement leur destin⁷¹.

⁷⁰ Selon les données de Kreindler (1982a :10), en 1938-1939, plus de 70 langues servent de langue d'enseignement en URSS.

⁷¹ Pourtant certains linguistes, comme Leclerc (2008b), par exemple, considèrent que la russification agressive commence déjà sous Staline car, à cause des purges anti-nationales, la valorisation des langues locales s'arrête tandis qu'avec les déportations massives et les migrations de la population, le russe se diffuse largement partout en Union Soviétique.

II.2 Khrouchtchev et l'établissement du russe comme lingua franca de l'URSS

« On ne peut que relever l'aspiration croissante des peuples non-russes à l'apprentissage du russe qui est devenu en pratique la **seconde langue maternelle** pour les peuples de l'URSS, le moyen de leur communication transnationale, de la familiarisation de chaque nation et nationalité avec les réussites culturelles d'autres peuples de l'URSS ainsi que la culture mondiale »
Khrouchtchev, 1961, le XXII^e Congrès du Parti communiste

Après la mort de Staline en 1953, c'est Khrouchtchev qui arrive au pouvoir comme dirigeant de l'état soviétique. Il est surtout connu pour sa politique d'une libéralisation relative du régime soviétique, la soi-disant période du « dégel », et le processus de déstalinisation qu'il ouvre officiellement en 1956 pendant le XX^e Congrès du Parti communiste. Khrouchtchev condamne publiquement le culte de personnalité de Staline et accuse son prédécesseur de crimes ainsi que d'abandon de la politique léniniste des nationalités. La politique de la « prospérité » (*rascvet*) de toutes les nations soviétique est donc à nouveau mise à jour. Elle va bien avec la politique économique qui vise à améliorer le développement socio-économique des républiques satellites pour atteindre le niveau le plus avancé d'évolution propre au stade du communisme (Cf. Smith, 1996). C'est aussi Khrouchtchev qui déclare le commencement d'une nouvelle étape dans la vie de l'Union Soviétique, celle de la « construction du Communisme », devant aboutir à l'émergence d'une « nouvelle communauté historique : le peuple Soviétique » (Cf. Kreindler, 1989 :47). Cela signifie que les nations soviétiques sont encouragées à « prospérer » et, en même temps, à « se rapprocher » (*sblizhenie*) progressivement jusqu'à leur « fusion » (*slianie*) ultérieure (Cf. Smith, 1996 :8-9). Il n'est pas difficile de deviner que, dans une telle perspective, la question des langues nationales et surtout de la « langue de communication transnationale » dans la société soviétique focalise une attention singulière. Nous verrons quelles mesures les acteurs de la PLS mettront en pratique pour répondre aux nouveaux besoins de l'état soviétique.

II.2.1 Les conceptions linguistiques et idéologiques.

A la lumière de la politique de « fusion » des nations, le processus de russification commencé par Staline prend une nouvelle signification et reçoit une nouvelle interprétation par les acteurs de la PLS. C'est en 1958, comme l'indiquent les linguistes soviétiques eux-mêmes, que la question des rôles des langues nationales est reconsidérée pour la première fois. Comme le précise Kreindler (1989), pendant une session spéciale de l'Académie des Sciences de l'URSS, une attention particulière est portée sur ces deux points :

« Premièrement, la question du fonctionnement de nombreuses langues des peuples de l'Union Soviétique, leurs rôles et fonctions dans notre avancée vers le communisme et le développement continu de quelques unes parmi elles ou la disparition progressive d'autres ; et, deuxièmement, la question d'une seule langue de communication transnationale des peuples de l'Union Soviétique, et le rôle et la fonction de cette langue dans la construction du communisme » (Dešeriev, 1979 :206-207, cité par Kreindler, 1989 :48)⁷²

Nous voyons que, par une telle formulation du problème, la formule « *nationaliste en forme, socialiste en contenu* » est mise en doute et abandonné graduellement en faveur d'une autre politique qui vise à hiérarchiser les langues pour n'en choisir qu'une seule capable de réaliser toutes les tâches assignées pour elle par le gouvernement et le Parti communiste. Kreindler (1989) souligne que l'abandon de cette formule prive les langues nationales de leur base théorique solide et menace considérablement leur destin. En effet, « *national* » n'implique

⁷² Dans toutes les citations du chapitre, les passages soulignés le sont par nous.

plus l'idée de langue nationale, et le besoin même des ces langues est mis en doute (par exemple, les discussions sur la base nationale pour la littérature in Lewis, 1972 :74-75⁷³). Certains linguistes soviétiques proposent une nouvelle interprétation de la théorie nationale et linguistique soviétique selon laquelle l'expansion de la « *langue de communication transnationale* » devient « *autant inévitable que le progrès de la société vers le Communisme* » et qu'en fait « *cette langue peut devenir elle-même la langue maternelle après avoir écarté la première langue maternelle inutilisée* » (Hanazarov, 1963 :64, 98 cité par Kreindler, 1982a :15). De cette manière, le rôle « *unique* » du russe comme « *composant principal de la consolidation d'une nouvelle communauté des peuples* » se dessine de plus en plus explicitement (voir Zak & Isaev, 1966 :20 ; Rogačev & Sverdlin, 1963 :64, cité par Kreindler, *ibid.*).

Un retrait de la politique égalitaire léniniste est visible dans la division proposée pour toutes les langues dans l'extrait cité au-dessus. Pour la première fois, il devient légitime de parler de langues « *viables* » et « *non-viables* » et de discuter de leur sort ultérieur comme langues destinées à se développer ou à disparaître. Cette nouvelle conception de la « *valeur relative* » (Cf. Grenoble, 2003 :57 ; Kirkwood, 1991 :64) de différentes langues provoque de nombreuses études chez les linguistes soviétiques concernant la catégorisation des langues. Par exemple, Isaev divise toutes les langues soviétiques en cinq groupes en les rangeant de la manière suivante : des langues non-écrites avec un petit nombre de locuteurs qui sont destinées à disparaître aux langues plus élaborées en terminant (évidement) avec la langue russe comme la « *langue de la nation la plus développée* » (Isaev, 1970 :26, 36, 44, cité par Kreindler, 1989 :49). De même, Sunik fournit le liste de 16 langues soviétiques qui sont « *en train de mourir* » ou « *en train de mourir progressivement* » et déclare que « *[leur] "égalité"[...] ne peut guère (ni doit) être réalisée* » (Sunik, 1971 :28). Kirkwood (1991) explique que cette hiérarchisation est élaborée pour les langues selon la division politico-ethnique de l'URSS. Ainsi, le russe est la langue la plus importante car elle est utilisée partout en Union Soviétique et ses fonctions sont les plus répandues. Ensuite, sur le barreau inférieur de l'échelle, il y a les langues « *d'importance républicaine de l'Union* » (les langues titulaires des républiques) qui sont « *capables d'accomplir toutes les fonctions exigées* ». Enfin, les langues de moindre importance achèvent cette série : ce sont les langues des républiques, régions ou districts autonomes (voir Dešeriev, 1966 :55 ; Isaev, 1982 :133, cité par Kirkwood, 1991 :64). Certains linguistes soviétiques soulignent que, dans le processus de développement, les langues non-russes dépendent davantage de leur contact avec la langue russe qui est « *la plus développée* ». Or, cette influence du russe sur toutes les autres langues continuera pendant la période de « *transition au communisme* » car le rôle du russe augmentera avec le besoin d'une « *langue commune de communication transnationale* » ainsi qu'une « *arme commune du développement de l'idéologie socialiste pour tous les peuples* » (Beloded & Melničuk, 1959 :8). Le grand rôle du russe est donc soutenu et justifié par les considérations politiques et idéologiques à la lumière de la théorie soviétique de la « *construction intense du communisme* » !

Ainsi, dans les années 1950-1960, nous relevons un changement important dans les conceptions nationales et linguistiques soviétiques. Cela concerne la nature même des langues nationales et celles des groupes ethniques qui ne sont plus mises sur un pied

⁷³ A l'époque, certains écrivains, comme, par exemple, l'écrivain daghestanais Aagaev (1961) proclament que c'est le rôle de l'écrivain de créer les « *œuvres du caractère international [...] dans le but de produire une seule culture internationale* ». En même temps, d'autres écrivains s'opposent à cette idée, par exemple, Soluhin (1962), en déclarant que l'auteur exprime des attitudes internationales dans le seul cas où il exprime « *l'âme et la caractère surtout de son propre peuple [...]* » car la « *formation d'une seule culture internationale* » ne doit pas se réaliser par le moyen de « *nivellement et promotion de la disparition des traditions et particularités nationales* » (Lewis, 1972 :74-75).

d'égalité, n'ont plus de valeur propre ni le même potentiel de développement, mais qui sont vues seulement en termes d'efficacité ou de « viabilité ». Le statut des langues devient graduellement du seul ressort des acteurs de la PLS car c'est à eux de décider si ces langues continueront d'être visibles et audibles ou si, jugées inutiles, elles seront condamnées à disparaître. Ce changement dans la PLS peut être vu comme une transition entre l'approche sociolinguistique des années 1920-1930 et l'approche instrumentaliste (Cf. Kirkwood, 1989 :1-2) qui caractérisera cette politique pour toutes les années suivantes. C'est aussi ce changement qui justifiera l'imposition du russe partout en URSS et renforcera le processus de russification des nations et langues non-russes.

II.2.2 Aménagement du statut des langues soviétiques

Le tournant crucial de la PLS de l'époque que nous examinons qui provoque un changement radical en faveur de la langue russe est rendu visible par deux événements majeurs : les réformes éducationnelles de 1958-1959 introduites par Khrouchtchev, et le XXII^e Congrès du Parti communiste (1961) où celui-ci définit une nouvelle doctrine pour tous les peuples soviétiques.

II.2.2.1 Réformes éducationnelles de 1958-1959

Les lois de la réforme de 1958-1959 ont un impact important sur les langues non-russes. Si elles proclament l'égalité juridique de toutes les langues soviétiques, elles enlèvent le point principal du programme éducationnel des années précédentes qui rendait l'enseignement scolaire en LM légitime. Même si la section de la loi sur les langues commence en déclarant que « *l'enseignement dans les écoles soviétiques est conduit en langue maternelle* », dans la section exécutive de la loi, on ne trouve plus le terme « *langue maternelle* », il est maintenant remplacé par « *n'importe quelle langue librement choisie* » (Pravda, novembre 1958, cité par Kreindler, 1982a :13). La clause 19 de la loi sur la réforme semble être la plus menaçante pour les langues nationales⁷⁴ car elle déclare que l'enseignement en LM n'est plus obligatoire dans les écoles nationales, et désormais les parents peuvent choisir la langue d'enseignement pour leurs enfants (Kirkwood, 1991). De plus, la loi qui rendait obligatoire l'apprentissage de la langue nationale dans les républiques satellites pour les citoyens russes est abolie (Cf. Solchanyk, 1985). Cela veut dire, par exemple, qu'en Georgie, les Géorgiens sont obligés d'apprendre le russe mais que les Russes ne sont plus obligés d'apprendre le géorgien. Ainsi, toutes ces conditions favorisent la promotion intensive de la langue russe.

Le nombre d'écoles où la langue de scolarisation est le russe commence alors à augmenter considérablement et les langues nationales ou celles des groupes ethniques deviennent peu à peu de simples matières scolaires. Ces langues perdent ainsi progressivement leur valeur aux yeux des enfants et de leurs parents⁷⁵.

Ce sont d'abord les langues des groupes ethniques qui sont sérieusement touchées par cette promotion vigoureuse de l'enseignement du russe, même si l'impact de la réforme n'est pas uniforme partout. Par exemple, les Caréliens sont les premiers à perdre leurs écoles nationales en 1958-1959. Dans d'autres cas, la transition n'est pas aussi rapide : en 1958, dans les écoles tchouvaches, l'enseignement en LM continue jusqu'à la classe de la 7^{ème},

⁷⁴ D'ailleurs, cette clause provoque davantage de discussions et une opposition vigoureuse de l'intelligentsia locale dans les républiques satellites qui se rendent compte des conséquences possibles d'une telle réforme sur les langues nationales (Cf. Kirkwood, 1991 :64 ; Kreindler, 1982a :13 ; Lewis, 1972 :75, etc.).

⁷⁵ Il est compréhensible que le passage de la loi sur le « *libre choix* » de la langue ait une signification très ambivalente aux yeux des Soviétiques. Comme le considèrent la plupart de chercheurs, cette formulation est « potentiellement coercitive » car les parents non-russes se sentent obligés d'inscrire leurs enfants dans les écoles russes (voir Silver, 1974 :28). De plus, ils comprennent quels avantages peut avoir la langue russe pour la vie sociale et la promotion professionnelle de leurs enfants.

mais en 1962-1963, le russe est déjà introduit dès la classe de 5^{ème}. Les Kabardins et Balkars perdent leurs écoles en 1965-1966 et à la veille de 1968, tous les enfants Kalmyk étudient dans les écoles russes (Cf. Kreindler, 1989 :50 ; Silver, 1974 :31-32). En résumé, pendant les années 1960, on assiste à un déclin important du nombre d'écoles non-russes parmi les peuples allogènes de la RSFSR, ce qui réduit naturellement les fonctions des langues en question et influence défavorablement leur statut. (Voir Annexe F).

En ce qui concerne les écoles où la LM reste la langue d'enseignement (comme, par exemple, les écoles nationales des républiques satellites), ces écoles subissent une pression intense pour introduire la langue russe comme matière obligatoire dès la classe de 1^{ère} (Cf. Kreindler, 1989). Ces écoles doivent aussi garantir

« toutes les conditions nécessaires pour l'apprentissage et l'amélioration de la qualité de l'enseignement de la langue russe qui est un moyen puissant de communication transnationale, de la consolidation de l'amitié entre les peuples de l'URSS et de la familiarisation des élèves avec les trésors de la culture russe et mondiale » (du rapport du Ministre de l'Education d'Ukraine Bilodid, 1959, cité par Solchanyk, 1985 :76)

Intéressons-nous aux conséquences de cette réforme en Ukraine. Selon les données de Solchanyk (1985 :76-77), la proportion d'écoles russes en Ukraine augmente petit à petit pendant les années 1960 (voir Annexe G et H). Si, en 1953-1954, 74.9% d'élèves étudient dans les écoles ukrainiennes (23.8% d'élèves inscrits dans les écoles russes), en 1967-1968, la proportion est respectivement de 62% et 37.2%. La situation change d'une manière plus ou moins similaire dans les autres républiques soviétiques, même si l'introduction précoce du russe se heurte parfois à une opposition locale (par exemple, dans les écoles ouzbèks) ou est retardée en raison du manque d'enseignants qualifiés et de matériaux pédagogiques adaptés (Cf. Kirkwood, 1991).

Les réformes éducationnelles de 1958-1959 sont le résultat non seulement d'un changement radical du statuts des langues, mais aussi d'une reconsidération des fonctions de l'école soviétique elle-même. Désormais, de même que l'école doit œuvrer à la « *préparation des élèves à la vie et au travail socialement utile* » ou à « *l'éducation des jeunes dans l'esprit du respect profond envers les principes de la société socialiste, dans l'esprit des idées du communisme* »⁷⁶, elle doit aussi enseigner la « *grande et puissante* » langue russe. Ce but devient tellement important qu'en 1956, la première conférence de Toute l'Union sur l'enseignement du russe aux non-Russes est organisée à Tachkent (la capitale de l'Ouzbékistan). Même si les participants à cette conférence reconnaissent toujours le rôle de la LM dans l'éducation des enfants (ainsi que son rôle pour l'apprentissage du russe !), l'attention est plutôt focalisée sur l'enseignement de la langue russe. Ils proposent d'introduire cette langue dès la classe de 1^{ère} et de publier une revue spéciale pour l'enseignement du russe dans les écoles nationales. Ainsi, la revue *Russkij âzyk v nacional'noj škole* (RÂNŠ, «Russe dans l'école nationale») paraît en 1957 et ses versions pour chaque république la suivent rapidement (Cf. Kreindler, 1989 :50). Tout cela montre que la tâche de l'enseignement du russe est prise très au sérieux et devient une matière d'une grande importance dans tout l'Union.

II.2.2.2 Le XXII^e Congrès du Parti Communiste (1961)

L'importance de la langue russe est renforcée par un autre événement important : le XXII^e Congrès du Parti communiste en 1961. Le Congrès accepte un nouveau programme du Parti (le troisième) qui a pour but la « *construction de la société communiste* » (*Programme du PC de l'URSS*, 1961 :6). En même temps, il consolide la position du russe au niveau

⁷⁶ Voir la loi du 24 décembre 1958 «*Sur le renforcement des liens entre l'école et la vie et sur le développement ultérieur du système de l'instruction publique en URSS*».

multinational de l'Union. Comme le souligne à juste titre Kreindler (1982a :14), dans ce dernier programme, la « *langue russe* » a pris le pas sur les « *langues nationales* » qui étaient au centre des programmes précédents (1903 et 1919).

Pour la première fois, la langue russe est proclamée officiellement comme « *langue commune de communication transnationale et de coopération de tous les peuples de l'URSS* » (*Programme*, 1961 :116). Le *Programme* souligne que le processus « *volontaire* » de l'apprentissage du russe en même temps que la LM a une « *signification positive* » car il « *favorise l'échange mutuel d'expérience et la familiarisation de chaque nation et nationalité avec les réussites culturelles d'autres peuples de l'URSS ainsi que la culture mondiale* » (*ibid.* p.115). De cette manière, le terme de « *langue maternelle* » n'apparaît qu'une seule fois et son importance est presque complètement voilée par la mise en valeur de la langue russe et du rôle important que cette langue est appelée à jouer dans la société communiste.

De plus, un autre point très important du programme précédent est omis ici : la garantie au « *droit à l'éducation dans la LM* ». Même si le Programme prescrit de « *garantir le développement spontané des langues des peuples soviétiques* », il affirme également que chaque citoyen de l'URSS a une liberté complète de « *parler, éduquer et enseigner ses enfants dans n'importe quelle langue sans aucun privilège, restriction ou contrainte dans l'utilisation de telle ou telle langue* » (*ibid.* p.115). Les bases de l'éducation nationale sont donc affectées par cette nouvelle introduction qui semble être très démocratique mais qui, en réalité, menace sérieusement la conception éducationnelle qui prône que chaque enfant doit être scolarisé en LM car c'est le meilleur moyen de l'éduquer.

Ce changement concernant l'éducation en LM peut être expliqué par une nouvelle vision de la formule « *nationaliste en forme, socialiste en contenu* » qui précise que, dans le processus du développement des nations socialistes, les « *formes nationales ne se fossilisent pas mais changent, se perfectionnent et se rapprochent en se libérant de tout ce qui est démodé et contradictoire aux nouvelles conditions de la vie* » (*ibid.* p.115). Nous observons donc la manière très subtile dont les acteurs de la PLS ajustent la formule à leur nouveau but qui ne vise plus à « *développer les cultures nationales* » mais une « *culture internationale* » où le rôle principal sera définitivement attribué au « *grand peuple russe* » et à la langue russe. Le *Programme* souligne maintes fois que la « *prospérité des nations* » est réalisée non par le moyen du « *renforcement des différences nationales* » mais par la voie de leur « *rapprochement* » et « *l'unité complète* » (*ibid.* p.112). Nous reconnaissons ici ce que Lewis (1972 :88) appelle les « *deux aspects de la tendance centralisatrice* »⁷⁷. Premièrement, nous trouvons le concept de la « *culture soviétique* » commune qui est le produit du « *rapprochement* » (*sbliženie*) des peuples et qui se base sur la « *prospérité* » des nations et des groupes ethniques (*rascvet*). Dans cette conception, toutes les langues de l'URSS jouent leurs rôles respectifs et contribuent à une culture commune ; le russe n'est ici que « *primum inter pares* ». Deuxièmement, nous observons la théorie de la « *fusion* » (*sliânie*) de toutes les nations soviétiques qui se réalisera dans l'avenir⁷⁸. Cette théorie présuppose évidemment

⁷⁷Lewis (1972 :54 ; 88) caractérise la PLS comme une « *oscillation inévitable entre les politiques sociolinguistiques centripète et centrifuge* » en relation avec la politique d'assimilation linguistique (au russe) ou à la politique de la coexistence linguistique (plurilinguisme, bilinguisme).

⁷⁸ Ajoutons que cette théorie est également compatible avec l'idée linguistique du « *Sprachbund* » (*azykovoï soûz*) élaborée par le linguiste russe Troubetzkoy dès 1923, et plus tard, par Jakobson (1929) qui essayait de prouver, grâce au principe phonologique, « *l'existence ontologique de l'Eurasie* », c'est-à-dire l'URSS autant qu'« *unité territoriale totale, organique, naturelle* » qui constituait un « *monde à part* » et possédait certaines caractéristiques qui l'unifiaient comme, par exemple, des traits ethniques, économiques, géographiques, linguistiques, etc. (le mouvement *eurasien*, Cf. Seriot, 1997 :213-214 ; 1993a :89-90). La théorie d'« *union des langues* », selon Troubetzkoy (1923 :116), présuppose les « *groupements des langues formés sur une base non génétique* ». Ces langues, étant « *géographiquement voisines* » et appartenant à un même « *domaine historico-culturel* », sont pourtant caractérisées par des similarités phonologiques, morphologiques, syntaxiques et

l'« effacement des distinctions nationales, en particulier des distinctions langagières » (Programme, 1961 :113) et une « langue commune » pour tous. Dans cette vision, la dominance est attribuée à la langue russe qui doit remplacer toutes les autres langues et les assimiler le plus possible (Cf. Lewis, 1972 :88).

Le dernier trait à cette glorification du russe est amené par Khrouchtchev lui-même. Lors de sa présentation du nouveau Programme du Parti de ce XXII^e Congrès, il érige le russe au rang de « *seconde langue maternelle* » de tous les peuples de l'URSS (XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'URSS, 1962 :217). Ce concept semble présupposer que tous les citoyens doivent devenir bilingues avec le russe et cette « nativisation » imposée renforce le prestige de l'unique langue russe.

En conclusion, ce Congrès est un tournant majeur de la PLS où le statut du russe se trouve renforcé (*lingua franca* de l'URSS) et où les langues non-russes se voient déniées leur valeur fonctionnelle, dans le domaine de l'éducation notamment. D'ailleurs, comme le souligne Lewis (1972), dès qu'une langue n'est plus utilisée dans l'enseignement, elle est destinée à s'affaiblir. Le russe devient donc une « marque distinctive (*priznak*) de premier ordre pour l'unité socialiste soviétique », un « symbole » de la « culture et du peuple soviétique » (Leclerc, 2008b).

II.2.3 Quelques remarques à propos de la période khrouchtchévienne

Il est hors de doute que, pendant les temps khrouchtchéviens, le rôle du russe s'accroît progressivement partout en Union Soviétique. Cela s'explique, d'abord, par les buts politiques et économiques du gouvernement soviétique tels que la reconstruction du pays d'après-guerre, l'industrialisation continue, l'urbanisation et la migration de la population. De plus, la centralisation du gouvernement et de l'administration à Moscou augmente l'importance du russe qui est de plus en plus perçu par les gens comme nécessaire pour la promotion politique et professionnelle (Cf. Kirkwood, 1991).

Pourtant, comme le considèrent la plupart de chercheurs⁷⁹, les conséquences des réformes et des lois khrouchtchéviennes sur les langues nationales sont assez atténuées par l'atmosphère relativement douce propre à la direction de Khrouchtchev en général. En effet, la théorie égalitaire de Lénine (même si elle n'est plus strictement observée en pratique) n'est pas rejetée officiellement et on peut toujours trouver des références à Lénine en la matière dans les documents gouvernementaux. Par ailleurs, les nouvelles conceptions soviétiques en matière de langues contiennent de nombreuses contradictions et ne sont pas encore mises sous forme de dogmes stricts. En ce qui concerne la promotion de la langue russe, Khrouchtchev lui-même est plutôt pragmatique : le rôle du russe est celui de la « *communication transnationale* », résultat naturel de la vie dans un état multiethnique ; c'est une langue de la science et de la technologie ainsi qu'une langue qui assure l'accès à la culture russe et mondiale (Cf. Kreindler, 1982a ; 1989). La majorité des recherches convergent sur ce point : il n'y a pas de russification agressive et pas de changements brusques (à l'exception de certains cas dont nous avons parlé précédemment, voir chapitre II. 2.2.1.) pendant la période khrouchtchévienne, au contraire, beaucoup de nations continuent de développer leurs langues et cultures à cette époque. Les langues nationales des républiques satellites bénéficient sous Khrouchtchev d'une plus grande liberté culturelle.

lexiques (Cf. Schaller, 1997 :200). Nous trouvons ici également l'idée de la diversité des langues et des cultures nationales qui, tout en préservant leurs particularités uniques, représentent, en leur totalité, une « *unité harmonique continue* » (Troubetzkoy, *ibid.*, p.118). Ainsi, l'idée de la « *fusion* » des nations et leurs langues est compatible avec la théorie du « Sprachbund » car ces langues (particulièrement, les langues slaves, voir Chapitre IV.3) sont appelées à fusionner dans l'avenir.

⁷⁹ Voir, par exemple, Lewis, 1972 :193 ; Lipset, 1967 :181-189 ; Kirkwood, 1991 :64 ; Kreindler, 1982a :15 ; 1989 :51-52 ; Olcott, 1985 : 196 ; Solchanyk, 1985 :74, etc.

Ainsi, comme le relève, par exemple, Solchanyk (1985 :74), le mouvement pour l'ukrainisation est réhabilité dans la RSS d'Ukraine dès 1956. Des revues ukrainiennes en histoire, économie, droit, littérature et linguistique voient le jour et la promotion de la culture nationale ukrainienne devient à nouveau une « activité légitime ». De même, dès la mort de Staline en 1953, les Kazakhs commencent à jouer un rôle plus important dans la politique culturelle de leur république, particulièrement en linguistique et en littérature. Même si la nouvelle terminologie internationale, c'est-à-dire russe, pénètre dans le lexique national (notamment dans le domaine scientifique), on observe également un intérêt renouvelé pour les anciens termes kazakhs qui doivent remplacer le lexique arabe et perse (voir *Qazaq Adebieti* №11 décembre 1981). Il y a même une tendance à remplacer les termes russes par les termes kazakhs ! (Olcott, 1985 :196). Selon Kreindler (1989 :51), beaucoup de termes nationaux éliminés pendant la période stalinienne sont réintroduits dans les langues nationales, et de nouvelles suggestions concernant les réformes d'orthographe et d'alphabets (même le retour à l'alphabet latin !) sont à nouveau prononcées publiquement (voir Henze, 1977 ; Bruchis, 1984). Dans certaines républiques soviétiques, le mouvement du renouvellement culturel atteint un niveau tel qu'il permet de développer les langues nationales (par exemple, dans la RSS d'Ouzbékistan) et la réflexion linguistique à leur propos (dans la RSS de Lettonie, Lituanie, Estonie). Enfin, l'introduction de la langue russe n'est pas réalisée immédiatement en pratique. Elle est retardée dans certaines républiques (par exemple, la RSS de Georgie, l'Azerbaïdjan, les républiques baltiques) en raison du fait que la grande majorité des acteurs pédagogiques sont persuadés que l'apprentissage de la LM a une « importance considérable » et doit être encouragé et soutenu (Lewis, 1972 :77).

Cependant, les langues des petits groupes ethniques sont sérieusement menacées : elles sont éliminées des écoles et les publications en ces langues cessent également (Cf. chapitre II.2.2.1; Kreindler, 1989 :52). Silver (1974) ajoute que la scolarisation en LM pour les nations d'une importance politique moins grande (comme celles des républiques autonomes, provinces et districts) est considérablement réduite. Cela concerne également la langue biélorusse qui perd largement sa position après les réformes de 1958-1959. Selon les données de Wexler (1985), en 1930-1935, 85% de tous les livres en Biélorussie sont en biélorusse contre 5% en russe ; en 1959, la proportion est de 43% et 57%. L'auteur ajoute qu'en 1962, dans certaines régions de la république, la presse en biélorusse est presque supprimée ; dans les années 1960, sur les 14 théâtres professionnels en Biélorussie seulement 3 jouent en biélorusse (Wexler, 1985 :47-48).

Nous voyons que les effets des réformes issues du centre de l'URSS ne sont pas les mêmes dans toutes les républiques. Ils dépendent de nombreux facteurs: politiques, socio-économiques, géographiques, etc. Nous ne pouvons donc pas parler d'un effet uniforme et concret sur les langues mais du caractère contradictoire de la période khrouchtchévienne. Si quelques républiques profitent de la politique moins stricte qui suivit la mort de Staline, les effets négatifs de la PL de l'époque sont tout de même évidents. Le résultat principal est donc un changement dans les statuts des langues soviétiques dont la conséquence est la primauté officiellement acceptée et progressivement mise en pratique de la langue russe. Le russe devient la *lingua franca* de l'URSS et sa position est justifiée théoriquement dans divers documents officiels. Dans cette nouvelle conception, il ne reste pas beaucoup de place pour les langues nationales, et même plus de place du tout pour celles des groupes ethniques, car leurs fonctions sont largement limitées. Comme l'expliquent les linguistes soviétiques eux-mêmes, une « nouvelle période » commence en 1956, la période qui est caractérisée par « **l'arrêt du développement des langues nationales**⁸⁰ (mais pas celles des républiques

⁸⁰ Dans le contexte de cette citation, les « langues nationales » signifient les langues des minorités ethniques.

titulaires) et le déplacement progressif (shift) vers le russe [...] ainsi que le rejet croissant de l'utilisation des langues nationales dans la correspondance officielle, dans le gouvernement et les institutions officielles...» (Dešeriev & Protčenko, 1969 :21, cité par Kreindler, 1982a :16). La nouvelle orientation de la PLS étant définie, il nous reste à analyser ses conséquences dans la période suivante de l'existence de l'URSS.

Chapitre III

L'ère brejnévienne et la veille de la Perestroïka (1964-1985)

« Alors que le socialisme est déjà développé et [...] [qu'] une nouvelle communauté historique —le peuple soviétique— est déjà apparue, le rôle de la langue russe en tant que langue de communication transnationale dans l'édification du communisme et dans l'éducation d'un homme nouveau s'accroît objectivement. La maîtrise courante de la langue russe au côté de la langue maternelle, acceptée volontairement comme apanage historique commun par tous les Soviétiques, favorise la consolidation ultérieure de l'unité politique, économique et spirituel du peuple soviétique »

Brejnev (1979), tiré de son allocution lors de la conférence scientifique et théorique « *La langue russe comme langue de l'amitié et de la coopération des peuples de l'URSS* » à Tachkent, 25-26 mai 1979

Les années 1964-1985 marquent une nouvelle période dans la vie politique et économique de l'URSS. Cette période, notamment celle des années 70, est caractérisée par une certaine stagnation politico-économique de l'Union ainsi que par le retour au « néostalinisme » : Brejnev (1964-1982) développe une politique plus stricte que Khrouchtchev. La politique de Brejnev s'avère particulièrement sévère et intolérante sur le plan idéologique, ce qui entraîne une idéologisation rapide du domaine culturel et éducationnel. Parallèlement, une politique de russification est largement déployée dans l'Union. Ces deux aspects de la politique brejnévienne servent à accomplir le but général du gouvernement et du Parti communiste : l'édification du « *socialisme développé* » et la formation de nouvelles générations de citoyens soviétiques, des « *hommes nouveaux* », obéissant aux directions du Parti et prêts à protéger la « *patrie socialiste* » (Cf. Khylya Hemour, 2009 : 7-10). Nous verrons quelles conceptions nationales et linguistiques sont développées pour soutenir la réalisation d'une telle politique, particulièrement, en ce qui concerne les nations soviétiques et leurs langues.

III.1 Conceptions nationales et linguistiques

III.1.1 Une nouvelle doctrine des « nationalités »

La théorie des « nationalités » de Brejnev, comme le considère Kreindler (1982a), unifie les idées de Staline et celles de Khrouchtchev, mais Brejnev ajoute à cette théorie ses propres idées originales qui forment une base plus solide pour soutenir et promouvoir la position supérieure de la langue russe. En effet, Brejnev abandonne complètement la formule « *nationale en forme, socialiste en contenu* » (le processus commencé par Khrouchtchev) et la remplace par une nouvelle doctrine qui proclame l'émergence d'une « *nouvelle communauté historique* », celle du « *peuple soviétique* ». Cette nouvelle formule paraît pour la première fois dans la résolution du Parti en 1969 ; en 1973, elle est déjà employée dans le guide des Décisions du Parti communiste ; en 1977, elle est mentionnée dans le préambule de la Constitution de l'URSS. Dès sa première apparition, la formule « *le Peuple Soviétique est une Nouvelle Communauté Historique* » devient une nouvelle formule de la théorie soviétique des « nationalités » et est reprise vigoureusement par les scientifiques et écrivains soviétiques (Cf. Kreindler, 1982a :17). Il faut dire que cette formule ne fait aucune référence à la « *forme nationale* ». Pour Brejnev, la « *culture soviétique* » est une « *culture socialiste en contenu, dans sa direction principale du développement, à multiples aspects dans ses formes nationales, et internationale dans son esprit et caractère* » (Brejnev, 1974, vol.4 :59-60, citée

par Kreindler, *ibid.*). Dans d'autres définitions, « *nationale en forme* » est absent complètement. Les scientifiques soviétiques continuent d'expliquer que les « *formes changent* » dans le temps tandis que « *l'attrait de l'apprentissage d'une langue commune de communication transnationale s'accroît parmi les peuples de l'URSS* » (Tavadov, 1973 :16, cité par Kreindler, *ibid.*). De plus, certains linguistes soulignent que « *sous certaines conditions, une langue non-maternelle auparavant peut elle-même devenir une forme de développement de la culture nationale* » (Fedoseev, 1972 :317, cité par Kreindler, 1982a :17 ; voir aussi chapitre II.2.1.). Ainsi, la nouvelle formule ne met plus en avant la diversité nationale des peuples soviétiques mais proclame l'homogénéité du « *peuple soviétique* », une communauté sans différences nationales et culturelles avec une langue commune qui doit se substituer à la langue maternelle ; cette langue étant évidemment la langue russe.

Lors du XXIV^e Congrès du Parti en 1971, Brejnev explique largement la nouvelle doctrine en précisant que cette « *nouvelle communauté humaine partage un territoire, un état, un système économique et une culture commune, le même but de construction du communisme et une langue commune* » (Materialy XXIV s"ezda KPSS, 1971 :76, cité par Smith, 1996 :10). Le concept du « *peuple soviétique* » émerge ici comme synonyme d'une nouvelle ère du « *socialisme développé* » qui prouve le progrès du Parti et de l'état dans leur politique de « *prospérité* » et de « *rapprochement* » des nations soviétiques (Cf. Smith, *ibid.*, p.10-11). Même si dans son discours Brejnev souligne que ce « *rapprochement se réalise dans des conditions de prise en considération attentive des particularités nationales et du développement des cultures nationales socialistes* », l'accent est tout de même mis sur l'éducation de « *tous les travailleurs dans l'esprit de l'internationalisme socialiste* », sur la « *cohésion monolithique* » du peuple soviétique multinational (XXIV^e Congrès du Parti Communiste de l'URSS, 1971 :101). De plus, l'émergence du « *peuple soviétique* » marque le but le plus attendu de la politique de l'Union : celui de la « *fusion* » de diverses nations dans une « *supranationalité* » (Grenoble, 2003 :59). Or, comme le souligne Kirkwood (1991), ce concept de « *supranationalité* » renvoie l'identité nationale au second plan, ce qui amène à la dévalorisation de l'identité ethnique et l'affaiblissement de son prestige. Pourtant, si la menace est réelle pour toutes les nations et groupes ethniques soviétiques, il n'en est pas de même pour le « *grand peuple russe* » dont le rôle « *remarquable* » et les « *qualités supérieures* » sont officiellement proclamés lors du même Congrès (Cf. Kirkwood, 1991 :65 ; Kreindler, 1982a :17) ; nous y reviendrons plus tard.

III.1.2 De l'inégalité des langues

En ce qui concerne la « *langue commune* » qui est une des caractéristiques de cette « *nouvelle communauté* », elle est unanimement reconnue et acceptée sans discussion :

« A la lumière de cette formulation fondamentale d'une grande importance théorique et pratique, il est devenu fortement nécessaire d'augmenter encore plus le rôle de la langue russe dans tous les domaines de la vie de la société soviétique » (Dešeriev, 1972 :90, cité par Kreindler, 1989 :52)⁸¹

« Cette nouvelle communauté historique est caractérisée par la communauté des domaines les plus importants de l'économie socialiste [...], par l'existence de la langue de communication transnationale, la langue nationale russe, que [...] tous les peuples soviétiques de nationalité non-russe apprennent et apprennent sans aucune contrainte [...] » (Sunik, 1971 :24)

Le rôle croissant de la langue russe dans la société soviétique est souvent justifié par les conceptions nationales et la politique générale du Parti et du gouvernement. Par exemple,

⁸¹ Dans toutes les citations du chapitre, les passages soulignés le sont par nous.

Sunik (*ibid.*, p. 24-25), voit le « rôle important » que « joue et jouera » le russe dans le « processus du rapprochement graduel des nations et groupes ethniques de l'URSS ». Isaev (1977a :11) souligne la grande importance du russe dans le « renforcement des contacts transnationaux des peuples soviétiques » ce qui est naturellement expliqué par les « besoins du progrès économique et culturel ». Brejnev lui-même justifie l'augmentation de l'importance du russe par la « croissance rapide des relations et de la coopération transnationales » (Brejnev, 1972 :22, cité par Isaev, *ibid.*).

En même temps, les discussions sur le destin des nations et groupes ethniques et de leurs langues continuent d'exister dans la société soviétique. Comme l'explique Kreindler (1982a :16), d'un côté, il y a des linguistes qui formulent les conceptions selon lesquelles certaines nations (ou groupes ethniques) sont sans avenir (*bezperspektivnye*) et, par conséquent, dont les langues sont destinées à disparaître⁸². Azimov, Dešeriev, Nikol'skij, Stepanov & Švejcer (1975), par exemple, en étudiant les régularités du fonctionnement et du développement des langues modernes du monde, précisent que :

« La vie linguistique de l'humanité moderne se développe vers une réduction de la quantité de langues, principalement, au détriment des langues sans écriture des petits groupes ethniques et la transition graduelle de ces groupes aux langues littéraires des grandes nations parmi lesquelles ils vivent » (Azimov et al., 1975 :11)

Il considère également que les langues les plus élaborées et les plus répandues influencent largement les langues des petits peuples « limitées dans leurs fonctions sociales ». De plus, l'accroissement des langues littéraires entraîne inévitablement la « disparition graduelle des dialectes territoriaux et argots » (Azimov et al., *ibid.*). En effet, la question des langues « développées » et « non-développées » semble intéresser les linguistes soviétiques. En général, comme on l'a vu, ceux-ci lient le niveau du « développement » des langues avec leurs « fonctions sociales »⁸³ et le niveau du « développement social » d'un certain peuple :

« Le niveau du développement social est considéré à juste titre par beaucoup de scientifiques comme un critère dans la détermination du niveau de développement d'une langue. Le peuple qui est à un niveau relativement bas de développement social ne peut pas posséder une langue développée [...]. Et inversement, les langues des nations civilisées ne peuvent pas être non-développées. Ainsi, il est possible de distinguer entre les langues développées et non-développées en rapport avec les niveaux de la production, de la science, de la technologie, de la culture et de la vie sociopolitique des peuples qui les parlent. » (Isayev, 1977b :309)

A lumière de cette conception, donc, le processus de la grande diffusion de la langue russe ainsi que la russification ou même la disparition des langues non-russes en Union Soviétique est totalement justifié car la langue russe est « la plus développée », « la plus répandue » et « la plus utilisée » avec les « fonctions sociales les plus développées » ce qui lui assure non seulement le statut de « langue transnationale » mais aussi celui de « langue internationale » (Azimov et al., *ibid.*, p.10).

D'un autre côté, cependant, il y a des linguistes qui essaient de protéger les langues nationales en argumentant que « chaque peuple veut [...] se sentir éternel » (Čalmaev, 1968 :276), que même les langues des plus petits groupes ethniques sont « précieuses » et

⁸² Par exemple, les linguistes Isaev, Agaev, Âničkov dans *Družba narodov*, 1967, 1 ; *Izvestiâ*, 1968, décembre 4 ; Sunik, 1971 :28 ; Dešeriev (1966) ; Isaev (1982), etc., Cf. Chapitre II.2.1.

⁸³ Comme nous le verrons par la suite, la théorie des « fonctions sociales » des langues est extrêmement importante dans la linguistique soviétique. Cette théorie est développée principalement dans les travaux de Dešeriev (les années 1960-1970) et reprise par la suite par d'autres linguistes. Il s'agit ici des « sphères d'emploi » des langues : leurs fonctions sociales plus ou moins nombreuses dépendent de leur utilisation dans divers domaines de la vie. Il est donc légitime de comparer et même d'opposer les langues selon leurs fonctions sociales. De plus, les linguistes peuvent intervenir pour modifier (augmenter ou diminuer) le nombre et la répartition des fonctions sociales des langues soviétiques (Cf. Seriot, 1986a :140-142).

« irremplaçables » si perdues (Tarakopân, 1967 :247), qu'il n'y a pas de réel besoin d'apprendre une langue seconde (Eligulašvili, 1968 :259) et que le concept même du russe comme « deuxième langue maternelle » est non-scientifique (Ûdahin, 1972 ; Avrorin, 1975, cité par Kreindler, 1982a :16, 30, note 24). Mais la défense explicite des langues nationales ainsi que la remise en cause du grand rôle du russe se raréfient dans les années 1970, au moment où la théorie nationale est déjà bien cristallisée et la position du russe renforcée.

Pour finir, il faut dire que la discussion sur la « valeur relative » et la discrimination des langues qui a commencé à la fin des années 50, continue pendant la période brejnévienne. Les linguistes soviétiques sont de plus en plus convaincus que l'égalité des langues ne peut pas exister. Comme l'exprime Dešeriev (1969 :122), la « réalité soviétique, la loi du développement de notre société a prouvé que la question de l'égalisation du niveau du développement de toutes les langues ne peut pas être envisagée » (cité par Kreindler, 1982a :21). D'ailleurs, Katanov, l'ancien Ministre de l'Education de la Kirghizie, est même plus expressif sur ce sujet quand il proclame qu'« en parlant de l'égalité des langues, nous prenons constamment en considération les besoins objectifs de notre pays multinational, qui a choisi la langue russe » (RÁÑŠ, 1972, 1 :21, cité par Kreindler, *ibid.*). Ainsi, encore une fois l'attention est focalisée sur la langue russe qui commence à occuper une place « légitime » comme langue supérieure parmi d'autres langues soviétiques tandis que les langues non-russes n'ont plus de bases théoriques fortes⁸⁴ et sont complètement dépendantes d'une nouvelle direction dans la PL prise par le gouvernement et le Parti. Nous reviendrons plus tard sur le sujet de l'inégalité des langues dans le discours linguistique soviétique pour montrer les arguments justifiant la place privilégiée du russe.

III.2 Aménagement du statut des langues soviétiques

A la lumière de ces nouvelles conceptions linguistiques nationales, l'aménagement du statut des langues soviétiques prend une autre forme qui reflète des différences d'attitudes envers la langue russe et les langues non-russes. Le processus d'aménagement suit donc le cours de la russification entrepris précédemment et, par conséquent, renforce la position de la langue russe dans toutes les républiques soviétiques tandis que les langues nationales s'affaiblissent de plus en plus. Cette approche « instrumentaliste » de la PLS pendant la période brejnévienne peut s'expliquer par plusieurs raisons politiques parmi lesquelles la plus importante est l'intégration de divers groupes nationaux dans une nation homogène (« *peuple soviétique* ») pour le développement économique effectif et le renforcement militaire de l'Union. De plus, la promotion de la langue russe est indispensable parce qu'un processus ethnodémographique « indésirable » menace de réduire la population russe à moins de 50% de la population totale de l'URSS, ce qui signifierait que les Russes deviendraient une minorité en Union Soviétique (Cf. Solchanyk, 1982 :116 ; Vardys, 1982 :124).

III.2.1 Progression du statut du russe

Plusieurs facteurs favorisent l'amélioration du statut de la langue russe partout en URSS. Ils expliquent également les nouveaux rôles et les nouvelles fonctions que remplit cette langue dans la vie de la société et de chaque citoyen soviétique. Les nouveaux rôles du russe sont si nobles et ses caractéristiques se révèlent si particulières que la langue russe (ou la « *grande langue russe* », GLR) devient elle-même un objet d'admiration profonde de la part des

⁸⁴ Même si la théorie de Lénine n'est pas critiquée directement et les documents officiels ainsi que les articles linguistiques font toujours référence à ses œuvres, la PL léniniste est tout de même désapprouvée par certains linguistes, particulièrement, sa promotion de l'alphabet latin et sa théorie de « l'égalité absolue des langues » (Cf. Kreindler, 1982a :16-17, 21).

acteurs de la PLS. Les résultats de cette « sacralisation » de la GLR apparaissent dans les écrits linguistiques et paralinguistiques sous forme d'une louange incessante et constituent ce que Seriot (1983, 1984) appelle le « Discours soviétique sur la langue » (DSL). Dans le processus de notre analyse, nous examinerons successivement les facteurs qui ont joué dans la progression de la GLR et essaierons d'analyser des extraits du DSL qui nous semblent pertinents.

III.2.1.1 Le « grand peuple russe » (*velikij russkij narod*)

Pendant l'ère brejnévienne la glorification du « grand peuple russe » et, par conséquent, sa langue, atteint son apogée. Comme l'exprime Kreindler (1989), cette louange dépasse celle des années staliniennes et sa rhétorique rassemble davantage à l'éloquence de la campagne de russification dans les dernières décennies du régime tsariste.

Lors du XXIV^e Congrès du Parti en 1971, Brejnev lui-même proclame le grand rôle et les qualités supérieures du peuple russe parmi les autres peuples de l'URSS en utilisant de nombreux évaluatifs positifs pour renforcer l'aspect valorisant de son propos. Notons que ce discours employant des phrases constatatives et des syntagmes nominaux vise à créer l'impression d'un discours universel et naturel ce qui est un trait éminent de l'idéologie, l'émetteur lui-même étant un « *porte-parole* d'un "locuteur collectif" » (*cf.* le possessif « *notre* »)⁸⁵. Par ailleurs, les énoncés nominalisés sont préconstruits et témoignent de la polyphonie :

« Dans la formation, consolidation et le développement de cette union puissante des peuples égaux, qui ont pris la voie du socialisme, toutes les nations et groupes ethniques de notre pays ont joué leur rôle, mais, en premier lieu, le grand peuple russe. (*Applaudissements.*) Son énergie révolutionnaire, son abnégation, sa diligence, son internationalisme profond lui ont attiré à bon droit le respect sincère de tous les peuples de notre Patrie socialiste. (*Applaudissements continus.*) » (*XXIV^e Congrès du Parti Communiste de l'URSS, 1971 :100-101*)

Cette rhétorique est reprise instamment par tous les autres documents officiels ainsi que par des linguistes et scientifiques soviétiques. Désormais la glorification du « grand peuple russe » est réitérée non seulement dans les documents du Parti en devenant, de cette manière, une doctrine (*Cf.* Kreindler, 1982a), mais aussi dans les journaux, les revues (notamment, linguistiques et pédagogiques), les manuels et divers matériaux pédagogiques, les œuvres littéraires, etc. Cette glorification, dans les termes de Vardys (1982 :124), élève d'une manière « presque institutionnelle » le statut de la nationalité russe, une « nationalité impériale ». Comme on peut s'y attendre, l'élévation du statut du peuple russe entraîne inévitablement l'augmentation du statut de la langue russe car, dans la conception soviétique, la langue est identifiée au peuple qui la parle, elle est un « miroir » du peuple, son « expression », son « reflet » (*Cf.* Seriot, 1983 :121 ; 1986a :132). Ainsi, toute la glorification de la langue russe prend ses origines dans la glorification du « *grand peuple russe* », autrement dit, il existe une « relation causale » entre les deux, qui « unit la "vie" du peuple à celle de sa langue » (Seriot, 1984 :71). Nous prendrons plusieurs exemples pour illustrer ce lien et montrer des « qualités supérieures » du « *grand peuple russe* » qui permettent de faire de sa langue la « *Grande Langue Russe* » (désormais GLR).

La conception de GLR, qui est la langue du « *grand peuple russe* » est introduite en 1945 par le célèbre linguiste soviétique Vinogradov qui recourt à la réitération stylistique de l'adjectif « grand » et de ses dérivés pour renforcer l'effet de ses arguments :

« La puissance et la grandeur de la langue russe sont un témoignage irréfutable des grandes forces vitales du peuple russe, de sa haute culture originale et de son grand destin historique. La langue russe est unanimement

⁸⁵ *Cf.* Seriot, 1985 :70, 248 ; Maingueneau, 1991 :109-110 ; Matthey, 2008 ; Reboul, 1980 :91-92.

reconnue comme la grande langue d'un grand peuple.» (in Kostomarov, 1975 : 81, sans indication de page, citée par Seriot, 1984 :70)

Dorénavant des linguistes soviétiques reprennent cette précision et la mettent en valeur dans leurs écrits, comme, par exemple, Isaev (1977a) dans son article dédié aux problèmes nationaux et langagiers en Union Soviétique :

«Etant la langue de la nation la plus développée parmi toutes nations et groupes ethniques, qui [la nation] a contribué fondamentalement aux transformations socialistes dans notre état et, par cela, a gagné l'amour et le respect de tous les autres peuples, la langue russe est naturellement devenue la langue de communication et coopération de tous les peuples en temps du socialisme [...]» (Isaev, 1977a :9)

Notons l'emploi de la modalité épistémique (« est naturellement devenue ») qui sert non seulement à rendre son discours plus convaincant mais également à réfuter par avance un énoncé contradictoire possible.

Ensuite, si la GLR est choisie « volontairement » par les autres peuples soviétiques comme « *langue de communication transnationale* », cela signifie qu'il existe des caractéristiques « objectives » du peuple russe qui le rendent supérieur et, par conséquent, permettent d'élever aussi sa langue parmi les autres langues de l'Union (Cf. Seriot, 1984). Ainsi, le même linguiste soviétique explique la transformation du russe en « *langue de communication transnationale* » par les facteurs « *concrets et historiques objectifs* »⁸⁶ suivants :

« 1. La grande prépondérance numérique de la nation russe sur les autres peuples [en 1970, les russes constituent 53% sur toute la population de l'URSS ; environ 60% de toutes la population considèrent la langue russe comme langue maternelle].

2. Une large dissémination des Russes sur tout le territoire de notre pays [la langue russe est la plus répandue parmi les peuples slaves et non-slaves].

3. La proximité de la langue russe avec les langues des autres deux nations : ukrainienne et biélorusse qui constituent 33% de la population de notre pays et n'ont pas de difficultés particulières dans l'apprentissage du russe⁸⁷ [...].

4. Le rôle particulier du peuple russe dans le processus économique et culturel dans le passé et, notamment, après la victoire de la Révolution d'Octobre [...].

5. La langue russe, étant le plus grand apanage de la culture spirituelle du peuple russe, est considérée de bon droit comme une des plus riches langues du monde [...]. » (Isaev, *ibid.*, p. 9-10)

Parmi d'autres « *facteurs objectifs* » énumérés par des linguistes soviétiques, nous trouvons, par exemple, le rôle du « *grand peuple russe* » qui était le « *premier à créer un état socialiste de type nouveau* » (l'URSS), la grande valeur de la langue russe comme « *langue de paix et d'amitié des peuples de l'URSS et des ouvriers du monde entier* », comme « *langue de la lutte pour la paix, pour le désarmement général et total* », etc. (Karpenko & Semenov, 1980 :49).

⁸⁶ Pour les « *facteurs objectifs* », voir aussi Ivanenko (1984 :21) ; Ivanov, 1978 :5-6 ; Uspenskij (1978 :14), etc.

⁸⁷ Ironiquement, l'auteur cite ici Lénine qui affirme qu'il n'y a pas besoin d'une langue officielle dans l'Union Soviétique car « plus des sept dixièmes de sa population appartiennent à la famille des peuples slaves, qui, s'il existait un enseignement libre dans un Etat libre, parviendraient sans difficulté, en raison des exigences de la circulation économique, à se comprendre sans qu'il existe aucun privilège " officiel " en faveur de l'une des langues » (Lénine, 1913/1973, vol. 23 :317). L'auteur utilise la même citation pour prouver la supériorité de la langue russe ce qui est contraire à la conception de Lénine ! D'ailleurs, de telles déformations de la théorie léniniste ne sont pas rares chez linguistes des années 1960-1980.

Cette liste des « facteurs objectifs » est bien résumée par la conclusion de Šermuhamedov (1980) qui affirme que « *c'est la vie elle-même qui suggère combien il est important pour tous les citoyens de l'URSS de savoir le russe* » (Šermuhamedov, 1980 :8, cité par Seriot, 1984 :71). Voilà une conclusion « rationnelle » attendue par tous ceux qui travaillent pour la promotion de la GLR et l'assimilation d'autres peuples !

La richesse de la GLR est également justifiée par la « *richesse* » du « *grand peuple russe* » : c'est la langue du peuple ayant un « *héritage culturel riche* », possédant les « *chefs-d'œuvre de la littérature russe* », étant un peuple de « *talent et d'originalité* » ayant une tradition « *poétique et populaire riche* »; c'est la langue de Lénine qui est le « *titan de l'idée scientifique, le vrai leader des peuples, le révolutionnaire ardent* », etc. (Isayev, 1977b :300 ; Karpenko & Semenov, 1980 : 48-49). De plus, la GLR est la « *plus démocratique* » des langues car elle reflète « *l'avancée* » du peuple russe qui « *a devancé les autres peuples dans la voie de la transformation révolutionnaire de la société* » (in Budagov, art. « Langue et Société », *Encyclopédie du Russe*, cité par Seriot, 1984 : 72). De même, la GLR est la « *meilleure* » des langues parce qu'elle « *présente la meilleure adéquation au réel par le meilleur des peuples* ». C'est la GLR qui a servi au peuple russe (à la manière de l'Adam biblique) à nommer les choses en faisant de lui un maître du monde (Cf. Seriot, *ibid.*, p.72-73 ; Karpenko & Semenov, *ibid.*, p.56).

La GLR est donc si puissante et si parfaite que le peuple russe a bien de la « chance » de la posséder :

« Il s'est trouvé (*polučilos' tak*) que c'est de la langue la plus riche et la plus parfaite qu'ont été dotés les peuples du pays qui a ouvert la voie vers un avenir meilleur et qui a pris la tête du progrès de l'humanité. Rare justice de l'Histoire, comme on le voit » (Kostomarov, 1975 :110, cité par Seriot, *ibid.*, p.73)

Mais c'est aussi la langue russe qui a la « chance » d'être parlée par le « *grand peuple russe* » qui a des qualités merveilleuses et dont les réussites sont dignes d'admiration :

« La langue russe est apparue et s'est développée sous une heureuse étoile : elle s'est trouvée l'apanage de l'un des plus grands peuples du monde, grand aussi bien par sa taille, par sa géographie et les dimensions du territoire qu'il occupe, que par ses réalisations historiques et son avancée culturelle. » (Kostomarov, *ibid.*, p.106, cité par Seriot, *ibid.*)

Nous remarquons cette « chance mutuelle » que possèdent le « *grand peuple russe* » et la GLR par la volonté de « l'Histoire » elle-même ce qui est exprimé par l'auteur à l'aide de nombreux superlatifs et par un élément poétique de métaphore dans l'expression « [être né] sous une heureuse étoile ». Evidemment, cette « chance » rendent le peuple et la langue russes bien plus élevés non seulement parmi les autres nations soviétiques mais aussi parmi les nations mondiales, au plan international, compte tenu du rôle « *progressif* » du peuple russe dans « *toute l'humanité* ».

Enfin, il est intéressant de noter que les louanges destinées au « *grand peuple russe* » et à la GLR sont particulièrement nombreuses de la part des allophones : des écrivains, des poètes et des savants originaires d'autres nations soviétiques considérées comme « *peuples attardés* ». Ceux-ci expriment leur reconnaissance au peuple russe qui les a délivré de leur « retard » culturel et scientifique grâce à la GLR :

«Il faut apprendre le russe. Le peuple russe possède la raison et la richesse, une science développée et une haute culture. Etudier le russe, aller à l'école russe, apprendre la science russe, tout cela nous permettra d'emprunter les meilleures qualités de ce peuple, car il a avant les autres découvert les secrets de la nature. [...] Connaître le russe, cela signifie ouvrir les yeux sur le monde.» (Abaj Kunanbaev, 1845-1904, poète kazakh «progressiste», cité dans le recueil *La langue russe dans les républiques nationales de l'Union Soviétique*, publié par Dešeriev, 1980 :7, cité par Seriot, 1984 :74)

Remarquons que les linguistes soviétiques citent souvent (comme ci-dessus) des poètes « progressistes » de l'époque tsariste pour montrer que les peuples allogènes ont toujours eu une grande aspiration à apprendre le russe et que leur « rattachement » à l'Empire russe a été un « facteur de progrès », en faisant, de cette manière, une « dissociation déculpabilisante » entre le "peuple russe" et le "régime tsariste" (Cf. Seriot, 1984 : 75 ; voir aussi Beloded, 1981 :72 ; Isaev, 1977a :9 ; Ivanenko, 1984 :21). La GLR pour les « peuples attardés » devient donc la langue qui découvre les « *trésors des connaissances* », qui apporte la « *lumière* » et même donne la vie :

« C'est pourquoi, avec amour et gratitude, le poète ouzbèk Tulkin Radžabi décrit la langue maternelle de Lénine dans sa poésie "La langue russe" :

*Notre maître Lénine,
Les vieux et les jeunes connaissent ta langue depuis l'école.
Elle est la clef en or des trésors des connaissances,
Nous l'utilisons pour parler d'amitié humaine.
Chacun dans le monde est réchauffé par ses mots
Pour nous, elle est l'air, et l'humidité, et la lumière ! »*
(Karpenko & Semenov, 1980 :51)

Notons la manière dont l'idéologie vise ici à persuader le destinataire : elle se sert de poésie qui, dans ce cas, est « un des ses masques » (Cf. Reboul, 1980 :120). L'utilisation abondante de métaphores qui associent la GLR à tout ce qui est indispensable pour la vie humaine vise à produire le plus fort effet sur les destinataires.

Ajoutons un autre trait particulièrement intéressant du DSL : c'est l'amour de la langue russe par les non-russophones. Même si la GLR n'est que la « *deuxième langue maternelle* » pour eux, nous trouvons tout de même une passion extraordinaire pour cette langue exprimée par des allophones. De plus, si la GLR est devenue cette « *deuxième langue maternelle* », cela signifie que la Russie, elle aussi, est devenue leur « *mère* ». Ainsi, l'amour de la langue russe trouve sa culmination dans la demande d'« *adoption* » exprimée par un écrivain du Daghestan d'une manière extrêmement expressive et pathétique en recourant au lexique religieux :

« Les peuples du Daghestan ressentent à chaque instant un attachement pour cette langue, au sujet de laquelle l'écrivain Âk Effendi Kapiev a prononcé ces paroles remarquables :

‘Ô Grande langue russe! Je me tiens devant toi à genoux : adopte-moi et bénis-moi !’

Ce n'est pas seulement une phrase imagée : on trouve dans cette phrase tout l'amour des Daghestanais pour la langue russe, qui les unit aussi bien entre eux qu'avec les autres peuples de notre immense pays. » (Gamzatov, 1983 :247, cité par Seriot, 1992 :197)

Voilà donc comment la position supérieure de la langue russe est justifiée « objectivement ». Le rôle « irremplaçable » du « *grand peuple russe* » dans la vie des « peuples attardés » est également reconnu et apprécié par ces peuples. Le peuple et la langue russes deviennent ainsi un symbole du progrès et de la réussite, le « messie » pour les autres peuples. Ils se trouvent « de bon droit » au sommet de la hiérarchie nationale et linguistique soviétique, que tous les autres peuples doivent atteindre sans arriver à s'en approcher. Pourtant le seul fait d'être la langue du « *grand peuple russe* » n'explique pas encore toute la « grandeur » de la langue russe. Il existe bien d'autres facteurs qui la rendent « grande » et qui lui offrent de nouveaux rôles dans la société soviétique. Nous les examinerons par la suite.

III.2.1.2 La « grande langue russe » (*velikij russkij âzyk*), pourquoi est-elle grande ?

La GLR est « grande » non seulement parce qu'elle est la langue du « *grand peuple russe* », mais aussi par ses autres caractéristiques intrinsèques. Quelles sont donc les fameuses particularités de la langue russe qui la rendent si différente des autres langues et lui permettent d'occuper une position supérieure dans le système linguistique soviétique ?

III.2.1.2.1 C'est la « plus riche » et la « plus puissante »

Premièrement, la langue russe, comme l'affirment des linguistes soviétiques, est plus riche et plus puissante que d'autres langues :

« Le russe est une des langues les plus riches et les plus expressives du monde » (Šermuhamedov, 1975 :3, cité par Seriot, 1986a :126)

« Des générations de scientifiques russes, d'hommes d'Etat et de personnalités publiques, d'écrivains et d'hommes de culture, par leur travail, par leur créativité, ont élevé la langue russe littéraire à sa perfection. Et elle est, en vérité, une des langues mondiales les plus développées qui est caractérisée par une série des qualités phonétiques, structurelles, lexicales et stylistiques. » (Karpenko & Semenov, 1980 :52)

Cette « richesse » est reflétée, comme le considèrent Karpenko & Semenov (1980), dans le système phonétique du russe qui est caractérisé par l'« *harmonie, la douceur, la tonalité riche, la mélodie* » ; ensuite, dans ses abondantes capacités morphologiques et de formation des mots ; et enfin, dans les moyens syntaxiques et stylistiques, etc. Mais la « richesse » de la GLR est surtout visible dans son vocabulaire : la « *richesse lexicale et phraséologique de la langue russe littéraire, son exactitude et son expressivité* » sont souvent le sujet des panégyriques de cette langue par diverses personnalités. En finissant d'énumérer les hautes qualités de la langue russe, les auteurs concluent « logiquement » que, dans une telle « *solidarité multiethnique des peuples de l'URSS* », seule une langue « *aussi riche, expressive, multifonctionnelle stylistiquement qui a gagné la reconnaissance et le respect des peuples et qui suscite l'admiration par sa beauté, précision, clarté et richesse lexicale et phraséologique* » que la langue russe aurait pu devenir la langue de « *communication transnationale et d'unité internationale de la famille des nations soviétiques* » (Karpenko & Semenov, *ibid.*, p.52-57 ; voir aussi Ivanenko, 1984 :21-22).

Pour argumenter la « richesses » et la « puissance » de la GLR, des linguistes soviétiques citent dans leurs écrits différentes sources « compétentes ». Ce sont, d'abord, les « classiques du marxisme » (Marx et, particulièrement, Engels) dont les mots servent de soutien pour les arguments en faveur du russe (Cf. Seriot :1984 :59, 66) :

« La langue russe, étant le plus grand apanage de la culture spirituelle du peuple russe, est considérée de bon droit comme une des plus riches langues du monde. F. Engels, maîtrisant la langue russe, soulignait que la langue russe "mérite absolument d'être étudiée", que "c'est une des plus puissantes et des plus riches des langues vivantes...". "Que la langue russe est belle !—écrivait-il.—Tous les avantages de l'allemand sans son horrible grossièreté". » (Isaev, 1977a, p. 9-10)⁸⁸

Notons l'utilisation de l'expression « *de bon droit* » qui rend la modalité épistémique du propos et en même temps confirme un énoncé antérieur ainsi que des syntagmes nominaux (« *le plus grand apanage de la culture spirituelle du peuple russe* ») qui renvoient à la

⁸⁸ Il faut dire que les linguistes soviétiques aiment bien citer ces mots d'Engels pour montrer la supériorité de la GLR sur d'autres langues mondiales, particulièrement, occidentales.

polyphonie : cette caractéristique de la GLR est réitérée partout dans des écrits linguistiques et paralinguistiques de l'époque.

Ensuite, ce sont les étrangers qui expriment leur admiration pour le russe. Ainsi, Budagov (1977), en caractérisant l'intérêt de la langue russe en Angleterre, cite Bowring (1821), le traducteur de la poésie russe :

« Dans la préface à son anthologie, D. Bowring présentait le russe comme "une langue harmonieuse, pleine de rythme, diverse dans ses sonorités et possédant toutes les qualités poétiques nécessaires". L'auteur du livre appelait le russe "l'une des plus riches, sinon la plus riche langue d'Europe". » (Budagov, 1977 :8)⁸⁹

Des linguistes s'appuient également sur les paroles des grands écrivains russes « classiques » (tels que Gogol, Herzen, Gorki, Tourgueniev, etc.), particulièrement, en ce qui concerne la comparaison du russe avec les autres langues occidentales (Cf. Seriot, 1984) :

« La parole du Britannique porte en elle la connaissance du cœur humain et une sage expérience de la vie; la parole éphémère du Français brille et s'évanouit comme un dandy estival; l'Allemand forge de façon alambiquée sa parole savante et décharnée, qui n'est guère accessible à tous; mais il n'est pas de parole qui soit aussi hardie, vive, qui vienne autant du cœur, qui soit aussi bouillonnante et pleine d'ardeur, qu'une parole russe dite avec justesse. » (N.V. Gogol, *O.C.*, Moscou-Leningrad, 1947-1952, t.6, p. 109, in Šermuhamedov, 1980:51, citée par Seriot, 1984:66)

« La langue russe est inépuisablement riche et enrichit tout avec une rapidité frappante. [...] Crois son peuple qui a créé la puissante langue russe, crois ses forces créatrices. » (Gorki, sans indication d'année et de page, citée par Karpenko & Semenov, 1980 :56)

Enfin, on peut trouver la référence aux révolutionnaires-démocrates russes du XIXe siècle (Dobrolioubov, Belinski, etc.) qui décrivent la GLR avec un pathos particulier :

« La langue russe est extraordinairement riche, flexible et pittoresque pour exprimer des concepts simples, naturels... Le fait que la langue russe est une des plus riches langues du monde est hors de doute. » (Belinski, sans indication d'année et de page, citée par Karpenko & Semenov, 1980 :56)

On ne s'étonnera pas de rencontrer un grand nombre de citations consacrées à la « *richesse* » et la « *puissance* » de la GLR dans les écrits des linguistes soviétiques de l'époque mais ce que nous frappera c'est l'absence de « critères de mesure », selon Seriot (1984 :61), qui pourraient permettre « d'effectuer un calcul comparatif entre deux langues ». En effet, il semble que la « *richesse* » de la langue russe se manifeste surtout au niveau lexical (car la langue, dans la conception linguistique soviétique est une « nomenclature », un « stock de mots nommant les choses » (Cf. chapitre I.3.1.3.) et au niveau stylistique ce qui signifie ici qu'il existe en russe « plusieurs formes pour un même sens » (Cf. Seriot, *ibid.*). Ainsi, compte tenu de ces conceptions sur la « *richesse* » lexicale et stylistique de la GLR, nous revenons sur la même conception de l'inégalité des langues dont nous avons parlé précédemment : il s'ensuit qu'il existe des « langues riches » et des « langues pauvres »⁹⁰. Le niveau de la « *richesse* », comme nous le verrons par la suite, est déterminé principalement par le fonds lexical des langues.

⁸⁹ La traduction de cet extrait est emprunté chez Seriot, 1984 :60.

⁹⁰ Selon Seriot (1984 :61, 1986a :128), cette problématique est issue de la linguistique romantique de la première moitié du XIXe siècle en Europe ce qui permet de faire une hypothèse que le DSL est le « prolongement direct de la linguistique romantique, puis comparative, figée dans l'état que pouvaient en connaître Marx et Engels ».

III.2.1.2.2 Elle à le pouvoir de tout nommer

En parlant de la « *richesse* » lexicale du russe, des linguistes soviétiques soulignent que, grâce à ses moyens expressifs, cette langue permet de décrire la réalité avec le plus de clarté et de précision :

«Savoir exprimer sa pensée de façon claire et précise est l'une des qualités essentielles de celui qui parle une langue, y compris le russe. Remarquons tout particulièrement à ce propos que l'immense richesse lexicale du russe, ses moyens expressifs permettent de le faire toujours, dans toutes les occasions.» (Šermuhamedov, 1980 :210, *cité par* Seriot, 1984 :62)

De plus, c'est une langue parfaite car elle permet de « tout dire et de tout nommer ». En effet, il y a « un mot pour chaque chose » en russe ce qui la « différencie » des autres langues et la positionne au-dessus d'elles ; le russe est donc célèbre parce qu'il possède des « concepts universels » (*Cf.* Seriot, *ibid.*). Cet « universalisme », comme nous le voyons, est rendu par l'utilisation répétée des hyperboles (« *immense* », « *toujours* », « *toutes* », « *tous* », etc.) ce qui est également un trait du discours idéologique (*Cf.* Reboul, 1980) :

«Parmi les nombreuses propriétés du russe littéraire moderne, il faut avant tout dégager les suivantes: 1) la capacité d'exprimer toutes les connaissances accumulées par l'humanité dans tous les domaines de son activité,

2) une grande généralité sémantique, d'où découle que le russe littéraire trouve son utilisation dans toutes les sphères de la communication. [...]» (Filin, art. « Langue russe », *Encyclopédie du Russe, cité par* Seriot, *ibid.*)

La GLR, comme le considèrent des linguistes soviétiques, peut exprimer le réel dans sa totalité le plus précisément et le plus pleinement qu'il s'agisse d'idées simples ou de concepts les plus complexes. Toute ambiguïté étant absente, il existe donc une représentation parfaite du monde en langue russe car il y a ici une adéquation absolue des mots aux choses (*Cf.* Seriot, *ibid.* ; Seriot, 1986b). C'est ce facteur qui différencie principalement la langue russe des autres langues non seulement soviétiques mais également mondiales⁹¹.

III.2.1.2.3 Elle est le riche reflet d'une réalité riche

Puisqu'il existe une adéquation parfaite des mots aux choses en langue russe, cette langue non seulement reflète la réalité mais la reflète mieux que les autres langues, et cela est bien visible dans le fonds lexical de ces langues :

« Le fonds lexical des différentes langues des peuples de l'U.R.S.S. reflète à des degrés différents le développement de la science, de la technique, de la culture matérielle et spirituelle des peuples de l'U.R.S.S. » (Tumanân, 1977 :66, *cité par* Seriot, 1986a :128)

Il s'ensuit alors qu'il ne peut pas avoir une « égalité totale » entre les langues (*Cf.* chapitre III. 1.2.), mais bien une hiérarchie. La « *linguistique marxiste* » du discours soviétique a une « conception discriminatoire de la pluralité des langues » (*Cf.* Seriot, *ibid.*, p.127). Cette conception est expliquée, par exemple, par le linguiste Budagov (1983), qui construit ses arguments de manière très polyphonique :

« Tous ces jugements anti-historiques ont été et restent à l'heure actuelle non seulement erronés, mais encore dangereux : ils s'accompagnent habituellement d'affirmations démagogiques sur l'égalité totale de toutes les langues et chez tous les peuples. L'égalité génétique des langues est un fait indiscutable. Mais, cela va sans dire, ce fait n'exclut en aucune manière le degré divers de développement des différentes langues, car chaque langue

⁹¹ Pour la comparaison de la langue russe avec les autres langues mondiales, particulièrement, celles de l'Europe occidentale, voir Seriot, 1984 :62-63, 65-67, 69.

est liée à toute la culture de son peuple, culture dont le niveau est toujours conditionné historiquement. [...] Cette thèse est la base de la linguistique historique marxiste» (Budagov, 1983a :6 ; 99, *cité par Seriot, ibid.*, p.128)

Ainsi, en Union Soviétique, les langues ne se développent pas à la même vitesse ce qui relève, toujours selon Seriot (1984 :68), d'une « conception organiciste de la langue ». Cela signifie que les acteurs de la PLS peuvent décider de fournir des conditions favorables pour les langues « retardées » dans le but de leur épanouissement mais seulement par la « greffe, ou l'ensemencement par le russe » (Seriot appelle ces procédés le « jardinage linguistique », voir Seriot, *ibid.*, p. 68, 79).

Nous trouvons que l'inégalité des langues en URSS est également expliquée par la « théorie du reflet ». La GLR est « riche » parce qu'elle reflète une réalité riche ce que les autres langues ne peuvent pas faire (par exemple, tous les mots et concepts nouveaux concernant la politique marxiste-léniniste et le progrès de la société soviétique). De plus, puisque la langue russe reflète mieux que les autres langues, ses « fonctions sociales » sont plus diversifiées et, par conséquent, elle se distingue parmi les autres langues soviétiques (particulièrement, quand il s'agit de leur « culture esthétique ») :

«Toutes les langues n'ont pas les capacités objectives socialement conditionnées pour refléter pleinement toutes les sphères d'activité humaines dans lesquelles se manifeste la culture esthétique. Par conséquent, pour des raisons objectives, toutes les langues ne peuvent pas élargir notablement leurs sphères d'appréhension esthétique, de transformation et de perfectionnement de la réalité dans la communication de masse. [...] Toutes les langues des peuples de l'URSS n'ont pas développé et ne peuvent développer, pour des raisons sociales objectives, leurs fonctions sociales au point de pouvoir refléter totalement toutes les sphères de l'activité humaine dans lesquelles se manifeste la culture esthétique. » (Dešeriev, 1982 :30 ; 31, *cité par Seriot, 1984 :69-70*)

Il faut dire que les deux extraits cités ci-dessus peuvent être considérés comme de bons exemples d'un discours idéologique car, censé être un discours scientifique (linguistique), ce discours vise également à légitimer la politique du pouvoir en matière des langues, il vise à justifier le statut inférieur des langues nationales et celle des groupes ethniques et, par conséquent, la domination de la GLR (*Cf. Reboul, 1980*).

Nous pouvons conclure que des linguistes soviétiques expliquent la « richesse » et la « puissance » de la GLR par ses « caractéristiques intrinsèques », telles que son « adéquation parfaite » des mots aux choses, sa capacité de tout nommer et de refléter la « réalité objective » mieux que les autres langues⁹². De plus, le fait d'être la langue du « grand peuple russe » ajoute une importance considérable à l'autorité de cette langue. Tous ces « critères objectifs » permettent de justifier la position supérieure qu'occupe la GLR parmi les autres langues soviétiques. Ils expliquent également les nouveaux rôles du russe dans la société soviétique dont nous parlerons dans la section suivante.

III.2.1.3 Nouveaux rôles de la langue russe

Nous avons déjà noté que le russe est devenu la « langue de communication transnationale » pour tous les peuples soviétiques ainsi que la langue de la science, technologie et culture. Pourtant, grâce à la proclamation constante de ses « qualités supérieures », la GLR prend aussi de nouveaux rôles dans la société soviétique qui, comme le décrit Kreindler (1982a :18), sont marqués par une certaine « spiritualité » ou même un « mysticisme ». Selon l'auteur, ces rôles peuvent être divisés en trois catégories majeures.

⁹² Pour une explication intéressante des « avantages » de la GLR comme langue slave avec une « tradition littéraire et langagière la plus longue et continue », voir aussi Troubetzkoy (1927, chapitre VI).

1. Premièrement, la GLR n'est plus seulement un instrument « neutre » de communication, mais son contenu même possède le message du communisme ce qui lui offre un avantage psychologique profond. La langue russe est considérée comme « *moyen le plus effectif* » pour l'éducation des peuples soviétiques dans « *l'esprit de l'internationalisme et du patriotisme soviétique* » car cette langue « *possède en elle-même l'idéologie* » (RÁNSĚ, 1972, 1 :79 ; 1976 :1 :3, 5 :9 ; 1977, 4 :9, *cité par* Kreindler, 1982a :18). Des linguistes soviétiques présentent donc cette fonction informative et éducative du russe comme fonction très importante dans la formation de nouvelles générations des communistes dans le monde entier :

« Après la victoire de la Révolution d'Octobre, une nouvelle étape est commencée dans la progression de l'influence mondiale du russe. Cette influence est renforcée grâce au triomphe du socialisme en URSS, quand la langue russe est devenue la "source de diffusion dans le monde entier des idées et des concepts d'une nouvelle structure de l'Etat, de l'internationalisme et de l'unité fraternelle des peuples multilingues qui avancent vers le communisme telle une famille unie". » (Kostomarov, 1976 :233, *cité par* Protčenko & Čeremisina, 1978 :145)

Notons le style « lourd et embrouillé » de cet extrait du à l'effacement du sujet d'énonciation et l'utilisation abondante de syntagmes nominaux préconstruits (*Cf.* Seriot, 1985 :248 ; 1986c :29-30). C'est une des caractéristiques de la « langue de bois soviétique », comme l'appellent certains linguistes, la langue opaque qui est la langue du pouvoir extrêmement idéologique mais qui, selon Seriot (1986c : 30) n'est « pas une langue mais un discours » caractérisé par une « hétérogénéité fondamentale » que l'on peut retrouver dans des phénomènes syntaxiques (par exemple, le phénomène d'enchâssement syntaxique, *Cf.* Seriot, 1985 ; 1986c ; 1993b)⁹³.

Ainsi, la GLR devient la « *réalité directe d'une idée progressiste et révolutionnaire, la force de l'activité révolutionnaire qui pousse* » (Rašidov, 1976 :6, *cité par* Rusanovskij, 1978 :130). Elle est non seulement un instrument qui sert à transmettre le message communiste mais sa nature elle-même est déjà le « reflet » du communisme, autrement dit, on voit ici, comme l'explique Seriot (1986a :131), la transition du russe comme « langue-reflet de la "réalité objective" » à « langue-reflet d'une réalité exemplaire » : le russe **est** la « langue du communisme » :

« Exceptionnelle est l'importance du russe pour l'éducation des travailleurs dans l'esprit de l'internationalisme. L'étude elle-même de la langue transnationale est une puissante formation politico-idéologique, car elle élargit l'horizon social des gens, elle les aide à saisir plus pleinement et distinctement le sens des événements qui se déroulent dans le monde. La connaissance du russe aide à s'orienter dans les problèmes de la haute science, à comprendre toute la portée des processus et des événements les plus importants pour l'humanité. En apprenant la langue transnationale, les Soviétiques possèdent déjà largement la possibilité de participer à la grande bataille des idées qui se déroule dans le monde contemporain . » (Isaev, 1977a :11)

Nous trouvons dans ce propos des traces de modalité subjective ainsi que l'emploi du lexique militaire qui caractérise souvent le discours soviétique. L'effacement du sujet d'énonciation (ou, en termes de Seriot (1985 :342-343), l' « assujettissement » de ce sujet à un sujet universel) et le recours à des phrases constatatives visent à présenter ce discours comme naturel et universel. Les arguments employés par l'auteur sont ambigus et trop vagues pour être compris par les destinataires. Mais comme ces arguments leurs sont familiers, les destinataires les acceptent sans les remettre en question et sans même les comprendre. C'est une nouvelle illustration du discours idéologique que Reboul (1980 :200) a déjà mis en évidence.

⁹³ Au sujet de la « langue de bois soviétique », voir Seriot (1985 ;1986c).

La GLR est donc indispensable dans la construction du communisme, elle devient « l'éducateur principal » des non-russes car les langues nationales, selon cette nouvelle approche, n'ont pas assez de puissance ni de capacités pour transmettre la doctrine communiste aux peuples soviétiques⁹⁴ (Cf. Kreindler, 1982a).

2. Deuxièmement, la langue russe, comme « trésor » commun soviétique, joue un rôle primordial dans le développement des cultures nationales. La fonction d'enrichissement du russe est autant soulignée qu'une nouvelle conception émerge, selon laquelle, à l'époque du socialisme, les cultures nationales ont atteint un tel niveau que leurs langues nationales ne peuvent plus correspondre à leurs besoins croissants, couverts en revanche par la langue russe qui « vient à leur secours » (voir Marinesku, 1975 :140, cité par Kreindler, *ibid.*, p.19). Le nouveau rôle du russe est désormais considéré comme une « *mission historique* » dans le développement des cultures socialistes des différentes nations⁹⁵. De cette manière, la GLR devient une « richesse commune » sans laquelle le développement de la culture socialiste et de la société communiste ne pourrait pas se réaliser : « *La langue russe est devenue l'apanage et l'instrument spirituel de chaque citoyen soviétique, sans tenir compte de sa nationalité, dans la lutte pour l'édification de la société communiste* » (Isaev, 1977a :12).

Dans les écrits linguistiques de l'époque, nous pouvons facilement trouver l'évidence de la fonction « d'enrichissement » de la langue russe à l'égard des autres langues soviétiques. Les proclamations du grand rôle du russe comme langue qui « *enrichit* » les autres langues sont abondantes⁹⁶. Le linguiste Ivanov (1978), par exemple, exprime cette idée ainsi :

« [...] le rôle du russe dans la vie des langues des peuples de l'URSS est déterminé par le fait qu'étant une langue hautement développée, flexible et riche en moyens expressifs, la langue russe rentre dans un lien étroit avec les autres langues nationales par la littérature et les médias, et influence le développement et l'enrichissement des langues nationales des peuples de l'URSS. » (Ivanov, 1978 :7)

Selon lui, cette influence « favorable » du russe sur les autres langues n'amène pas à la perte de la « *spécificité nationale* » de ces langues, mais à l'intensification des processus propres au développement langagier : tels que « *l'effacement et la disparition des traits dialectaux* », « *l'expansion et le renforcement des normes littéraires* », etc. ce qui amène les langues nationales à prendre une « *forme plus haute* » et à se développer plus efficacement. D'ailleurs, c'est grâce au « *système littéraire stylistique russe bien développée* » que toutes les autres langues littéraires soviétiques ont développé beaucoup de genres structurels et fonctionnels (par exemple, scientifique, publicitaire, officiel, etc.) car ces langues, dans ce processus, se sont appuyées sur les « *principes d'utilisation des moyens langagiers dans les buts stylistiques élaborés en russe* » (Ivanov, *ibid.*).

Cependant l'influence la plus importante de la langue russe sur les autres langues soviétiques, toujours selon Ivanov (1978), se révèle dans le domaine du lexique. Et cela concerne non seulement les emprunts russes dans les domaines de la science, technologie et politique (ce qui aboutit à la création d'un « *seul fonds terminologique des langues des peuples de l'URSS* »). Mais plus encore, cela concerne l'établissement d'un « ***fonds lexical commun*** »

⁹⁴ Nous trouvons ici, d'ailleurs, un renversement de la théorie léniniste, selon laquelle le message communiste doit être passé aux gens dans leur LM (Cf. Chapitre I.2.2.3.). Au contraire, cette approche ressemble davantage à la politique des nationalistes grands-russes du régime tsariste qui insistaient sur le fait que les « nationalités orthodoxes russes » devaient être éduquées exclusivement en russe car leurs langues ne pouvaient pas passer adéquatement les « vérités de l'orthodoxie », c'est seulement le russe qui était assez digne d'être la « langue de l'orthodoxie russe » (Cf. Kreindler, 1982a :19).

⁹⁵ Ainsi le décrit, par exemple, Usabaliev, le secrétaire du Parti Communiste Kirghiz, en parlant de « *l'importance vitale* » de cette langue pour les Kirghiz, in *RÁNS*, 1977, 5 :8, cité par Kreindler, 1982a :30-31, note 33. Voir aussi Ivanov, 1978 :6-7.

⁹⁶ Nous analyserons les voies concrètes de cette « enrichissement » plus tard, dans la section de l'aménagement du corpus des langues soviétiques.

de ces langues qui reflète « *tout ce qui est commun dans la vie politique, économique et culturelle du peuple soviétique* »⁹⁷ (Ivanov, *ibid.*). Le concept du « *fonds lexical commun* » devient très répandu dans la linguistique soviétique et attire l'attention de tous les linguistes de l'époque. En effet, c'est « *un des résultats les plus importants de l'influence et de l'enrichissement mutuels des langues des peuples de l'URSS* », dans la formation duquel le « *rôle dirigeant* » appartient toujours à la GLR (Protčenko & Čeremisina, 1978 :144). La création du « *fonds lexical commun* » est donc une « *caractéristique du développement langagier dans la période de prospérité et rapprochement des nations socialistes* » (Beloded, 1975 :6). Nous reviendrons plus tard sur ce concept dans la section dédiée à l'aménagement du corpus des langues soviétiques.

3. Troisièmement, la GLR, selon Kreindler (1982a :20), est un « accélérateur de fusion » ou un « ciment » pour tous les peuples de l'URSS. Ce nouveau rôle du russe est déjà justifié par la nouvelle conception nationale de l'époque brejnévienne dont nous avons parlé précédemment : l'émergence d'une « *nouvelle communauté historique, le Peuple Soviétique* » où le rôle de la GLR est « particulièrement important ». La langue russe est présentée ainsi comme langue de « *l'unification des peuples de l'URSS* » (Beloded & Īzakevič, 1976), langue qui « *unit le destin et les aspirations de tous les peuples et nationalités* » (RÁNSĚ, 1975, 6 :4), qui « *cimente l'unité et la nature monolithique de la société soviétique* » (Dešeriev, 1976 :7, cité par Kreindler, 1982a :20) et, qui, enfin, est la « *langue commune de la famille multinationale monolithique des peuples de l'URSS* » (Karpenko & Semenov, 1980 :90). Dans les républiques satellites, ce rôle « unificateur » du russe est particulièrement souligné comme on le voit, par exemple, dans le discours de certains hommes politiques de l'époque :

« Etant choisie consciemment et volontairement par tous les peuples de l'Union Soviétique comme moyen de communication transnationale et de coopération, elle [la langue russe] joue un très grand rôle unificateur, elle sert la tâche de l'unification internationale des ouvriers, [elle sert] l'échange des valeurs matérielles et spirituelles, [et] l'enrichissement des cultures nationales.» (V. Šerbitskij, Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste ukrainien, cité par Rusanivskij, 1973, in Masenko, 2005 :309)⁹⁸

Cette « mission » du russe comme langue appelée à « *cimenter* » divers peuples dans une unité monolithique trouve son écho, comme le souligne à juste titre Kreindler (*ibid.*), dans le passé tsariste où la langue russe était considérée comme moyen efficace d'unifier et de consolider l'Empire Russe. Ainsi, ce rôle, souligné à nouveau à l'époque brejnévienne, n'est pas vraiment nouveau.

Ce qui l'est par contre, ce sont les proclamations croissantes (mais souvent implicites) que cette langue sera celle qui unira l'humanité entière. La question d'une « seule langue mondiale de l'avenir » est donc toujours en vigueur (Cf. Kreindler, 1982a :20, 31, note 35). La langue russe est proclamée « *langue mondiale* » grâce aux « *actes glorieux du peuple russe* » ainsi qu'à la littérature classique russe (les œuvres de Pouchkine, Gogol, Tolstoï, Dostoïevski, Tourgueniev, etc.)⁹⁹. Les mots du célèbre écrivain russe Tolstoï sont souvent cités par des linguistes soviétiques : « *La langue russe doit devenir langue mondiale. Il y viendra le temps (et il n'est pas très loin)— où on commencera d'apprendre la langue russe sur tous les méridiens du globe terrestre* » (Tolstoï, 1950 :342, cité par Isaev, 1977a :11). Ce « temps » est déjà venu, comme le pense Isaev (1977a), car la « *puissante langue russe* » est reconnue sur « *l'arène internationale* », elle est utilisée pendant des conférences et réunions

⁹⁷ On retrouve ici encore une fois la fameuse « théorie du reflet » si populaire dans la linguistique soviétique !

⁹⁸ Cette article de Rusanivskij était publié dans *Communiste de l'Ukraine*, 1973, № 3 :53-63.

⁹⁹ Pour une classification intéressante des caractéristiques et des qualités d'une « langue mondiale », voir Kostomarov (1974) et Dešeriev (1979), cité dans Mihajlovskaâ, 1983 :26 ; Karpenko & Semenov, 1980 :130-134.

internationales, elle est une des six langues officielles de l'ONU et est étudiée dans tous les pays socialistes et dans plus de 70 pays non-socialistes (Isaev, *ibid.* ; voir aussi Rusanovskij, 1978 :131). En 1976, dans son allocution à l'occasion du 3^{ème} Congrès International des enseignants de la langue et littérature russe à Varsovie, Brejnev lui-même souligne le grand rôle du russe dans le monde moderne :

« Elle [la langue russe] favorise la contribution de notre pays à la trésorerie de la culture mondiale et ouvre l'accès aux richesses spirituelles de la civilisation mondiale aux Soviétiques et aux peuples de tous les pays. C'est pourquoi la langue russe est en train de gagner de plus en plus d'autorité dans l'arène internationale et suscite le désir de la maîtriser chez des millions de gens de la planète » (Brejnev in *Pravda*, le 24 août, 1976, cité par Karpenko & Semenov, 1980 :4)

De plus, des linguistes soviétiques, en parlant d'une « *seule langue mondiale* » font des parallèles explicites avec le rôle du russe comme « *langue de communication transnationale* ». Ils énumèrent certaines « caractéristiques » de cette future langue mondiale (telles que le « choix volontaire », la « coopération avec des autres langues nationales, l'enrichissement de ces langues », la nécessité de « l'apprentissage parfait » de cette langue dans les écoles, etc.) qui dessinent parfaitement les contours de la langue russe. Les producteurs de ce discours linguistique idéologique n'hésitent pas à citer écrits de Lénine concernant la question nationale, mais en les interprétant d'une manière qui convienne à leurs vues. Ils invoquent la « réalisation absolue de la politique léniniste » dans ce domaine, tout en confirmant la supériorité de la langue russe parmi les autres langues nationales voire mondiales (voir, par exemple, l'article de Rusanivskij, 1973, in Masenko, 2005 : 312-314). Il est donc naturel pour ces linguistes soviétiques que beaucoup de personnes dans le monde entier éprouvent un « *désir croissant* » d'apprendre la langue russe car cette langue n'est pas seulement la « *langue de communication transnationale* » de l'Union Soviétique, mais la langue « internationale » qui renforce sa position mondiale de plus en plus et a toutes les chances de devenir probablement la « *langue mondiale de l'avenir* », lorsque le communisme aura vaincu le capitalisme.

Ajoutons que parmi des nouvelles « *fonctions sociales* » de la GLR celles de « *langue-intermédiaire dans l'organisation de l'échange des valeurs nationales, des richesses culturelles et artistiques des peuples de l'URSS* » ; de « *langue-traductrice dans l'enrichissement des cultures nationales et de la science par les réussites de la culture et science mondiales* » ; d'« *aide sous forme d'échange d'expérience dans l'organisation de l'enseignement des enfants dans les écoles nationales* » ainsi que dans la « *liquidation de l'analphabétisme de la population adulte* » (Karpenko & Semenov, 1980 :90).

Pour terminer, il faut dire que la langue russe, dans sa progression sûre vers une position dominante les autres langues soviétiques, n'acquiert pas seulement un statut de *lingua franca* mais devient le « creuset principal de l'identité supranationale commune, une des caractéristiques essentielles du "Peuple Soviétique" » (Kreindler, 1982a :27 ; voir aussi Kirkwood, 1991 ; Grenoble, 2003 ; chapitre III.1.1.). Il va sans dire que cette hiérarchie évidente des langues, qui est établie pendant la période brejnévienne et consolidée pendant les années suivantes, ne peut qu'avoir des répercussions significatives sur le statut des langues nationales soviétiques ; nous le verrons par la suite.

III.2.2 Concernant le statut des langues nationales

A la lumière de l'ascension progressive de la langue russe, toutes les autres langues soviétiques, même si proclamées égales et dans un état de « vif développement », perdent leur importance et pâlisent face à la gloire de la langue du « *grand peuple russe* ». Le statut des langues nationales et celles des groupes ethniques diminue considérablement parce que le russe, la « *langue du grand Lénine, de la Révolution d'octobre et de l'avenir communiste* »,

représente tout ce qui est révolutionnaire, progressiste, moderne et tout ce qui « unit » les autres. Par opposition, les langues non-russes sont plutôt considérées comme démodées, rétrogrades et « divisant » l'unité (Cf. Friedgut, 1982 :82). Cependant le statut inférieur des autres langues soviétiques s'explique aussi par certains événements dans la vie politique et sociale de l'URSS dont les conséquences présentent pour nous un intérêt important.

III.2.2.1 La Constitution de 1977

« *La création grandiose de l'idée marxiste-léniniste de notre époque* » s'incarne dans la révision de la Constitution de l'URSS de 1977¹⁰⁰, qui « *exprime l'existence d'une réalité nouvelle* », celle de la « *civilisation socialiste* » (Beloded, 1978 :3). La question des langues y est présentée sous un angle différent des constitutions précédentes. Même si cette différence n'est pas très évidente à première vue, nous pouvons tout de même remarquer des évolutions concernant la question linguistique.

Certes, dans la nouvelle Constitution de 1977 (ainsi que dans celles de 1918, 1924 et 1936), la notion de « langue officielle » est absente. Ce concept, comme le considère Beloded (*ibid.*, p.11-12), a été « *enlevé par la pratique de la construction nationale et linguistique dans le pays soviétique* ». Par contre, il y a plusieurs articles concernant l'égalité des citoyens dans tous les domaines de la vie, y compris la langue. C'est exactement cette catégorie, selon le même linguiste, qui est un « *argument frappant et certain* », un « *fait de la réalité réelle* » de l'égalité qui règne en Union Soviétique. Pour illustrer son propos, l'auteur cite les articles suivants de la Constitution :

« **Article 34.** Les citoyens de l'URSS sont égaux devant la loi indépendamment de leur origine, de leur situation sociale et de leurs biens, de leur appartenance raciale et nationale, de leur sexe, de leur niveau d'instruction, de leur langue, de leur attitude vis-à-vis de la religion, du genre et du caractère de leurs occupations, de leur lieu de résidence et autres circonstances.[...] (p.327)

Article 36. Les citoyens de l'URSS de races et de nationalités différentes jouissent de droits égaux.

L'exercice de ces droits est garanti par la politique de développement harmonieux et de rapprochement de toutes les nations et ethnies de l'URSS, par l'éducation des citoyens dans l'esprit du patriotisme soviétique et de l'internationalisme socialiste, par la possibilité d'utiliser sa langue maternelle et la langue des autres peuples de l'URSS. [...] (p.328)

Article 45. Les citoyens de l'URSS ont droit à l'instruction.

Ce droit est garanti par la gratuité de tous les types de formation, par la réalisation de l'enseignement secondaire obligatoire universel de la jeunesse, par le vaste développement de l'enseignement secondaire spécialisé, [...] ; par la possibilité d'un enseignement à l'école dans la langue maternelle; par la création de conditions pour l'autodidaxie. (p.331)

Article 159. La procédure judiciaire est conduite dans la langue de la république titulaire ou autonome, celle de la région ou du district autonome ou dans la langue de la majorité de la population de la localité donnée. Les personnes participant au procès et ne possédant pas la langue dans laquelle se fait la procédure judiciaire ont le

¹⁰⁰ La Constitution de l'URSS de 1977 est suivie par les Constitutions adoptées par chaque république satellite en 1978. Les articles concernant la question langagière dans ces républiques sont identiques à ceux de la Constitution de l'URSS, à l'exception de trois républiques du Caucase, la Georgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, dont les Constitutions proclament la langue nationale comme la « *langue officielle de la République* ». Cependant, en réalité, cette proclamation ne change pas la situation privilégiée de la langue russe dans ces républiques (Cf. Friedgut, 1982 :82-84 ; Leclerc, 2010b).

droit de prendre pleinement connaissance du dossier, de prendre part aux actions judiciaires par l'intermédiaire d'un interprète et de s'exprimer durant l'audience dans leur langue maternelle. (p.363) »¹⁰¹

Ainsi, selon Beloded (1978), ces articles témoignent du fait qu'en URSS, les droits des peuples à leurs LM dans tous les domaines du fonctionnement sont assurés constitutionnellement, et c'est une grande preuve de la réalisation de la politique léniniste ainsi que de la supériorité de l'Union Soviétique sur les pays « bourgeois ».

Cependant, notons une différence importante dans la formulation de la question langagière dans la Constitution de 1977 par rapport à celle de 1936. Tandis que la Constitution de 1936 garantit le « **droit** à la scolarisation dans la langue maternelle » (art.121, p.308), la Constitution de 1977 garantit seulement la « **possibilité** d'utiliser sa langue maternelle » (art.36) et la « **possibilité** d'un enseignement à l'école dans la langue maternelle » (art.45). On est donc passé du « **droit** » à la LM (les périodes de Lénine et Staline) à « *n'importe quelle langue librement choisie* » (les temps de Khrouchtchev) pour finir par la « **possibilité** » d'utiliser et d'être scolarisé en LM (l'époque de Brejnev). Un mot seulement dans cette formulation a changé le sens de la conception linguistique et pédagogique existant précédemment et a défini le changement d'orientation de la PLS. Ainsi, en dépit de toutes les proclamations concernant l'égalité des droits des citoyens soviétiques dans l'utilisation de leurs langues et le développement de toutes les langues même minoritaires (Cf. Leclerc, 2010a), le rôle attribué à la LM devient de moins en moins important. Elle cède graduellement la place à la langue russe dans tous les domaines de la vie et, particulièrement, dans l'éducation, comme nous le verrons par la suite.

III.2.2.2 Le décret de 1978

La Constitution de 1977 est suivie par un autre document important adopté par le Conseil des Ministres de l'URSS en 1978 : le fameux décret No.835 « *Sur les mesures de l'amélioration ultérieure de l'apprentissage et l'enseignement de la langue russe dans les républiques de l'Union* ». Certains linguistes décrivent ce décret comme un « tournant crucial » dans la PLS, notamment dans la campagne de la promotion et la dissémination du russe parmi les autres peuples soviétiques (Cf. Solchanyk, 1982 :113). C'est une mesure concrète dans la réalisation de l'aménagement du statut des langues en URSS.

Comme le décrit Solchanyk (1982), le décret de 1978 présente un programme englobant chaque aspect de l'enseignement du russe dans les écoles nationales. Ce programme est composé de cinq points principaux :

1. Le Ministère de l'Éducation de l'URSS ainsi que les Ministères de l'Éducation républicaines doivent développer un nouveau programme pour la langue russe dans les écoles ayant une langue d'enseignement autre que le russe. Ils doivent également élaborer de nouveaux manuels scolaires et du matériel pédagogique en russe. Les classes ayant plus de 25 élèves doivent être divisées en plus petits groupes pour les leçons de russe, et doivent être déployés de la classe de 1^{ère} à la classe de 3^{ème} dans toutes les écoles nationales. De plus, les Ministères de l'Éducation républicaines sont autorisés à introduire l'apprentissage intensif (*uglublënnoe izučenie*) du russe dans ces écoles au détriment des autres matières et entraînant la redistribution des heures dans le programme scolaire.
2. Les Ministères et les institutions éducatives sont appelés à reproduire l'expérience des institutions de l'éducation supérieure existant dans certaines républiques qui exercent l'enseignement des disciplines spécialisées en russe plutôt qu'en langue maternelle.

¹⁰¹ La traduction française des articles de la Constitution de 1977 est empruntée chez Leclerc (2010a), sur <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/ukraine-2histoire.htm>.

3. Le Ministère de l'Éducation de l'URSS et d'autres structures gouvernementales doivent étudier la question de l'organisation de l'enseignement du russe au niveau préscolaire et dans les classes préparatoires. D'ailleurs, selon le décret, la proposition d'apprendre le russe au niveau préscolaire provient des « *demandes nombreuses de la part des citoyens de différentes nationalités* ».
4. Le Ministère de l'Éducation de l'URSS ainsi que les Ministères de l'Éducation républicaines sont appelés à prendre diverses mesures pour améliorer encore plus la formation des enseignants de la langue russe et leurs qualifications professionnelles. Celles-ci incluent, parmi d'autres, la création d'un nouveau programme pour la matière « *La langue et la littérature russe dans l'école nationale* » qui doit être introduite dans les instituts pédagogiques ; l'élévation du quota d'admission dans les universités de la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie pour les étudiants venant d'autres républiques et se spécialisant en langue et littérature russe ; le renforcement des départements de la langue russe dans les institutions de l'éducation supérieure dans toutes les républiques ; le renforcement des instituts de la formation d'enseignants et des centres méthodologiques avec des méthodologues qualifiés, etc.
5. Le Ministère de l'Éducation de l'URSS et d'autres structures gouvernementales se doivent de garantir que, dans toutes les écoles ayant la langue nationale comme langue d'enseignement, les centres d'études de la langue et la littérature russe sont créés et équipés avec tous les moyens techniques nécessaires. Dans ce but, le Ministère des Finances de l'URSS doit prévoir des allocations financières exigées dans le budget de l'état soviétique (Solchanyk, 1982 : 113-115 ; voir aussi Grenoble, 2003 :58).

Toutes ces mesures prévues par le gouvernement soviétique sont orientées vers la plus grande dissémination de la langue russe partout en URSS. Cette politique est réalisée par le moyen le plus puissant : l'enseignement scolaire et universitaire des enfants des peuples non-russes qui sont désormais soumis à l'imposition de la langue supérieure. Cette mise en place est d'autant plus importante que l'enseignement de la langue russe est introduite déjà du niveau préscolaire et le russe lui-même semble être la matière la plus importante dans le programme scolaire. Nous regarderons les résultats des ces « mesures » sur le statut des langues soviétiques plus tard.

III.2.2.3 Conférences dédiées à la langue russe

L'attention exclusive apportée à l'enseignement et l'apprentissage de la langue russe trouve son reflet dans de nombreuses conférences transnationales dédiées aux problèmes de l'enseignement du russe dans les écoles nationales¹⁰². Les conférences de 1975 et 1979 tenues à Tachkent sont les plus importantes et elles montrent l'intérêt croissant concernant ce sujet. Ainsi, pendant la conférence de 1975, une liste de recommandations à destination du Ministère de l'Instruction et du Ministère de l'Éducation Supérieure et Secondaire Spéciale de l'URSS est formulée. Celle-ci, entre autres, contient les points suivants :

- 1) étendre la disposition du russe comme matière à option dans tous les établissements de l'éducation supérieure et secondaire ;
- 2) créer des manuels et matériaux « modèles » pour l'utilisation dans l'éducation primaire, secondaire et supérieure ;
- 3) élaborer des programmes « modèles » pour « l'instruction intense du russe » dans les écoles nationales ;
- 4) assurer les mesures pour l'organisation de l'apprentissage du russe dans les jardins d'enfants des républiques satellites ;

¹⁰² La première conférence sur ce sujet a eu lieu en 1956, Cf. Chapitre II.2.2.1.

- 5) commencer l'enseignement du russe dès la classe de 1^{ère} dans les écoles nationales des républiques où cet enseignement était réalisé dès la 2^{ème} classe seulement ;
- 6) exiger des autorités scolaires d'équiper les écoles de laboratoires de langue et de salles dédiées au russe (*kabinety russkogo ázyka*), etc. (*RÁÑŠ*, 1976, 5 :81-83, cité par Kirkwood, 1991 :66).

Cette liste met un accent sur l'introduction de la langue russe dans l'enseignement dès le plus jeune âge. Une telle pratique amène inévitablement à la restriction des fonctions de la LM et même à l'arrêt de son développement (Cf. Kirkwood, *ibid.*). Il faut dire que cette mesure est contraire à la théorie pédagogique soviétique des années précédentes selon laquelle « *l'apprentissage du russe ne doit pas commencer plus tôt que dans la classe de 2^{ème} ou 3^{ème}, c'est-à-dire seulement après avoir obtenu un certain niveau de développement du langage oral et écrit en langue maternelle* » (voir Krupskaa, 1969 :89, cité par Kreindler, 1982a :22). De plus, pour assurer un bon niveau d'enseignement de la langue russe, des « classes préparatoires spéciales »¹⁰³ pour les enfants âgés de six ans (juste avant l'école primaire) sont créées et répandues dans les écoles nationales de l'Union.

Notons également que la liste de recommandations inclut un point spécial concernant l'élaboration des manuels et des programmes « modèles » pour l'enseignement du russe. Comme le souligne Kirkwood (1991 :66), cet appel marque le « début de la centralisation de l'enseignement de la langue russe » sous le contrôle de l'Institut de Recherche pour l'Enseignement de la Langue Russe dans l'Ecole Nationale (créé en 1968 à Moscou). Puisque la « *question de l'apprentissage de la langue russe dans l'école nationale est envisagée, tout d'abord, du point de vue du rapprochement des nations* » (Prokof'ev, le Ministre de l'Education de l'URSS, in Šamsutdinova & Makuškin, 1979 :17, cité par Solchanyk, 1982 :116), la langue russe doit donc être enseignée d'une manière uniforme et partout. Ainsi, la mission de l'Institut mentionné ci-dessus est de contrôler la création des ces programmes « modèles » et de promouvoir une approche standard de l'enseignement du russe qui ne prend pas en compte les différences nationales¹⁰⁴. Des méthodes d'enseignement et des matériaux pédagogiques centralisés sont aussi créés pour toutes les écoles nationales. Cela entraîne, comme le considèrent certains chercheurs, un changement important dans l'approche même de l'enseignement. Puisque le russe est considérée comme « *deuxième langue maternelle* », elle est désormais commune à tous les peuples soviétiques et doit être enseignée partout de la même manière. Si auparavant la langue russe était étudiée par les enfants non-russes selon la méthode comparative¹⁰⁵, désormais les particularités de la LM ne sont plus prises en compte car c'est une forme standardisée de la langue russe qui doit être enseignée à chacun, quelle que soit son origine linguistique (Cf. Kirkwood, 1991 ; Kreindler, 1982a, 1989)¹⁰⁶. Nous trouvons le témoignage de cette approche dans les écrits linguistiques soviétiques de l'époque :

«[...] la maîtrise de la langue russe par les ressortissants des nationalités non-russes—c'est la maîtrise d'une seule—et la plus haute—forme de la langue nationale russe, et c'est pourquoi toutes les déviations de la langue

¹⁰³ Des classes expérimentales sont créées dans les années 1960 ; dès le début des années 1970, elles sont répandues dans toute Union Soviétique (Cf. Kreindler, 1982a :22).

¹⁰⁴ Notons encore une fois la différence avec la théorie pédagogique russe/soviétique traditionnelle, par exemple, ces mots de Krupskaa dans sa lettre à Staline en 1938 : « *Par exemple, moi, je considère qu'il est nuisible d'introduire l'abécédaire unique pour tous les peuples, l'abécédaire traduit du russe* » (cité par Šmelev, 1989 :91, note 12).

¹⁰⁵ En fait, c'est la même méthode utilisée pour l'enseignement des langues étrangères qui est basée sur l'analyse contrastive de la structure d'une langue étrangère et la LM (cf. Khylya Hemour, 2009).

¹⁰⁶ Nous trouvons pourtant que des méthodologues soviétiques ne rejettent par complètement l'utilisation de la LM pendant des leçons de russe : « *il est utile et non dangereux de recourir à la langue maternelle dans des limites raisonnables* », en différenciant « *consciemment* » entre les phénomènes de la LM et la L2 » (le cas du bilinguisme ukrainien-russe dans l'école ukrainienne, Uspenskij, 1978 :8).

littéraire orale et écrite sont une violation des normes littéraires. [...] La maîtrise de la langue russe en tant que moyen de communication transnationale par les non-Russes—ce n'est pas la maîtrise d'une "variante" quelconque, d'une "variété" quelconque de la langue russe nationale—c'est la maîtrise de la langue russe littéraire dans toute ensemble de ses normes et exigences. » (Ivanov & Mihajlovskaâ, 1982 :10)

De plus, une autre approche d'enseignement est introduite à l'époque. Celle-ci permet de mieux effacer les différences nationales et d'éduquer les jeunes dans l'esprit du communisme, de l'internationalisme et du patriotisme soviétique. C'est une nouvelle matière, appelée *ètnokul'turovedenie* (*connaissance du peuple soviétique et sa culture*), qui a pour but d'expliquer les « soviétismes » et promouvoir l'admiration du mode de vie soviétique (s'il s'agit des cours de russe aux étrangers). Pour les nations soviétiques, ces leçons sont appelées à clarifier les « roussianismes », c'est-à-dire les éléments et les concepts uniques de la culture russe pour encourager les élèves non-russes à s'identifier aux valeurs et goûts de la culture russe (Cf. Kirkwood, 1991 :67 ; Kreindler, 1989 :55). Ainsi, il n'est pas difficile de voir derrière ces « nouvelles approches » les tendances politiques du gouvernement et du Parti à former les jeunes dans l'esprit de l'uniformité idéologique qui aidera à développer la nouvelle société du « *peuple soviétique* »¹⁰⁷.

La conférence de 1979, « *La langue russe est une langue de l'amitié et de la coopération des peuples de l'URSS* », est également très importante car elle est dédiée aux questions qui occupent une grande place dans le « *travail idéologique et politique éducatif* » pendant la période du « *socialisme mature* » (Karpenko & Semenov, 1980 :123, 125 ; Beloded, 1981 :40). En effet, les recommandations de cette conférence préconisent l'extension continue de l'enseignement et de l'utilisation du russe à tous les niveaux de l'éducation comme facteurs essentiels dans l'éducation idéologiques des jeunes (Piâšev, 1984 :10). Par exemple, le russe doit être introduit dans tous les établissements préscolaires nationaux (tenant compte, cependant, des « conditions locales » dans les républiques). Différentes activités (promenades, événements sportifs, etc.) utilisant le russe comme langue de communication doivent être organisées par ces établissements. Suite à cette recommandation, un nouveau décret du Ministère de l'Education de l'URSS apparaît en 1979, le décret No.137 « *Sur les mesures de l'introduction de l'enseignement de la langue russe dans les institutions préscolaires et les classes préparatoires des écoles éducatives générales avec l'instruction en langue maternelle* ». Selon ce décret, le russe doit être introduit dans les institutions préscolaires et dans les classes préparatoires des écoles nationales déjà dans l'année scolaire 1979-1980 (Cf. Solchanyk, 1982). Pourtant, comme nous le verrons plus tard, ces mesures ne sont pas réalisées complètement et pas uniformément en Union Soviétique.

Le russe doit être également promu à l'école secondaire générale : premièrement, le nombre d'heures pour son enseignement doit être augmenté. Ensuite, il faut étendre son utilisation via les organisations des Pionniers et du Komsomol ainsi que les écoles et classes spécialisées dans l'enseignement intensif. De plus, des « groupes de la langue russe » doivent être organisés pour aider les élèves à mieux maîtriser cette langue (Cf. Kirkwood, 1991). Enfin, le russe doit être promu intensivement par le moyen des activités parascolaires. De nombreuses activités doivent être organisées à l'école secondaire dans le but d'améliorer l'utilisation de la langue russe ainsi que de « *renforcer l'intérêt et l'amour de la langue d'amitié des peuples soviétiques* » (Uspenskij, 1978 :154): des clubs russes (par exemple, « *Les amoureux du russe* »), la correspondance en russe avec les paires dans les autres républiques soviétiques ou les pays socialistes, des jeux sportifs, des jeux et concours linguistiques, des festivals (avec des thèmes tels que : « *Aime, apprécie et sache la langue russe* », « *Le russe est une langue*

¹⁰⁷ Cette uniformité dans l'enseignement du russe est accompagnée et renforcée par une « attitude uniforme de l'amour pour la langue et peuple russe » que les enseignants doivent inculquer aux les élèves (Cf. Kreindler, 1982a :24).

de la paix et de l'amitié », etc.), des spectacles, des voyages etc. De plus, des « *Ecoles de l'amitié* » (les écoles avec un enseignement parallèle des langues) doivent être établies et promues dans toutes les républiques car elles assurent « *l'environnement naturel russe* » (Kreindler, 1982a :23 ; voir aussi Uspenskij, 1978 :154-165).

Les mêmes recommandations concernent aussi les écoles professionnelles et techniques, mais l'accent ici est mis sur les buts techniques. Les institutions de l'éducation supérieure doivent, quant à elles, introduire l'enseignement des sciences sociales, des matières générales et certaines disciplines en russe dès la deuxième années d'études. Tous les examens ainsi que le diplôme doivent être rédigés en russe (Cf. Kirkwood, 1991). Ainsi, la conférence de 1979 et les points qu'elle a abordés montrent que l'« *apprentissage du russe par les peuples soviétiques de toutes nationalités est devenu le sujet de la préoccupation et de l'attention générales* » en URSS. Et le meilleur témoignage de cela est la « *croissance continue d'un régiment de plusieurs milliers d'enseignants de la langue et littérature russe, l'amélioration de leur maîtrise pédagogique, le travail actif sur le perfectionnement des méthodes et moyens d'enseignement dans tous les établissements éducatifs, l'augmentation de l'édition et l'amélioration de la qualité de manuels, de dictionnaires, de la littérature méthodologique* » (tiré de l'allocution de Brejnev lors la conférence de 1979 à Tachkent, cité par Karpenko & Semenov, 1980 :122).

En résumé, grâce aux conférences des années 70, la langue russe augmente considérablement son rôle dans l'école nationale et son enseignement devient une des tâches principales de ces écoles¹⁰⁸. Par conséquent, les langues nationales n'ont plus de grande importance ni de prestige. D'ailleurs cet affaiblissement de leur statut concerne non seulement le domaine de l'éducation mais aussi les autres domaines de la vie, comme nous le verrons par la suite.

III.2.2.4 Quelques résultats de cette nouvelle politique

Au tournant des années 1970 - 1980, la situation linguistique en URSS est complètement différente de celle des années 1920-1940. A la suite des nouvelles lois et des conférences linguistiques dédiées au russe, cette langue parvient à s'installer fermement non seulement dans le domaine de l'éducation mais aussi dans l'économie, les médias, l'administration, etc., en minorisant les langues nationales et en évinçant presque absolument les langues des groupes ethniques. Pour illustrer cette situation dans les républiques satellites, nous prendrons plusieurs exemples.

La situation dans la RSS d'Ukraine au début des années 1970 représente assez clairement la politique de russification menée par le gouvernement et le Parti communiste dans ce pays. En 1972, le nouveau leader du Parti communiste Ukrainien (PCU) nommé par Moscou, Volodimir Šerbitskij, commence à réaliser, selon les termes de Solchanyk (1985 :87), des « *purgés entières de la vie culturelle ukrainienne* ». Un strict contrôle idéologique est imposé dans tous les domaines, y compris dans la PL. Premièrement, le CC du Parti initie la campagne contre les « *archaïsmes* »¹⁰⁹ dans la langue ukrainienne. Il dirige aussi un mouvement pour rapprocher la langue littéraire de la « *langue vivante* » qui est ici un « *argot* » venant d'un mélange entre l'ukrainien et le russe, parlé dans les grands centres urbains ukrainiens (Solchanyk, *ibid.*). Deuxièmement, en 1973, le Politburo du PCU prend une décision sur l'évolution progressive de la langue des publications des revues

¹⁰⁸ Comme l'exprime Piâšev (1984) dans son article dédié aux problèmes de l'éducation morale pendant les leçons de russe (il s'agit des écoles de la RSFSR) : « *L'importance de la langue russe se trouve non seulement dans le fait qu'elle est la matière la plus importante à l'école ; elle est aussi le moyen principal d'enseignement de toutes les autres matières scolaires. Ici se trouve sa spécificité.* » (Piâšev, 1984 :10).

¹⁰⁹ A l'époque, beaucoup d'écrivains et de poètes ukrainiens (« *l'intelligentsia nationalement consciente* ») sont accusés de l'utilisation injustifié des « *archaïsmes* » et des « *expressions obsolètes* » ukrainiens qui, en réalité, étaient des mots ukrainiens originaux, non calqués sur le lexique russe (Cf. Solchanyk, 1985 :85-86).

scientifiques : de la langue ukrainienne à la langue russe. Ainsi, dans la période des années 1969 à 1980, le nombre des publications des revues scientifiques en ukrainien a diminué de 46.6% à 16% (voir Annexe I). La même décision concernait les éditions scientifiques des universités et instituts ukrainiens. Troisièmement, l'enseignement du russe est promu intensivement à tous les niveaux de l'éducation en Ukraine. Après les conférences de Tachkent, des conférences similaires sont organisées dans plusieurs grandes villes ukrainiennes. Leur but est d'améliorer l'enseignement du russe dans les écoles ukrainiennes et de promouvoir l'apprentissage de cette langue par les enfants dès le plus jeune âge car la recherche en Ukraine a « justifié les possibilités psychologiques de la maîtrise parallèle du russe et de l'ukrainien par les enfants du groupe d'un âge scolaire plus jeune » (du rapport du Ministre de l'Education de l'Ukraine Marinič, 1977, cité par Solchanyk, *ibid.*, p.88). En 1978, le Ministère de l'Education ukrainienne adopte une résolution selon laquelle l'enseignement du russe dans les écoles ukrainiennes doit commencer dès la classe de 1^{ère} à partir de l'année scolaire 1980-1981, le nombre d'heures pour l'enseignement de cette langue doit augmenter dans les classes de 2^{ème} et de 3^{ème}, les classes pour l'apprentissage du russe doivent être divisées en petits groupes et le nombre d'écoles ayant un enseignement intensif de cette langue doit être augmenté de 17 à 200 (Solchanyk, *ibid.*, p.89).

Nous pouvons trouver une image de la réalité linguistique en Ukraine à l'époque dans l'extrait suivant :

« La russification commence dans les institutions préscolaires pour les enfants. Dans l'ensemble, les crèches et les jardins d'enfants en Ukraine sont principalement russes... En Ukraine, l'école ukrainienne est devenue un problème. Ainsi, dans la ville de Donbass, il n'y a pas d'écoles ukrainiennes du tout. Elles ne peuvent pas être trouvées non plus en Crimée. Dans des villes comme Harkiv, Zaporizžâ, Mikolaïv, Dnipropetrovs'k, Herson, Odessa et beaucoup d'autres, quelques écoles ukrainiennes solitaires subsistent mais seulement à la périphérie. Certains diplômés des institutions de l'éducation supérieure de Lviv qui sont envoyés travailler en Donbass et qui ne veulent pas que leurs enfants étudient dans les écoles russes, sont forcés d'envoyer leurs enfants chez leurs grand-mères si elles habitent en Ukraine de l'Ouest, où les écoles ukrainiennes existent toujours. Leurs demandes d'ouverture d'écoles ukrainiennes dans les villes où ils doivent travailler suscitent toujours la même réponse : accusation du nationalisme bourgeoise ukrainien avec des conséquences concomitantes. » (*Ukraïnskij Vîsnyk*, 1974, № 7-8, p.75, cité par Solchanyk, *ibid.*, p.89-90)¹¹⁰

Ainsi, les écoles ukrainiennes sont plutôt concentrées en Ukraine de l'Ouest mais même dans cette partie de la république les parents préfèrent envoyer leurs enfants aux écoles russes car le russe a déjà obtenu le statut de la « véritable langue de la promotion sociale, de la vie politique et de la réussite économique » (Leclerc, 2010a) tandis que la langue ukrainienne est renvoyée au second plan, à l'usage « dans le foyer », à la sphère privée de la vie (sauf dans les régions rurales).

Pourtant, nous ne disposons pas de statistiques concernant le développement des écoles nationales en Union Soviétique et l'instruction en langues nationales pendant les années 1970-1980. Cette période est particulièrement difficile à évaluer car les statistiques officielles sont soit absentes soit falsifiées (adaptées aux buts politiques et idéologiques du gouvernement soviétique) (Cf. Grenoble, 2003 ; Kirkwood, 1991 ; Kreindler, 1982a, etc.). Il est donc difficile d'être précis sur la quantité d'écoles nationales où la langue d'enseignement est autre que russe ou sur le nombre d'élèves qui sont scolarisés en LM. Nous pouvons cependant repérer des tendances générales qui montrent que le nombre d'écoles en LM a diminué, le nombre d'élèves qui bénéficient de l'éducation primaire en LM est réduit également. On peut aussi observer un décroissement général dans le nombre de langues

¹¹⁰ *Ukraïnskij Vîsnyk* (« Héraut ukrainien ») était une des revues publiées sous la forme de *samizdat* (« auto-édition »), un système clandestin de circulation d'écrits dissidents qui est créé en URSS dans les années 60 comme réaction au système de censure existant dans l'état (Cf. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Samizdat>; Solchanyk, 1985 :81).

utilisées pour l'enseignement dans le système éducatif soviétique complet (Cf. Kirkwood, 1991 ; Kreindler, 1989).

Selon les données de Kreindler (1989 :54), ce sont les langues nationales et celles des groupes ethniques des peuples habitant la République de Russie qui souffrent le plus de la PL de l'époque brejnévienne. Ainsi, si dans les années 1960, 47 langues en plus de russe sont utilisées comme langues d'enseignement en RSFSR, en 1977, ce nombre passe à 34, et en 1982, 16 langues non-russes seulement servent comme moyen d'enseignement en Russie (Černikov, 1977 :26 ; Kašin, 1970 :109 ; Kuznecov, 1982 :12, *cité par* Kreindler, *ibid.*). En ce qui concerne les langues nationales de l'Union Soviétique (russe inclus), leur situation ne semble pas changer : 45 langues nationales sont utilisées comme langues d'enseignement en 1972, leur nombre est le même en 1978 et en 1982 (Prokof'ev, 1972 ; RÁNŠ, 1978, № 5 :96 ; 1983, № 2 :5, *cité par* Kreindler, *ibid.*)¹¹¹. Néanmoins, comme le considère Kreindler, ces données ne sont pas significatives car, dans la plupart des cas, la langue nationale est utilisée comme langue d'instruction seulement dans l'école primaire, tandis que le russe reçoit une proportion majeure du temps scolaire dans toutes les écoles : de 14% à 17% (Hanazarov, 1982 :176, *cité par* Kreindler, 1989 :54 ; *voir aussi* Kreindler, 1982a :22). Dans les écoles où la LM est enseignée comme une des matières seulement, ce n'est souvent que deux heures par semaine ce qui a pour résultat un « *niveau insuffisant des connaissances de leur LM* » par les élèves qui terminent leurs études à l'école (RÁNŠ, 1974, № 2 :59, *cité par* Kreindler, 1982a :25). Nous pouvons donc retenir que dans la majorité des républiques soviétiques, le nombre d'élèves dans les écoles non-russes a diminué. Par exemple, en RSFSR, ce nombre est 6% en 1956 et 4% en 1975 ; en Ukraine, ce nombre diminue de 74% en 1956 à 68% en 1962 et à 52.5% en 1968 (selon les données présentées *par* Kreindler, *ibid.*, 32, *note* 45).

Cependant, la situation n'est pas la même dans toutes les républiques satellites. Par exemple, en Arménie, en 1975, 91.6% des élèves étudient dans la langue non-russe ce qui montre même une légère croissance en comparaison avec l'année 1955 (Kreindler, *ibid.*). De même, les Azerbaïdjanais n'ont pas fréquenté beaucoup les écoles russes (Leclerc, 2010b) ni les Géorgiens. La situation de la Georgie est, d'ailleurs, remarquable car ici le développement de la langue nationale a toujours été l'objet d'attention de la population géorgienne qui a montré un attachement particulier à leur LM, et, par conséquent, la langue géorgienne a gardé son statut élevé pendant toute la période de l'existence de l'URSS. Ainsi, c'est en Georgie qu'il y a le plus grand nombre d'écoles nationales et d'élèves inscrits dans ces écoles. En 1980, les Géorgiens ont même réussi à adopter officiellement le « Programme de la Langue Géorgienne » qui réaffirme le rôle principal du géorgien dans le domaine de l'éducation, la vie politique, les publications et les médias (Cf. Grenoble, 2003). De cette manière, les langues nationales des trois républiques caucasiennes, l'Arménie, la Georgie et l'Azerbaïdjan, gardent leur haut statut et restent très fortes pendant toute l'ère soviétique.

Il faut ajouter que la situation linguistique est complètement contraire dans les autres républiques. Par exemple, en Biélorussie, la langue biélorusse est limitée dans tous les domaines de la vie : dans les publications, l'éducation, la culture, etc. Si en 1960, la proportion de publications en biélorusse dans la république est de 27%, en 1985, ce nombre chute à 11% (Grenoble, 2003 :87). Le nombre de publications en turkmène a baissé également : de 392 en 1957 à 313 en 1980 (Grenoble, *ibid.*, p.155). En 1980, les livres publiés en russe constituent 76% du nombre total des titres publiés en URSS tandis que les titres ukrainiens ne présentent que 3% de tous titres (comme les titres estoniens), les titres

¹¹¹ Selon les données de Leclerc (2008b), entre 1960 et 1980, près de la moitié des quelque 70 langues auparavant enseignées dans les écoles nationales disparaissent des programmes scolaires.

biélorusses 1% et les titres moldaves moins de 1%. Notons que ces pourcentages ne sont pas en adéquation avec la proportion des ces nationalités¹¹² (Grenoble, *ibid.*, p.86).

Les républiques de l'Asie Centrale subissent également la politique de russification. Par exemple, dans la RSS de l'Ouzbékistan, le nombre d'écoles proposant des enseignements intensif du russe accroît rapidement : en 1980, il y a 400 écoles de ce type, en 1981, ce nombre augmente jusqu'à 676 écoles. De même, le nombre de crèches pour les enfants ouzbèks s'accroît considérablement : de 211 en 1978 à 618 en 1979 (Grenoble, *ibid.*, p.148). Il faut dire que c'est le Kazakhstan qui est influencé par la politique de russification plus que d'autres républiques de l'Asie Centrale¹¹³. La langue russe est dominante dans les écoles nationales à l'époque : il y a deux fois plus d'écoles primaires russes que d'écoles kazakh. De plus, la langue russe est la langue principale d'enseignement dans les institutions de l'éducation supérieure ; pour 17,6 % des étudiants seulement, le kazakh est la langue de l'instruction (Leclerc, 2009). La langue des affaires est également le russe et les publications kazakh essaient de promouvoir l'idée que « l'utilisation du russe n'est pas contraire au sentiment d'identité kazakh » (Olcott, 1985 :199). Ainsi, le russe est la langue préférée d'enseignement pour les Russes et les Kazakhs tandis que la langue kazakh est reléguée au rang de « langue secondaire » (Cf. Grenoble, 2003). Pourtant, en comparaison avec les autres républiques satellites, les républiques de l'Asie Centrale montrent d'assez hauts taux de préservation de leurs LM (voir Annexe J) ce qui permet de conclure que la russification des ces républiques n'a pas connu de grands succès¹¹⁴.

Les républiques baltes ont subi également la campagne de russification des années 1970 mais pas aussi intense qu'en Ukraine ou en Biélorussie, par exemple. Dans les années 1956-1957, en Estonie, 77% des écoles utilisent l'estonien comme langue d'instruction ; ce pourcentage diminue jusqu'à 73% en 1972 La russification est renforcée au début des années 1980 à cause de l'introduction de la loi qui autorise l'enseignement du russe dès la classe de 1^{ère}. D'ailleurs, l'Estonie et la Lituanie sont les deux derniers « irréductibles » de toutes les républiques soviétiques car elles ne mettent en pratique cette loi qu'en 1980-1981¹¹⁵ (Grenoble, 2003 : 97-99).

Ainsi, au tournant des années 70 et 80, une situation linguistique particulière est formée en Union Soviétique qui témoigne, selon les termes de Leclerc (2008b) d'une PL de type « hégémonique ». D'un côté, on observe la prédominance remarquable de la langue russe dans tous les domaines de la vie comme moyen d'établir et de consolider l'identité pansoviétique des peuples habitant l'URSS. Cette langue est utilisée par le gouvernement et le Parti à des fins politiques. Son prestige est indiscutable et elle est alors promue largement par les acteurs de la PLS, particulièrement dans le domaine de l'éducation. Par conséquent, les russophones dominent la vie politique, économique et culturelle, ils bénéficient de tous les avantages que leur offre leur situation, notamment, sur le plan linguistique car ils n'ont pas besoin d'être bilingues comme les autres nationalités soviétiques et ils se sentent partout « chez eux » (Cf. Leclerc, *ibid.*). D'un autre côté, tout en proclamant le « développement

¹¹² Selon les données du recensement de 1979, les russes ethniques constituent 52% de toute la population de l'URSS, les ukrainiens 16%, les biélorusses 4% et les estoniens 0.39% (Grenoble, 2003 :86).

¹¹³ Cela s'explique par la politique soviétique de collectivisation, de l'industrialisation et de l'afflux de l'immigration russe ce qui a détruit la culture et le mode de vie kazakh et a rendu la population kazakh minoritaire sur son territoire. Dans les années 1960, la population kazakh ne constitue que 29 % de la population totale de la république, étant réduite par l'immigration russe (Leclerc, 2009).

¹¹⁴ Sauf, évidemment, la langue kazakh qui a subi l'assimilation et la russification considérables ; même aujourd'hui tout le monde dans les villes kazakh parle le russe, il n'y a plus que dans les villages que l'on peut entendre le kazakh (Leclerc, 2009).

¹¹⁵ L'enseignement uniforme du russe dès la classe de 1^{ère} doit être introduit dans les écoles nationales déjà en 1977-1978 ; pourtant même en 1979, l'Ukraine, Biélorussie et Lituanie ne se toujours pas conformés à la standardisation proposée par le centre (Solchanyk, 1982 :116).

intensif des langues nationales et leur égalité» et en promouvant (avec succès) un « bilinguisme harmonieux », les acteurs de la PLS mènent une campagne intensive de russification des nations et des groupes ethniques soviétiques. Par conséquent, toutes les langues nationales se russifient et perdent leur prestige et leurs fonctions dans la société. Cela affecte, évidemment, leur statut et la plupart de ces langues sont reléguées au second plan car limitées à une utilisation dans les régions rurales ou la vie privée seulement, selon les principes bien connus de la diglossie. Telles sont les résultats de la PLS à la veille de la *perestroïka* ; ainsi, on assiste à un véritable retournement historique de la politique linguistique par rapport aux premières années soviétiques, bien qu'elle continue de se réclamer de Lénine !

III.3 Aménagement du corpus des langues soviétiques

Nous voudrions encore nous arrêter sur la question de l'aménagement du corpus des langues nationales et de la langue russe pendant l'ère brejnévienne.

III.3.1 Le « fonds lexical commun »

Au début des années 1970, les linguistes soviétiques déclarent que le travail d'aménagement est loin d'être accompli et que de nouvelles tâches se dessinent à l'horizon des chercheurs planificateurs. Parmi les problèmes actuels, ils listent entre autres le perfectionnement des écritures des langues littéraires en développement et des systèmes d'orthographe des langues de littérisation récente ainsi que des langues de littérisation ancienne (la langue russe incluse). Ensuite, il est important de mettre en ordre et d'élaborer la terminologie, de créer des dictionnaires terminologiques dans les différentes langues nationales et ethniques. Il faut également concevoir et perfectionner des manuels scolaires et matériaux pédagogiques en différentes langues nationales non seulement pour les locuteurs de ces langues mais aussi pour ceux qui parlent d'autres langues (cela concerne surtout les manuels en russe pour les autres nations). Ce travail compliqué exige beaucoup d'efforts car il nécessite « *l'étude approfondie de toutes les langues sans exception—celles avec écriture et sans, celles qui se développent et celles qui sont en train de disparaître* ». Car, sans ce travail, il est impossible de comprendre et « *d'utiliser raisonnablement des régularités du développement et de l'interaction mutuelle de différentes langues dans la société multiethnique socialiste* » (Sunik, 1971 :29).

Il nous semble que cette « *interaction mutuelle* » ou « *enrichissement mutuel* » des différentes langues devient une préoccupation principale des linguistes soviétiques de l'époque. Il s'agit, tout d'abord, de l'influence « enrichissante » de la langue russe sur les autres langues nationales, ensuite, de « *l'enrichissement* » et de la « *pénétration mutuelle* » de toutes les langues soviétiques. Comme résultat d'une telle influence, dans la période de « *la prospérité et du rapprochement des nations socialistes* », il émerge un « *fonds commun des internationalismes socialistes* » dans le lexique, la phraséologie, la terminologie, etc. (Beloded, 1975 :6). Mais, comme le reconnaissent certains linguistes, c'est la langue russe qui joue le plus grand rôle dans la création de ce « **fonds lexical commun** » (*obšij leksičeskij fond*) aux langues de l'URSS. Nous rencontrons ici encore une fois la vision de la langue qui permet de « dire le monde » et cette politique des emprunts lexicaux au russe par les autres langues est présentée comme un « *enrichissement* » (Cf. Seriot, 1986a :150).

La notion du « fonds lexical commun » est déjà bien fixée dans la linguistique soviétique des années 1970-1980. Selon Ivanov (1978 :8), ce fonds inclut des mots qui décrivent le régime sociopolitique de l'URSS, son économie, la science et la technologie, les réussites de la culture socialiste, la vie internationale, le mode de vie (particulièrement, « moderne »), la

toponymie, l'anthroponymie, etc. En ce qui concerne leur origine, ce sont surtout des mots « internationaux » qui ont pénétré le fonds à travers le russe (comme *socializm*, *revolûciâ*, *kosmos*), les emprunts et les calques russes (comme *leninizm*, *komsomol*, *udarnik*), mais aussi les emprunts aux autres langues des peuples soviétiques (comme *aryk*, *akyn*, *čajhana*, etc.). Deux tendances se dégagent dans ce fonds commun : les langues de littérisation récente empruntent directement des mots russes « prêts à l'emploi » moyennant quelques adaptations phonétiques et morphologiques tandis que les langues de littérisation ancienne n'empruntent que les « modèles structuraux » qui permettent de créer de nouveaux mots ou syntagmes à partir de leur propre matériel langagier. L'auteur souligne qu'il s'agit d'un « *seul processus* » qui a lieu simultanément dans toutes les langues soviétiques même si les emprunts et les calques sont différents selon les langues. Le linguiste n'hésite pas à souligner encore une fois que c'est la langue russe qui « *stimule* » les possibilités structurelles, grammaticales et celles de formation de mots dans les langues nationales en favorisant par là leur développement et perfectionnement. Cette dynamique « *défini le développement et l'essor du niveau spirituel et culturel général des peuples* » (Ivanov, *ibid.*, p.8-9). Ainsi, nous voyons que le grand rôle de la GLR est justifié par des raisons linguistiques, sociopolitiques et idéologiques et qu'il oriente largement l'aménagement du corpus des langues non-russes.

III.3.2 Le problème des emprunts

Quand on analyse la question des emprunts russes dans les autres langues soviétiques, on trouve souvent ici, comme le dit Seriot (1984 :79), « l'image de la fécondation », c'est-à-dire l'influence enrichissante, « fécondante » de la langue russe sur les autres langues qui stimule leur développement et les « *potentialités internes* ». Ce processus est décrit dans la DSL à l'aide des métaphores de la « greffe » d'un élément sélectionné et raffiné sur un « organisme sauvage » et peu développé. Notons la description métaphorique de la GLR ainsi que l'emploi des évaluatifs qui laisse transparaître la subjectivité des auteurs dans leurs propos :

« La langue russe insuffle son énergie aux autres langues. » (Šermuhamedov, 1980 :223)

« [La langue russe] est une puissante impulsion visant à activer les potentialités internes du lexique de ces langues [langues du Daghestan] mêmes, un stimulateur inestimable du développement du lexique, de la stylistique et de la poétique des langues nationales. [Elle] est un stimulateur vivifiant du développement et de l'épanouissement des langues nationales.» (Gazmatov, 1983 :247 ; 249, *cité par* Seriot, 1984 :79)

Il faut dire que les emprunts russes sont désormais adoptés par les autres langues soviétiques dans leurs formes originales et cela est présenté comme un « progrès » en comparaison avec la période précédente où les emprunts devaient être adaptés aux formes de la langue qui emprunte (*Cf.* chapitre I.3.1.3). Ce « progrès » est décrit, par exemple, par un des linguistes de la manière suivante :

«Les mots russes empruntés dans les dernières décennies acquièrent dans la langue des Kirghizes une forme phonétique proche du russe, à la différence de la période précédente où, par suite d'une mauvaise connaissance du russe et de contacts insuffisants avec la population russe, les Kirghize gts assimilaient les mots sous une forme altérée: cf. les formes anciennes *buront* (= *front*), *baselke* (= *posylka*), *bylakada* (= *blokada*). » (Oruzbaev, *in* Dešeriev, 1980, p.29, *cité par* Seriot, *ibid.*, p.80)

Puisque la GLR dispose d'une « richesse intrinsèque » et que son influence sur les autres langues est « progressiste », ce nouveau type d'emprunt est complètement justifié par les linguistes soviétiques (*Cf.* Seriot, *ibid.*, p. 80-81). De plus, le russe est le seul intermédiaire entre les langues non-russes soviétiques, c'est-à-dire le passage d'une langue nationale à l'autre ne peut se réaliser que par le système de la « double traduction » : langue nationale A-russe-langue nationale B . Ainsi, la forme des mots qui se diffusent d'une langue nationale à

l'autre est unifiée par la russification (Cf. Moskovich, 1989 : 87-88)¹¹⁶. Les conséquences d'un tel processus où le russe fonctionne, selon Seriot (1984), comme un « filtre à double sens », se manifestent dans le fait que, dans les années 1970, on peut trouver les dictionnaires « russe—langue nationale » et « langue nationale—russe » pour toutes les langues mais il n'existe pas de dictionnaires « langue nationale—langue nationale », par exemple, moldavo—ouzbek ou kirghizo—ukrainien (Cf. Seriot, *ibid.*, p.82-83). Il faut donc toujours passer par le russe !

Les linguistes soviétiques soulignent que le russe influence les autres langues à différents degrés, en rapport avec leur « développement littéraire historique ». Ainsi, les langues de littérisation ancienne (comme l'arménien, le géorgien, l'ukrainien, l'azerbaïdjanais, le letton, etc.) ont moins besoin d'emprunter des mots russes que les langues de littérisation récente (comme l'avar, le bachkir, le lezgin, le tchéchène, etc.). Les langues de littérisation récente empruntent donc des « milliers de mots » au russe, ces mots étant divisés en plusieurs catégories selon leur utilisation dans les divers domaines de la vie : ce sont les termes sociopolitiques (*kommunizm, socializm, partiâ, sovet, vožd'*, etc.), les termes liés à la production (*brigada, zveno, potok*, etc.), les noms des institutions (*institut, tehnikum, poliklinika, filial*, etc.), les moyens de transport (*samolët, avtobus, taksi*, etc.), les termes militaires (*tank, kolonna, maršal*, etc.), les noms de professions (*šofër, lëtčik, traktorist*, etc.) et d'autres (Isayev, 1977b :302-303).

Il est pourtant souligné dans les écrits linguistiques de l'époque que la langue russe, « source inépuisable de l'enrichissement » des langues soviétiques, « en même temps puise elle-même des moyens lexicaux, phraséologiques, stylistiques et expressifs nécessaires pour elle dans la trésorerie verbale des langues nationales des peuples de l'URSS » (Īžakevič, 1976 : 63, citée par Protčenko & Čeremisina, 1978 :144). Ainsi, ce processus de l' « enrichissement mutuel » est considéré comme bilatéral :

« Etant un moyen puissant de l'enrichissement des autres langues des peuples de l'URSS, la langue russe, à son tour, s'enrichit elle-même en faisant des emprunts aux langues des peuples soviétiques et d'autres peuples du monde. » (l'article de Rusanivskij in *Comunist Ukraïni* 1973, №3, p.53-63, in Masenko, 2005 :316)

Isayev (1977b :296-297) recense les nombreux mots que la langue russe emprunte aux autres langues nationales. Les toponymes gardent leur forme d'origine finno-ougrienne (comme *Volga, Perm', Oural*, etc.) ; certains mots se référant à la vie quotidienne et à l'élevage d'animaux viennent de la langue moldave (*brynza* [fromage de brebis], *cigejka* [manteau fait de peau de mouton], *arnaut* [blé dur], etc.) ; d'autres sont empruntés aux langues ukrainienne et biélorusse (*vareniki* [pâtes proche des raviolis], *bubliki* [sorte de biscuit], *čerevički* [chaussures de femme], *devčata* [jeunes filles], *hlopec* [un garçon], etc.). Comme on le voit, la plupart de mots sont des toponymes et des mots folkloriques qui traduisent des concepts locaux particuliers.

Rusanivskij (1973) confirme qu'il a des milliers de mots d'origine étrangère dans la langue russe ainsi que des mots d'origine turque ou slave. En même temps, selon lui, dans la plupart des langues des peuples soviétiques, 70% à 80% de la terminologie scientifique, technologique, sociale, politique, pédagogique, etc. sont des emprunts au russe ou, par son intermédiaire, aux autres langues (Masenko, *ibid.*, p. 317 ; voir aussi Isayev, 1977b :301). Cette caractéristique sert de preuve pour la réalité soviétique du « rapprochement » des nations et leurs langues.

Précisons, cependant, que, quand il s'agit des emprunts étrangers en russe, la tendance à l'emprunt des mots est complètement différente de celle valable pour les langues non-russes.

¹¹⁶ Selon Moskovich (1989 :88), dans les années 1980, la moitié de tous les mots dans un dictionnaire « langue nationale—russe » moderne constituent des emprunts et calques russes.

Il est évident que le russe a besoin de mots pour des concepts, phénomènes et choses qui n'existent pas en russe mais sont typiques de la culture des autres peuples de l'URSS (les « *realia* »). Dans ce cas, il fait des emprunts aux autres langues mais avec une restriction importante : ces mots ne peuvent pas rentrer « *pleinement* » dans la langue russe et restent « au bord, à la périphérie » de cette langue (Cf. Seriot, 1984 :76-77) :

«A la différence des emprunts russes, qui n'ont pas de limitation, locale ou autre, les mots turkmènes sont utilisés en russe principalement en liaison avec une thématique turkmène, avec la nécessité non seulement de nommer des objets et des phénomènes nouveaux pour le russe, mais également de créer un *colori national*. Un grand nombre de ces mots restent attachés à la région et, malgré leur fréquente utilisation, ne peuvent pas être considérés comme étant pleinement entrés dans la langue russe.» (Kazakov, in Dešeriev, 1980 : 65, *cité par Seriot, ibid.*)

L'attitude face aux emprunts des langues occidentales est différente. Ceux-ci sont adaptés, « retournés » par le russe en recevant un « *colori national et une teinte originale* » et commencent à « *vivre d'une manière autonome* » dans cette langue (Budagov, 1977 :11 ; Isayev, 1977b :356 ; Cf. Seriot, 1984 :77). De plus, ils influencent les autres langues du monde, comme le considère, par exemple, Budagov (1977) qui explique le traitement particulier des internationalismes (tels que *avant-garde, progrès, intelligentsia, personnalité, idéologie*, etc.) par la langue russe en soulignant l'importance du « *processus de l'influence inverse des mots et des groupes de mots (dans leur nouvelle fonction) réinterprétés dans la langue russe sur les langues de différents peuples du monde* » (Budagov, 1977 :11). Ainsi, ces mots étrangers ayant dans leur langue d'origine une signification « pauvre », sont enrichis, modernisés, perfectionnés par leur utilisation dans la langue russe pour être enfin réutilisés dans leur langue d'origine avec une signification plus élaborée. Le russe montre donc une « résistance » aux emprunts étrangers qui sont considérés comme « *inutiles* » et « *souillent* » la GLR ; le russe n'a pas besoin d'emprunts étrangers grâce à sa richesse et ses possibilités « *illimitées* », il a déjà tout pour dire tout (*voir* Filin, 1975 :43 ; Filin, 1979 in *Encyclopédie de la Langue Russe, cité par Seriot, ibid.*, p.78). Il n'est pas difficile de voir derrière ces argumentations encore une fois des motivations politiques : l'opposition constante entre le « *peuple soviétique* » et les nations « *bourgeoises* ».

Enfin, les linguistes soviétiques précisent qu'un grand nombre de nouveaux mots, qui sont apparus dans la langue russe avant la Révolution d'Octobre, sont entrés le vocabulaire international général (comme *bol'shevik, likvidator, sovet*, etc.). De nouveaux mots russes qui sont apparus après la Révolution, « enrichissent » également le lexique et la terminologie internationale. Ils sont appelés « *Soviétismes* » et se réfèrent aux concepts de la réalité soviétique ainsi qu'aux découverts scientifiques et technologiques : *leninizm* (léninisme), *kolhoz* (kolkhoze), *stahanovec* (stakhanoviste), *kollektivizaciâ* (collectivisation), *sputnik* (spoutnik), *partorganizaciâ* (organisation du parti), *udarnik* (travailleur de choc), *pâtiletka* (quinquennat), etc. (Isayev, 1977b :356-357). Ainsi, la GLR contribue même au développement du « *fonds lexical international* ».

Il nous faut retenir de tous ces raisonnements des linguistes soviétiques de l'époque un fait indiscutable : c'est autour de la GLR que s'élabore l'aménagement du corpus de toutes les autres langues soviétiques, c'est la GLR qui est un point de repère pour les acteurs de la PLS et sans la GLR les langues non-russes ne pourraient ni se développer, ni s'enrichir. Cette tendance constitue un point culminant de la PLS des dernières décennies de l'URSS.

Chapitre IV Bilinguisme ou linguicide ?

« Le rapport harmonieux entre les intérêts nationaux et internationaux, l'essor et le rapprochement des nations et des nationalités ainsi que de leurs langues créent une situation linguistique spécifique à l'intérieur de la société multinationale soviétique, où le bilinguisme national-russe — [c'est-à-dire l'] utilisation libre de la langue maternelle et, parallèlement, du russe dans les diverses sphères de communication basées sur les normes littéraires— devient de plus en plus actif pour satisfaire aux besoins toujours croissants de la vie »

Karpenko (1984 :6)

Après avoir analysé les périodes majeures dans la PLS en URSS, essayons maintenant de donner une réponse à cette question importante : quel est le type de politique linguistique menée par le gouvernement et le Parti Communiste pendant des années 1930-1980 ? Cette politique vise-t-elle toujours à développer les langues nationales et préserver leur égalité ou plutôt à imposer la langue russe aux autres nations et groupes ethniques en les assimilant progressivement voire même en les exterminant ? Pour pouvoir répondre à cette question, il nous reste à étudier la vision officielle de la PLS de cette période et analyser quelques résultats de cette politique dans les dernières décennies de l'Union Soviétique

IV.1 Le concept soviétique de « bilinguisme harmonieux »

Il n'y a pas de changements significatifs de PLS dans la période post-brejnévienne (au moins jusque vers 1987-1989) : la promotion intense de la langue russe est toujours en vigueur. En 1984, le gouvernement et le parti Communiste lancent une nouvelle réforme scolaire propre au « *socialisme développé* », dont un des buts est de « *prendre des mesures supplémentaires pour l'amélioration des conditions pour l'apprentissage de la langue russe* » (parallèlement à la LM) qui est « *acceptée volontairement par les peuples soviétiques comme moyen de communication transnationale* ». Par conséquent, la « *maîtrise complète de la langue russe doit devenir une norme* » pour tous les jeunes qui finissent l'école secondaire (*Directions principales de la réforme de l'école secondaire générale et professionnelle*, 1984, chapitre III, art.10, in *RÁLSUZ USSR*, 1984, № 6 :8). La langue russe reste donc toujours le facteur principal dans la « *formation d'une seule culture socialiste* » du « *Peuple Soviétique* », et les enseignants de la langue russe sont considérés comme les « *soldats de première ligne au front idéologique* »¹¹⁷ (Mihajlovskaâ, 1985 :3 ; *RÁEŠ*, 1986, № 2 :17, cité par Kreindler, 1989 :57).

Le but officiellement proclamé de la PLS à l'époque est la « *formation du bilinguisme harmonieux* », particulièrement du bilinguisme « *national-russe* » car ce type de bilinguisme « *correspond, avant tout, aux intérêts des locuteurs des langues non-russes des peuples soviétiques* » (Dešeriev, 1976 :63, cité par Karpenko & Semenov, 1980 :108). Selon Dešeriev (1976), l'objectif principal du développement du bilinguisme national-russe dans la réalité soviétique est de « *favoriser pleinement le rapprochement des peuples, l'enrichissement mutuel de leurs cultures, la connaissance par tous les peuples de l'Union Soviétique des*

¹¹⁷Il est intéressant de noter que les phrases de ce type sont très souvent utilisées dans les écrits soviétiques. Comme l'explique Moskovich (1989 :93-94), la langue politique soviétique est pleine de terminologie militaire qui « *visent à créer l'impression que l'Union Soviétique est un camp d'armée assiégé où le peuple soviétique est obligé de se soumettre à la discipline militaire* ».

réussites culturelles, scientifiques et technologiques ». Et c'est la maîtrise de la langue russe, « *une des langues les plus développées de communication internationale et transnationale* » qui favorise largement ce processus (Dešeriev, *ibid.*). La pratique du bilinguisme « *national-russe* » présuppose, comme le considère Čertorižskaâ (1983), « *l'utilisation active de deux langues, la LM et langue russe, et leur fonctionnement parallèle* ». De plus, cette pratique « *stimule l'aspiration énorme des Soviétiques à l'apprentissage de la langue russe* » entraînée par « *l'augmentation incessante de son rôle* » dans la vie de la société soviétique (Čertorižskaâ, 1983 :6). Ainsi, ce type de bilinguisme est un phénomène « *progressiste* » car il aide à résoudre beaucoup de problèmes dans la vie économique, politique et culturelle des peuples de l'URSS (Ivanov, 1978 :6).

Mais que signifie la notion du « *bilinguisme harmonieux* » dans la conception linguistique soviétique ? Comme l'explique Beloded (1974), c'est une

« utilisation courante et similaire de la langue maternelle nationale et de la langue de communication transnationale, la langue russe. Ce caractère du bilinguisme assure l'application de deux langues, au niveau littéraire et normatif, dans tous les domaines [de la vie]: étatique, politique, industriel, scientifique, éducatif, culturel, et celui de la vie quotidienne » (Beloded, 1974 :13, *cité par* Karpenko & Semenov, 1980 :112).

Remarquons que cette définition du bilinguisme ressemble à la définition « fonctionnelle » de la personne bilingue introduite par Grosjean (1982) qui s'appuie sur la notion d'« usage régulier » de deux langues dans la vie quotidienne (Cavalli, 2005 :11-12). Pourtant l'accent est mis ici sur l'utilisation des langues dans leur forme « littéraire », « normative » ce qui montre un intérêt particulier de la sociolinguistique soviétique pour la « langue normative » (*literaturnyj âzyk*). En effet, comme l'explique Seriot (1986a :144), seule la langue normative est digne d'attention. Elle est « soumise à l'influence normalisatrice de la "société" » tandis que les autres variantes de la langue nationale restent « en dehors de tout contrôle ». La langue normative se base sur l'usage écrit comportant une variante orale et fait partie de la langue nationale. Elle est à la fois une « réalité » et un « idéal » vers lequel on tend :

« La langue normative est la forme la plus élevée de langue commune au peuple tout entier, qui représente les traits les plus caractéristiques, les plus fondamentaux d'un système linguistique, elle est génétiquement liée à la littérature, à l'activité des maîtres du mot et des savants. » (Gorbačevič, 1971 :23, *cité par* Seriot, 1986a :144)¹¹⁸

« La langue normative est la langue idéale, normalisée de la nation. À mesure qu'elle se répand parmi les représentants de la nation, s'élève le niveau de la culture, de l'unité et de l'unification sociale de la nation » (Hanazarov, 1974 :149, *cité par* Seriot, 1986a :145).

Ainsi, la langue normative proscrie les variantes propres à une langue nationale, par exemple. Elle se veut « transparente » pour une communauté nationale entière et sert à unifier cette communauté (Cf. Seriot, *ibid.*). D'ailleurs, dans la question du bilinguisme soviétique, l'importance de la « pureté » et des « normes », notamment de la langue russe, est constamment souligné (Cf. Isayev, 1977b :24-26 ; Kononenko, 1986 :50-52 ; Čertorižskaâ, 1983 :7). Le sujet de la « *culture de la langue russe par les non-Russes* » est un des sujets centraux dans la linguistique de l'époque (voir, par exemple, Beloded, 1981 :95-112 ; Čertorižskaâ, *ibid.*, p.7, 9 ; Rusanovskij, 1987 :5-6). La langue russe continue d'être considérée comme « *une seule langue standard* » qui ne comporte pas de variantes car ces « variantes nationales » ne peuvent simplement pas y exister (Cf. chapitre III.2.2.3 ; Ivanov, 1981 :8 ; Čertorižskaâ, *ibid.* ; Kreindler, 1989 :57).

¹¹⁸ Dans toutes les citations du chapitre, les passages soulignés le sont par nous.

Les linguistes soviétiques rejettent la théorie de « *l'utilisation sélective* » de la langue nationale et la langue russe selon laquelle chacune de ces langues doit être utilisée respectivement dans différents domaines de la vie. Cette théorie (qui s'apparente d'ailleurs à celle des domaines proposée par Fishman(1972)) est selon eux caractéristique du bilinguisme dans le « *monde capitaliste* » qui connaît des situations de diglossies où une des langues remplit des fonctions étatiques, officielles, culturelles tandis que l'autre est réservée à la vie quotidienne seulement (voir Rusanivskij, 1973, in Masenko, 2005 : 313-314). Les linguistes soviétiques avancent une théorie de « *l'utilisation parallèle* » des langues en tenant compte de la « *situation de communication concrète* » (Ivanov & Mihajlovskaâ, 1982 :7). Selon eux, les principes du « *bilinguisme harmonieux* » incluent :

« 1) l'englobement maximal par le bilinguisme de la population des républiques titulaires, républiques et régions autonomes ; 2) l'emploi large du bilinguisme dans tous les domaines de la vie de l'économie nationale avec l'utilisation rationnelle des ressources des langues nationales et de la langue russe ; 3) un haut niveau de maîtrise du russe comme moyen de communication transnationale » (Ivanov & Mihajlovskaâ, *ibid.*).

Le « *bilinguisme harmonieux* » est également le but principal de l'enseignement de la langue russe dans l'école nationale : elle est enseignée parallèlement à la langue maternelle (Isayev, 1977b :350 ; Mihajlovskaâ, 1983 :28 ; Ćertorižskaâ, 1983 :7). Ce type d'enseignement, comme le décrit Karpenko (1984), constitue « *une partie importante de la réalisation de la politique linguistique et de l'édification linguistique en URSS* ». Elle est appelée à « *assurer le développement ultérieur et l'accélération du bilinguisme national-russe* » (Karpenko, 1984 :38). Il faut noter tout de suite qu'il s'agit « *de préférence* » du bilinguisme national-russe (et non du bilinguisme russe-national, dénomination qui apparaîtrait comme beaucoup plus « colonisatrice »). Ainsi, selon Karpenko (*ibid.*, p.13), il existe deux types d'écoles en Union Soviétique : celles qui dispensent un enseignement monolingue (écoles russes en RSFSR) et celles proposant un enseignement bi- et plurilingue (écoles nationales des républiques fédérées, y compris en RSFSR). Par conséquent, le plan d'études pour les écoles russes prévoit l'enseignement de la LM (le russe) et une langue étrangère (LE)¹¹⁹ tandis que le plan d'études pour les écoles nationales prévoit l'étude de la LM, de la langue russe et d'une LE. Nous observons ici un trait caractéristique du bilinguisme soviétique, son caractère asymétrique bien qu'harmonieux : ce sont les non-Russes qui sont censés apprendre le russe tandis que les Russes ne sont pas obligés d'étudier une autre langue soviétique : leur LM leur est « *suffisante* » ; nous y reviendrons plus tard.

Cependant il semble qu'une attention particulière est consacrée à l'enseignement du russe dans les conditions du « *bilinguisme apparenté* », qui caractérisent les républiques slaves (Ukraine ou Biélorussie). Les langues ukrainienne et biélorussienne sont en effet apparentées à la langue russe, elles sont appelées « *langues sœurs* » (Cf. Karpenko, 1984 :7-8 ; Ćertorižskaâ, 1983). Dans de nombreux écrits, on trouve l'évidence des « *liens particulièrement forts* » entre ces langues, comme le décrit, par exemple, Uspenskij (1978) pour l'Ukraine. L'auteur explique qu'en Ukraine s'est établie depuis très longtemps une « *tradition stable de respect et d'amour pour la langue russe* » et pour beaucoup d'Ukrainiens la langue russe est devenue la « *seconde langue maternelle* ». L'apprentissage de la langue russe ne pose donc pas de problèmes pour les enfants ukrainiens car les deux langues sont si apparentées que cela sert de « *stimulation* » au développement du russe dans leur répertoire (Uspenskij, 1978 :5). Les linguistes considèrent que le bilinguisme ukrainien-russe ainsi que le bilinguisme russe-ukrainien est assez bien développé en Ukraine car les gens utilisent parallèlement les deux langues dans tous les domaines de la vie. Ils soulignent que le russe est utilisé plus souvent dans les villes, dans les grandes usines, parmi les ouvriers

¹¹⁹ En général, les langues étrangères enseignées sont l'Anglais, l'Allemand, le Français et l'Espagnol.

et ingénieurs tandis que dans les villages la population préfère la langue ukrainienne. Pourtant même dans les régions rurales, la langue russe commence à se répandre, ce qui accentue la diffusion des phénomènes de contact (mélange des langues). Plusieurs groupes de bilingues sont distingués par ces linguistes: 1) les locuteurs qui utilisent les deux langues dans la « *forme coordonnée* » (où ils respectent entièrement les normes de ceux langues) ; 2) ceux qui les utilisent dans la « *forme subordonnée* » (où ils respectent les normes mais avec une interférence insignifiante) et 3) les locuteurs qui maîtrisent principalement une des langues et utilisent la deuxième au niveau du « *bilinguisme reproductif* » (où les effets du transfert violent les normes de la deuxième langue)¹²⁰. Les linguistes concluent que le deuxième et le troisième groupes sont les plus répandus en Ukraine. De plus, ils soulignent qu'il existe une tendance à l'« *unification* » de la langue russe parlée par les Ukrainiens ce qui entraîne un processus de « *neutralisation* » de deux types du bilinguisme (ukrainien-russe et russe-ukrainien). Certains locuteurs ont même des doutes sur leur LM (!) : ils ne peuvent pas décider laquelle est maternelle et laquelle est seconde (Kononenko, 1986 :51-52). Ainsi, le bilinguisme (particulièrement, ukrainien-russe) est décrit comme processus complètement naturel, historiquement et culturellement justifié, un phénomène « *progressiste* » et « *bienfaisant* » qui doit se développer et être promu, notamment par les institutions éducatives (voir aussi Karpenko & Semenov, 1980 ; Beloded, 1981 ; Ivanenko, 1984).

La pratique du « *bilinguisme harmonieux* » est proclamée comme devant se développer de pair avec le principe de « *l'égalité absolue des langues* » où toutes les langues soviétiques « *ayant atteint leur essor* » réunissent leurs fonctions dans tous les domaines de la vie avec les fonctions de la « *langue commune de communication transnationale et de l'union des peuples de l'URSS* », la GLR (Beloded, 1975 :3 ; Isaev, 1977a :8 ; voir aussi Isayev, 1977b :349, 350 ; Karpenko, 1984 :38). Cette « *égalité des langues* » est vue comme un des grands succès de « *l'édification nationale et linguistique* » de l'URSS qui a gagné la « *reconnaissance et le respect dans le monde entier* » et « *sert d'exemple* » pour l'édification linguistique d'autres peuples du monde « *luttant pour leurs droits sociaux et nationaux, pour leur culture et leur langue* » (Beloded, *ibid.*, p.3-4). Ainsi, le « *bilinguisme harmonieux* » ne peut se développer que dans une société socialiste où

« le bilinguisme s'appuie sur une base principalement différente : il crée un environnement langagier où le développement continu et l'enrichissement de la langue nationale a lieu mais, avec cela, une nécessité s'accroît dans la maîtrise de la langue russe comme langue de communication transnationale » (Fedoseev, 1980 :68, cité par Ivanov & Mihajlovskaâ, 1982 :12-13)

Enfin, les linguistes soviétiques considèrent que le « *caractère objectif et progressiste* » du fonctionnement du « *bilinguisme harmonieux* » en Union Soviétique où toutes les langues nationales « *fleurissent* » est la réponse la plus appropriée aux critiques « *bourgeoises* » qui veulent semer la discorde entre le peuple russe et les autres peuples soviétiques. Ces « *idéologues de l'anticommunisme* » « *déforment le train historique des événements* » en avançant une « *thèse fausse* » sur le « *caractère soi-disant artificiel et forcé de l'expansion du russe* », notamment sur le territoire des républiques satellites. De même, ils parlent du « *processus de "russification", de l'assimilation forcée, de l'inégalité des cultures et langues nationales* » en URSS, tout cela, évidemment, dans le but d'ébranler l'autorité et le prestige du « *peuple soviétique* » dans le monde. Il est ainsi indispensable de réfuter cette « *propagande capitaliste* » en montrant la « *réalité objective* » soviétique où la politique

¹²⁰ Notons qu'ici on parle du bilinguisme en termes de la « *norme littéraire* » et non en termes de la « *compétence linguistique* ». Nous pourrions comparer la première forme avec la notion de « *bilinguisme équilibré* », le deuxième avec celle de « *bilinguisme dominant* » et la troisième avec le « *bilinguisme passif ou réceptif* », selon la classification occidentale (Cavalli, 2005 :10).

nationale et linguistique léniniste a été pleinement réalisée (Beloded, 1975 :3-4 ; Isaev, 1977a :11-12 ; voir aussi Isayev, 1977b :350-351 ; Čertorižskaâ, 1983 :10).

En nous remémorant les conceptions linguistiques et nationales de Lénine décrites dans le Chapitre I, nous pouvons douter que cette PLS des années 1970-1980 soit celle que Lénine voulait voir accomplie dans sa vision de la société socialiste¹²¹. Nous trouvons ici plutôt diverses interprétations de la politique léniniste par des linguistes soviétiques qui cherchent à justifier la politique de russification de cette époque de l'URSS : invoquer le Grand ancêtre Lénine est une façon de rendre cette politique acceptable aux yeux de toute la population multiethnique habitant l'Union Soviétique. Le concept de « *bilinguisme harmonieux* » devient donc très utile et très adéquat pour dissimuler la politique de russification menée partout dans l'Union. L'idéologie emprunte le discours savant des linguistes, les questions linguistiques sont instrumentalisées par le pouvoir. Remarquons que cette situation n'est pas propre à l'URSS de cette époque, mais que ce phénomène y est particulièrement bien mis en évidence. Il nous reste à analyser des exemples de résultats de cette politique du « *bilinguisme harmonieux* » pour pouvoir, si cela est possible, répondre à notre question initiale : comment caractériser, finalement, la PLS dans la période post-léniniste ? Est-ce le « *bilinguisme harmonieux* » comme le déclarent les acteurs de la PLS où un *linguicide* des langues nationales et celles des groupes ethniques, organisé et réalisé progressivement à fins politiques et idéologiques de l'empire totalitaire comme le prétendent les adversaires de l'URSS ? Comme nous pouvons nous y attendre, la réponse ne sera pas univoque...

IV.2 Quelques effets de la PLS

Les chercheurs occidentaux et les linguistes soviétiques reconnaissent le succès de la politique du « *bilinguisme harmonieux* » en URSS : à la fin de l'ère soviétique la plupart des citoyens de l'Union se proclament bilingues (en leur LM et en russe). Du côté soviétique, ce bilinguisme manifeste le succès de la PLS et reflète « l'état harmonieux des relations nationale-russes [c.à.d. entre les Russes et les autres nationalités] en général ». De nombreux incidents et agitations nationales sont cependant passés sous silence (Kirkwood, 1991 :67). Le « *bilinguisme harmonieux* » est annoncé comme le « *fruit de la réalisation* » du programme léniniste qui garantit l'égalité et le développement des langues nationales et de la langue russe en tant que langue « *d'intercommunication et d'union* » (Karpenko, 1984 :3). La situation est donc parfaite et sert d'exemple pour les pays « bourgeois » où la nature du bilinguisme est complètement différente (Cf. Isayev, 1977b :350-351).

Comme nous l'avons déjà indiqué précédemment, il est difficile de trouver des données soviétiques fiables concernant le destin des langues nationales ainsi que les écoles nationales. Les seules dont nous disposons concernent les taux de maintien de la LM pour les peuples non-russes ainsi que leur connaissances de la langue russe comme langue seconde. Pour la première fois, une question sur la connaissance du russe est incluse dans le recensement de 1970, elle sera reprise dans le recensement de 1979. Selon les données présentées par Kirkwood (1991 :68, voir Annexe K)¹²², la situation est vraiment idéalisée : d'un côté, le nombre des non-Russes qui affirment que leur maîtrise de la langue russe augmente, d'un autre côté, les taux de maintien de leur LM sont également très hauts. Pourtant, comme le souligne Kirkwood (1991), certaines de ces données peuvent être mises en doute. Par exemple, selon l'auteur, dans le cas d'Ouzbékistan, le pourcentage pour 1979 qui présente la connaissance du russe est exagéré artificiellement (le pourcentage augmente de 14.8% en

¹²¹ Pour une analyse approfondie de la PLS en relation avec la conception nationale et linguistique de Lénine, voir Šmelev (1989) in *RÁŠ*, 1989, №3 et №6.

¹²² Cf. aussi données présentées par Friedgut (1982 :85-87).

1970 à 49.2% en 1979) tandis que pour les Estoniens ce chiffre est artificiellement bas (le pourcentage diminue de 28.9% en 1970 à 24.2% en 1979). Dans le cas de l'Ukraine et de la Biélorussie, les hauts pourcentages de ceux qui considèrent la langue russe comme leur L1 peuvent être expliqués par la migration importante des Russes dans ces pays (pour l'Ukraine, le pourcentage augmente de 14.2% en 1970 à 17.1% en 1979 ; pour la Biélorussie, la progression est de 18.9% à 25.4%). En additionnant les données des colonnes 5 et 7 du tableau 1, l'auteur présente le pourcentage total de la population de 14 républiques satellites qui considèrent le russe soit comme leur L1, soit comme leur L2 (*voir* Annexe L). Nous observons que la situation n'est pas homogène : dans les huit républiques, moins de 50% des locuteurs de la nationalité titulaire déclarent leur connaissance du russe en 1979 (par exemple, 25.8% pour les Turkmènes ; 31.3% pour les Azerbaïdjanais). Dans les autres républiques, cependant, le pourcentage de ceux qui considèrent le russe comme leur L1 ou L2 est assez haut : de 53.2% (Moldaviens) à 82.4% (Biélorusses). Quant aux Russes, ils ne montrent pas un grand intérêt pour apprendre une autre langue soviétique que le russe : en 1979, 3.5% seulement des Russes déclarent leur connaissance d'une autre langue soviétique (Kirkwood, 1991 :69 ; Friedgut, 1982 :87 ; Grenoble, 2003 :195-196).

En ce qui concerne les taux de maintien de la LM, ils sont considérablement hauts en 1979 : de 74.2% dans le cas de la Biélorussie à 98.7% dans le cas de la Turkménie. Pourtant, si l'on compare ces taux pour les années 1970 et 1979¹²³, on observe tout de même une légère diminution (sauf pour l'Ukraine et la Biélorussie) dans la rétention de la LM par les nations soviétiques en 1979 tandis que la tendance à reconnaître le russe comme L1 ou L2 augmente considérablement.

Selon les données soviétiques de 1981, 73.7 millions de personnes en URSS possèdent une seconde langue : 61.3 millions de personnes possèdent le russe et 12.5 millions possèdent une autre langue nationale des républiques titulaires (comme l'ukrainien, le biélorusse, le kazakh, etc.). Les bilingues (parmi les non-Russes) constituent 55.1%, ce qui témoigne du bilinguisme dominant national-russe. Au total, 82% de toute la population soviétique possèdent le russe soit comme LM, soit comme L2 (Karpenko, 1984 :3)¹²⁴. Ces chiffres sont considérés très favorablement et témoignent du succès de la PLS. Par ailleurs, les autres formes de bilinguisme, comme, par exemple, le bilinguisme national-national (Ouzbèk-Tadjik ou Azerbaïdjan-Arménien) n'est pas vraiment souligné car son importance est d'« *un caractère local* » (Isayev, 1977b :350).

Enfin, les données pour l'année 1989 (la fin de l'URSS) sont présentées par Grenoble (2003 : 195, *voir* Annexe M). Elles montrent l'augmentation de la maîtrise du russe par les peuples non-russes soviétiques (en comparaison avec l'année 1979), à l'exception de certaines nations et groupes ethniques (par exemple, les Biélorusses, les Tchétchènes, les Lettons, les Lituanais, les Ouzbèks, etc.). Tout cela, selon l'auteur, représente le basculement vers la langue russe, certaines nationalités ayant même « renoncé à leur LM en faveur du russe » (Grenoble, 2003 :195-196). Les plus menacées sont, évidemment, les langues des petits groupes ethniques, comme celles du Daghestan ou de la Sibérie¹²⁵ (*voir* Annexe N). Dans certains cas, cette diminution est dramatique. L'utilisation de la LM des Nanai par exemple passe de 86% en 1959 à 44% en 1989 et celle des Gilyak de 76% à 23%. Ainsi, la PLS entraîne la disparition des « petites » langues du Nord : elles sont marginalisées et ne sont

¹²³ Il est également intéressant d'analyser les taux de rétention de la LM pour des années 1926-1970, proposés par Lewis, 1972 :132-134, *voir* Annexe O.

¹²⁴ Pourtant, à la fin des années 1980, on peut déjà trouver d'autres données qui montrent que la situation linguistique soviétique concernant le bilinguisme est loin d'être parfaite car, dans la plupart de républiques, 30%-40% des nationalités seulement possèdent des bonnes connaissances de la langue russe. De plus, il y a des difficultés linguistiques sérieuses dans l'armée et tout le monde n'est pas convaincu de la nécessité d'apprendre le russe (Kozlov, 1987 :60, *citée par* Kreindler, 1989 :58).

¹²⁵ Pour une étude de la situation linguistique au Nord de l'URSS, *voir* Vahtin (2005).

presque pas utilisées dans l'éducation ou l'administration. A la fin des années 1980, de nombreux enfants commençant l'école ne parlent pas leur LM mais utilisent le russe comme L1 ; la LM doit donc être apprise comme une LE. Après la dissolution de l'URSS, seul un petit nombre d'écoles du Nord proposent un enseignement en LM ; pour l'illustration voir Annexe, table 26, p.191 (Grenoble, 2003 :187-188 ; 190-191).

IV.3 Un bilan de la PLS

Suite à l'exposition de ces diverses données, nous pouvons reprendre la question fondamentale à laquelle nous essayons de répondre. La PLS conduit-elle au « *bilinguisme harmonieux* » ou au *linguicide*? Il n'est pas possible de donner une réponse valable à cette question pour toute l'Union Soviétique, car la situation linguistique n'est pas la même dans toutes les régions et pour chaque population. Comme le décrit Kreindler (1982a :25), la politique de la promotion intensive de la GLR a suscité différentes réactions auprès des différentes nations : certaines langues sont « forcées de se retirer », d'autres ont occupé une « position de défense » tandis que d'autres encore ont « relevé le challenge » et ont même trouvé le moyen de se développer et d'avancer (par exemple, le géorgien, l'arménien, l'azerbaïdjanais). En effet, d'un côté, nous voyons des nations qui maintiennent fortement leur LM (principalement les langues nationales des républiques titulaires) mais, d'un autre côté, des langues sont progressivement abandonnées par leurs locuteurs et destinées à disparaître (comme les « petites » langues de la Sibérie). On pourrait dire que la politique du « *bilinguisme harmonieux* » avec la langue russe est très positif car il favorise les relations transnationales dans la société multiethnique qu'est l'Union Soviétique. Mais ce bilinguisme n'est pas « *harmonieux* » pour autant, il n'est pas équilibré car la plus grande place est attribuée à la langue russe qui tend à minoriser la LM. La dénomination positive masque en fait une politique d'*assimilation linguistique*, une russification des langues nationales.

Cependant, pour pouvoir soutenir cette hypothèse, nous ne pouvons pas nous contenter d'analyser les données statistiques soviétiques dont nous avons souligné le manque de fiabilité. Il nous faut aussi analyser la situation de la fin de l'Union Soviétique, quand la période de *glasnost* a permis de discuter ouvertement les problèmes nationaux et linguistiques longtemps passés sous silence. Une telle réévaluation de la PLS par les linguistes soviétiques est très précieuse car elle montre une approche plus critique de l'analyse des actions du gouvernement et du parti ainsi que des acteurs de la PL en général. Dans les écrits de la fin des années 1980, nous trouvons, pour la première fois, des jugements concernant la situation linguistique en URSS et la critique de la PLS à propos des langues nationales et de celles des groupes ethniques. Ainsi, Šmelev (1989) n'hésite pas à mettre en doute la réalisation du « *bilinguisme harmonieux* » dans la pratique soviétique en lançant un appel à réfléchir sur le destin des langues nationales. Il rappelle qu'en Lettonie, par exemple, 80% des Lettons connaissent la langue russe alors que 80% des Russes ne savent pas le letton ; qu'en Moldavie, les étudiants qui rentrent en facultés de lettres ne peuvent pas parler moldave ; qu'en Biélorussie, il n'y a presque pas d'écoles avec le biélorusse comme langue d'enseignement ; qu'en Kirghizie, 73 domaines de la vie sociale se servent de la langue russe au lieu du kirghize ; qu'en Tchouvachie, on ne veut pas apprendre la LM aux enfants, etc. L'auteur considère que pour résoudre ces problèmes, il faut « *reconstruire totalement la politique linguistique concernant toutes les langues des peuples soviétiques sans exception* » car beaucoup d'actions ont été « *irréfléchies et immorales* » (Šmelev, 1989 :92). L'auteur souligne que les acteurs de la PLS ont négligé les « *intérêts nationaux* » dans le domaine linguistique et que c'est une grande erreur car une telle attitude touche profondément les « *sentiments internationaux* » des peuples soviétiques et qu'« *aucun mot sur l'amitié et la*

fraternité » ne peut compenser cette négligence. Ainsi, il conclut que l'attitude négligente et indifférente à l'égard des langues nationales et de celles des groupes ethniques fait douter de l'idée même du « *bilinguisme harmonieux* »¹²⁶. Celui-ci ne peut pas simplement faire l'objet d'un décret ou d'une résolution ou d'une quelconque « *motivation artificielle* ». La PLS est donc ouvertement jugée « *incompétente* » et « *non-démocratique* », et très loin de la politique léniniste. Elle a besoin d'être reconsidérée et changée (Šmelev, *ibid.*, p.84)¹²⁷.

Ajoutons que des recherches plus modernes réalisées par certains linguistes (par exemple, Masenko, 2005 ; Lizančuk, 2008) sont également importantes pour nous car elles présentent des données rares. Ainsi, nous découvrons qu'au début des années 1960, un Conseil scientifique est créé dans le système de l'Académie des Sciences de l'URSS dont la tâche consiste à étudier les « *régularités du développement des langues nationales en rapport avec le développement des nations socialistes* ». Le programme de ce Conseil présente clairement son but principal : la « *création de la base théorique pour la russification forcée de certaines républiques* ». La phrase introductive sur « *l'égalité totale des peuples soviétiques et leurs langues* » est suivie par une explication selon laquelle cette « *égalité* » n'est pas vraiment « *égale* » pour tous car il existe des langues ayant des droits plus ou moins égaux dépendant de leurs fonctions dans la société. Par conséquent, toutes les langues soviétiques sont divisées en langues « *avec perspective* » (comme la GLR, le géorgien, l'arménien, le letton, le lituanien, l'estonien), et celles « *sans perspective* » (toutes les autres langues nationales et celles des groupes ethniques)¹²⁸. Il est intéressant de noter que les langues « *avec perspective* » sont les langues dont les locuteurs ont témoigné de leur solidarité nationale par leur loyauté linguistique et ont résisté avec force à la russification. Ce facteur a contraint le pouvoir soviétique à les respecter et à déclarer que ces langues « *accomplissent tout le complexe de fonctions des langues littéraires* ». Au contraire, les langues ukrainienne, biélorusse, azerbaïdjanais et les langues de l'Asie Centrale sont considérées comme étant « *sans perspective* ». De plus, le programme décrit le plan pour « *l'étape finale de l'incorporation des langues apparentées dans la grande langue russe* » (il s'agit de l'ukrainien et le biélorusse)¹²⁹ ce qui montre la russification évidente planifiée par le Conseil (Masenko, 2005 :20-21 ; voir aussi Solchanyk, 1985 :79-80).

Même à la fin de l'URSS, pendant la période de *glasnost* et de *perestroïka* proclamés officiellement, la PLS est encore considérée comme un succès et la promotion du « *bilinguisme harmonieux* » est toujours en vigueur. Le plénum du CC du Parti Communiste Soviétique en 1988 n'hésite pas à répéter la thèse de l'importance du « *choix volontaire* » de la langue d'enseignement car le refus d'un tel choix amènera nécessairement à la « *violation des principes démocratiques dans la question nationale* ». Mais il ne faut pas laisser « *l'amour légal pour la langue maternelle se transformer en chauvinisme langagier* ». Une

¹²⁶ La notion soviétique du « *bilinguisme harmonieux* » est considérée par certains comme non authentique. Elle est critiquée dans certains journaux et revues de 1987 où des lettres personnelles de citoyens soviétiques sont publiées. Ceux-ci se plaignent de l'absence ou de la maîtrise insuffisante de leur LM dans leur république à cause de la PLS (Kreindler, 1989 :58-59).

¹²⁷ Par ailleurs, l'auteur considère qu'à la lumière de cette revalorisation des langues nationales, il est absolument correct et naturel de reconnaître les langues nationales des républiques comme leurs langues officielles. Selon lui, proclamer le russe comme langue officielle de l'URSS est une « *exigence injuste* » qui amènera à la violation de l'égalité nationale (Šmelev, *ibid.*, p.93). Nous savons qu'une telle position linguistique est influencée par les protestations populaires et les « *batailles linguistiques* » de l'époque car l'année 1989 marque un tournant dans la PLS : c'est l'année où les républiques soviétiques commencent à instituer leurs propres lois linguistiques. Ce mouvement commence dans les pays baltes avec la RSS d'Estonie en 1989, ensuite 11 républiques satellites leur emboîtent le pas; la dernière est la RSS de Turkménie en 1990 (Grenoble, 2003 :205).

¹²⁸ Cf. Chapitre III.1.2.

¹²⁹ Nous reconnaissons ici encore une fois l'idée du « *Sprachbund* » et la fusion finale des langues slaves !

des recherches menée par des sociologues ukrainiens¹³⁰ en 1988, nous présente les résultats de cette politique « démocratique » : dans la capitale de l'Ukraine, à Kiev, 16.5% de familles interrogées seulement utilisent de préférence la langue ukrainienne; 67.1% des familles utilisent plutôt le russe ; 16.1% se servent de deux langues. 47% de personnes utilisent la langue ukrainienne dans leur vie quotidienne tandis contre 8.3% au travail. Selon les données de 1990, sur quatre enfants ukrainiens, trois sont éduqués dans les institutions préscolaires russes (Lizančuk, 2008). Ainsi, avant la dissolution de l'URSS, les acteurs de la PLS peuvent considérer leur tâche de russification accomplie, au moins dans certaines républiques satellites et régions ethniques.

L'analyse de la situation linguistique de la fin des années 1980 nous permet de confirmer notre hypothèse sur la nature de la PLS : elle peut être considérée comme **une politique d'assimilation (ou/et d'extermination)** car elle emploie des moyens planifiés dans le but « d'accélérer la minorisation ou la liquidation de certains groupes linguistiques » (Leclerc, 2010c). Ces moyens peuvent être *explicites* et avoir une forme légale (comme l'interdiction, l'exclusion ou la dévalorisation sociale, même la répression ou le génocide) ou *implicites* sous une forme plus acceptable : on proclame l'égalité et accorde des droits linguistiques théoriquement mais, en réalité, on recourt à « des pratiques niant systématiquement ces mêmes droits » (Cf. Leclerc, 2010c ; Matthey & Trimaille, 2007). C'est exactement le cas de l'Union Soviétique des années 1930-1980. En proclamant officiellement l'égalité des langues, le gouvernement et le Parti Communiste dissimulent en fait leur politique de russification. Cette démarche est évidemment employée à fins politiques et idéologiques plus larges : la cohésion et la consolidation de l'Etat Soviétique ainsi que la création d'une « nouvelle communauté historique, le Peuple Soviétique » ayant une « seule culture socialiste » et une « seule langue commune ». La politique d'assimilation soviétique est appelée « progressiste » et semble être la solution la plus appropriée pour cet état multiethnique qu'est l'URSS. Le « bilinguisme harmonieux » marque la plus grande réussite de l'«édification linguistique soviétique ». Il est la solution finale au problème national et linguistique. Celui-ci est désormais « résolu avec succès » grâce à un « véritable exploit héroïque du Parti Communiste et du Peuple Soviétique » (*Programme du CC du Parti Communiste de l'Union Soviétique*, 1986, in Lizančuk, 2008).

Pour aller plus loin, il faut encore dire que les acteurs de la PLS ont également employé des moyens *explicites* pour réaliser leurs buts même si ces moyens étaient « cachés » ou « couverts » par d'autres noms¹³¹ en en faisant de véritables tabous pour la population. Cela a été principalement le cas en Ukraine, en Biélorussie, et au Kazakhstan ainsi que dans d'autres républiques et régions où la politique staliniste s'avérait particulièrement agressive et violente. Même s'il n'existait aucune loi proclamant l'interdiction ou l'exclusion d'une langue nationale, certaines langues étaient *de fait* souvent interdites, exclues, dévalorisées par la répression. Le nombre de locuteurs de la langue ukrainienne ou biélorusse¹³² a diminué sous la pression effrayante des purges, des déportations et de l'élimination de l'intelligentsia locale (non seulement pendant la période stalinienne mais aussi dans les années 1970). Cette politique agressive a entraîné la peur de parler ukrainien ; dans certaines régions, il existait des lois « non-écrites » qui définissaient le moment et l'endroit appropriés pour parler la langue nationale (Large, 2006)¹³³. L'analyse de la PLS sur le territoire de l'Ukraine amène

¹³⁰ Ce sont les sociologues de l'Institut de la Philosophie de l'Académie des Sciences de la RSS d'Ukraine à Kiev.

¹³¹ Par exemple, on a réalisé des purges et on a parlé d'« élimination des ennemis de la Patrie » ; on a éliminé l'intelligentsia locale et on a parlé d'« épuration des éléments bourgeois nationalistes », etc.

¹³² Les langues ukrainienne et biélorusse, les langues apparentées au russe, étaient considérées comme les langues les plus aisées à russifier (Masenko, 2005).

¹³³ Pour une analyse intéressante de la PLS en Ukraine et la lutte de l'intelligentsia locale contre cette politique, voir Solchanyk (1985 :83-86 ; 87-92).

certain linguistes à la qualifier de « *linguicide* » (Masenko, 2005 ; Lizančuk, 2008) car, selon eux, cette politique était orientée vers l'assimilation de la langue ukrainienne sous ses formes les plus « cruelles » : si le gouvernement tsariste a essayé d'influencer la langue ukrainienne par les moyens de « pression extérieure », le gouvernement soviétique a inventé quelque chose de nouveau parce qu'il intervenait dans les « lois internes de la langue » (Ševel'ov, 1998 :173, *cité par Masenko, 2005 :6*). Le but de la PLS à l'égard de l'ukrainien était donc non seulement de limiter ses fonctions dans divers domaines de la vie mais aussi de détruire « ses bases lexicales, phraséologiques et grammaticales » (Masenko, *ibid.*, p.34). Ainsi, nous pouvons bien parler de *linguicide* de plusieurs langues nationales, notamment, l'ukrainien et le biélorusse.

En résumé, la PLS n'est pas homogène pendant toute la période de l'existence de l'URSS. La période de tolérance et de promotion des langues nationales et de celles de groupes ethniques au début du pouvoir bolchevique (les années 1917-1930) change rapidement en direction de la russification et de l'assimilation linguistique, plus ou moins agressives, des années 1930-1980. La russification vigoureuse des peuples non-russes et leurs langues pendant l'ère brejnévienne est particulièrement marquante. Beaucoup de langues nationales se retrouvent dans une position marginalisée, elles sont affaiblies considérablement et certaines d'entre elles disparaissent. Mais une telle politique d'assimilation provoque aussi la réaction de beaucoup de nations qui commencent à lutter pour leurs droits nationaux et linguistiques. C'est une des raisons qui mène, finalement, à la séparation des républiques, à la proclamation de leur indépendance et à la dissolution de l'empire soviétique. Ainsi, la PLS post-léniniste peut être qualifiée d'assimilatrice en général, ou appelée politique *linguicide*, dans certains cas. Elle visait l'assimilation des toutes les nations soviétiques et leurs langues, mais a rencontré une forte opposition dans certaines républiques en raison de la conscience nationale et de la loyauté linguistique des populations locales

Conclusion

Si Lénine travaillait pour la diffusion du communisme, Staline et ses successeurs ont eu à gérer avant tout l'empire soviétique. Cet empire couvrant un cinquième de la planète et peuplé de centaines de peuples aux cultures et langues différentes est un constant défi à la cohésion. Les dirigeants de l'URSS mettent rapidement en œuvre une politique de contrôle de la population basée sur la propagande et la répression. Le lien citoyens – Parti communiste est solide mais le lien citoyens - citoyens est encore trop fragile. Une idée devient rapidement obsessionnelle chez les dirigeants : il faut que toutes ces entités humaines diverses convergent pour devenir un seul peuple, un peuple soviétique. Ce peuple d'« hommes nouveaux » aura une mentalité unique, une identité unique forgée par le communisme. Comme la langue joue un des rôles principaux dans la perception de l'identité, ce peuple aura une langue unique. Il est plus facile d'utiliser pour cela une langue déjà existante, et comme le point névralgique de l'URSS, c'est Moscou, c'est le russe qui sera choisi pour ce « grand » rôle. Le russe, c'est la langue du pouvoir, c'est la langue du centre, c'est la langue historique des bolchéviques. Dès la formation de cette idée, le pouvoir n'aura de cesse de mener une politique de russification du territoire soviétique.

Notre travail visait à décrire la politique linguistique menée en URSS pendant toute son existence en définissant les acteurs et ses buts, les conceptions nationales et/ou linguistiques qui la sous-entendaient, les moyens et les procédures de sa réalisation ainsi que ses résultats. Pour réaliser cette tâche, nous avons étudié un certain nombre de documents originaux soviétiques en nous appuyant sur les recherches déjà faites dans ce domaine. Nous avons donc orienté notre analyse autour de moments décisifs dans la mise en œuvre de la PLS ce qui nous a permis de définir son type et son efficacité.

La **première partie** de notre travail a porté sur le début de l'ère soviétique (1917-1930) ce qui est généralement appelé la « période léniniste ». Nous avons pu identifier les acteurs principaux de la PLS qui, d'ailleurs, restent les mêmes pour toutes les périodes suivantes : ce sont le gouvernement soviétique, le Parti communiste, le premier secrétaire du Parti (ici Lénine) ainsi que des linguistes, des enseignants, des administrateurs locaux, etc. Nous avons vu que les buts des acteurs de la PLS des premières années sont liés à la tâche politique centrale qui consiste à moderniser et industrialiser le nouvel état ainsi que communiquer le programme politique et idéologique du Parti à la population. Dans ce but, une forte campagne d'alphabétisation est menée partout dans l'Union Soviétique avec un succès significatif. Nous avons également analysé les conceptions nationales et linguistiques qui étaient à la base de toutes les décisions politiques et de l'aménagement linguistique réalisé à l'époque. Nous avons pu conclure que, dans la conception linguistique soviétique, la langue est un objet manipulable et, par conséquent, la PL est une intervention consciente dans le développement des langues. Ensuite, notre analyse des conceptions nationales et linguistiques de Lénine nous a montré sa conviction de l'égalité de toutes les nations et leurs langues ainsi que son opposition à tout privilège pour quelque langue que ce soit, la langue russe incluse. Cette politique égalitaire de Lénine devient donc la base de la PLS de la première période.

En étudiant les niveaux de l'aménagement linguistique soviétique, nous avons découvert que tous les efforts des acteurs de la PLS à l'époque étaient orientés vers la construction et le

développement des langues nationales de l'URSS, ce processus étant appelé l'« *édification linguistique* ». L'« *édification linguistique* » visait l'aménagement du corpus des langues soviétique (standardisation, création d'alphabets, élaboration du lexique et de la terminologie, etc.) ainsi que l'aménagement de leur statut (création des langues nationales, développement de l'éducation, la publication et l'administration dans ces langues, etc.). Après avoir analysé les résultats d'une telle politique, nous avons pu conclure que l'« *édification linguistique* » a démontré son efficacité dans de nombreux domaines du fonctionnement des langues soviétiques car, favorisant largement leur développement, elle a élevé considérablement leur statut dans la vie sociale. Ainsi, la période léniniste est caractérisée par la promotion intense des langues nationales et celles des groupes ethniques, même si, comme nous l'avons vu, il y a toujours des motivations politiques et idéologiques à l'origine de ce discours sur les langues.

La **deuxième partie** de notre travail a consisté à analyser une période transitoire dans la PLS, les années 1930-1964, où l'URSS est respectivement gouvernée par Staline (1927-1953) et Khrouchtchev (1953-1964). Nous avons pu remarquer deux tendances différentes de la PLS caractéristiques de l'époque stalinienne. La première, en vigueur pendant les premières années du pouvoir stalinien, ne se différenciait pas trop de la PL léniniste. Staline et son gouvernement ont continué de réaliser la politique « *nationale en forme, socialiste en contenu* » selon laquelle beaucoup d'efforts étaient toujours consacrés au développement des langues nationales et à celles des groupes ethniques. Pourtant, nous avons vu que la politique stalinienne concernant les nations et leurs langues a changé avec le temps. Pour réaliser sa politique économique et culturelle en URSS, Staline est devenu l'initiateur du processus de russification des républiques et des langues non-russes. C'est aussi sous Staline que l'apprentissage obligatoire du russe dans toutes les écoles des républiques satellites et des régions ethniques a été introduit en élevant, de cette manière, le statut de cette langue parmi les autres langues soviétiques. Ainsi, pendant la période stalinienne, les acteurs de la PLS favorisent le statut de la langue russe et, par conséquent, son prestige commence à augmenter. Cependant, les langues nationales sont toujours respectées et jouissent encore de leurs privilèges.

La PLS pendant les temps khrouchtchéviens a suivi le cours indiqué par Staline. La politique de la « *prospérité* » et du « *rapprochement* » des nations étant introduite, la langue russe a reçu de nouvelles fonctions pour construire la société socialiste. Elle a été proclamée officiellement comme étant la « *langue commune de communication transnationale et de coopération de tous les peuples de l'URSS* » ce qui a donné lieu à de nombreuses discussions sur l'« *égalité* » et l'« *utilité* » de toutes les autres langues soviétiques. Nous avons également remarqué qu'à la suite des réformes éducationnelles de 1958-1959, l'enseignement en LM n'est plus obligatoire dans les écoles nationales. En effet, désormais l'enseignement des enfants a pu être conduit dans « *n'importe quelle langue librement choisie* » ce qui a menacé considérablement le statut des langues nationales et celles des groupes ethniques. L'apprentissage de la langue russe, au contraire, est devenu de plus en plus important. Par conséquent, le nombre d'écoles ayant le russe comme langue de scolarisation a commencé à augmenter. Nous avons pu conclure qu'à l'époque khrouchtchévienne, la langue russe a été élevée au statut de *lingua franca* de l'URSS tandis que les langues nationales, et particulièrement celles des groupes ethniques, ont commencé à perdre peu à peu leur valeur fonctionnelle.

La **troisième partie** de notre recherche a été dédiée à la dernière période de l'URSS, notamment à l'époque brejnévienne. Nous avons découvert que le gouvernement soviétique a introduit la conception d'une « *nouvelle communauté historique* », celle du « *peuple* »

soviétique». Dans cette nouvelle conception, il n'y a plus beaucoup de place pour les langues nationales, et le rôle de la langue russe augmente considérablement. Les discussions sur l'« égalité » de toutes les langues ont continué de se mener à l'époque, mais pour argumenter *in fine* en faveur des qualités supérieures de la « *grande langue russe* » ainsi que du « *grand peuple russe* ». Ce discours est proclamé officiellement et peut être trouvé dans toutes les écrits linguistiques et paralinguistiques de l'époque. En employant les outils de l'analyse du discours, nous avons analysé certains extraits tirés de ces écrits qui glorifient la langue russe et justifient sa position supérieure dans la société soviétique (le « discours soviétique sur la langue » (Seriot, 1984)). Ainsi, nous avons vu que la langue russe est considérée comme « *grande* » par les linguistes soviétiques car, selon eux, elle est « *la plus riche et la plus puissante* », elle a les capacités de « *tout nommer* » et elle « *reflète le mieux la réalité* ». Par conséquent, la langue russe reçoit de nouvelles fonctions dans la société soviétique : la fonction pédagogique car elle contient en elle-même le message communiste, la fonction d'enrichissement car elle « *enrichit* » les autres langues soviétiques, la fonction de consolidation et d'unification de l'URSS car elle « *cimente* » les divers peuples dans une unité monolithique. Toujours selon les linguistes soviétiques, la langue russe joue également le plus grand rôle dans la création du « *fonds lexical commun* » des langues soviétiques et enrichit non seulement ces langues mais aussi les langues mondiales. Comme nous avons pu le voir, c'est autour de la « *grande langue russe* » que s'élabore l'aménagement du corpus de toutes les autres langues soviétiques dans les dernières décennies de l'URSS.

Nous avons également découvert que certains événements dans la vie politique et sociale de l'Union définissent le changement significatif dans la PLS de l'époque. Ainsi, la nouvelle Constitution de 1977 a transformé le « *droit d'utiliser sa langue maternelle* » en « *possibilité d'utiliser sa langue maternelle* » ainsi qu'en « *possibilité d'un enseignement à l'école dans la langue maternelle* ». Le décret de 1978 a introduit les mesures pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage de la langue russe dans toutes les républiques satellites ce qui a eu pour but la plus grande dissémination de cette langue. Pareillement, les conférences de 1975 et 1979 dédiées à la langue russe ont montré une attention particulière des acteurs de la PLS à l'enseignement de cette langue qui devient une des tâches prioritaires de l'école secondaire. Nous avons donc pu conclure que, grâce à cette démarche, le prestige du russe est devenu indiscutable tandis que le statut des langues nationales, et particulièrement de celles des groupes ethniques, s'est affaibli considérablement, leurs fonctions étant largement limitées dans tous les domaines de la vie. Ainsi, la situation linguistique en URSS à la veille de la *perestroïka* est radicalement différente de celle des premières années soviétiques, bien qu'elle continue de se réclamer léniniste.

Enfin, dans la **quatrième partie** de notre analyse, nous avons essayé de définir le type de la PLS dans les dernières décennies de l'URSS et d'évaluer son efficacité. Nous avons relevé que le but officiel de la PL en URSS à l'époque était la formation du « *bilinguisme harmonieux* », particulièrement du bilinguisme « *national-russe* ». Selon les linguistes soviétiques, ce concept présuppose l'utilisation courante parallèle de deux langues, la LM nationale et la langue russe, dans tous les domaines de la vie. Ce « *bilinguisme harmonieux* » était également le but principal de l'enseignement du russe à l'école nationale. Pourtant, il faut dire que le « bilinguisme soviétique » était asymétrique car il concernait, avant tout, les non-Russes qui étaient censés apprendre le russe. Les Russes, eux n'étaient de leur côté pas obligés d'étudier une autre langue soviétique car leur LM leur était « suffisante »... Le « *bilinguisme harmonieux* » était considéré par les acteurs de la PLS comme un développement historique très « *progressiste* » et caractéristique de la société socialiste où toutes les langues sont « *égales et fleurissent* ». Nous avons cependant pu conclure qu'en réalité, le concept de « *bilinguisme harmonieux* » a servi à dissimuler une politique de

russification menée par le gouvernement soviétique. Après avoir analysé certains résultats de cette politique, nous avons vu qu'elle a influencé considérablement le recul des langues nationales et de celles des groupes ethniques. Le nombre d'écoles en LM ainsi que d'élèves dans ces écoles a largement diminué ; ces langues ont été marginalisées dans tous les domaines de la vie et certaines parmi elles (les « petites » langues des groupes ethniques, par exemple) ont même presque disparu. Les taux de maintien de la LM dans certaines républiques satellites ont également diminué tandis que la maîtrise de la langue russe par les peuples non-russes a augmenté. Pourtant, il faut tenir compte que la situation linguistique n'était pas la même dans toutes les régions de l'URSS. Nous avons pu voir que certaines nations ont gardé de hauts taux de rétention de leur LM grâce à une forte résistance à l'assimilation basée sur une solide conscience identitaire.

Ainsi, l'analyse de la situation linguistique de la fin des années 1980 nous a permis de qualifier la PLS de **politique d'assimilation linguistique**. Tenant compte des moyens implicites et explicites utilisés par les acteurs de la PLS à l'égard de certaines langues nationales, nous avons pu conclure que cette politique peut également être interprétée comme *linguicide*. Nous avons donc pu confirmer que la PLS des années 1930-1980 a visé à russifier toutes les nations et groupes ethniques soviétiques même si le succès de l'assimilation n'a pas été le même partout.

Pour résumer, nous pouvons dire que la PLS peut être divisée chronologiquement en deux moments selon les conceptions linguistiques et idéologiques qui l'orientent. La PLS des premières années (1917-1930) est une politique de type *sociolinguistique* (Cf. Kirkwood, 1989) car elle favorise largement le développement des langues nationales et celles des groupes ethniques en se basant sur la conception égalisatrice des toutes les langues. La PLS des décennies suivantes (1930-1991), jusqu'à la chute de l'empire soviétique, est caractérisée par un changement progressif de conception qui mène vers l'assimilation de toutes les langues non-russes et à la promotion intense de la « *grande langue russe* ». Ainsi, c'est une PL de type *instrumentaliste* qui vise à imposer le russe aux autres peuples soviétiques en établissant une hiérarchie évidente entre les langues.

L'Union Soviétique n'existe plus, sa PL n'est plus en vigueur, pourtant ses effets sont toujours présents et beaucoup de nations ex-soviétiques, déjà souveraines, souffrent toujours de ses conséquences. Dans un prochain travail, il serait intéressant d'analyser les conséquences de la PLS sur les langues nationales des ex-républiques et régions soviétiques, d'évaluer la position et le statut de leurs langues nationales et ethniques, les liens qu'elles entretiennent avec la langue russe aujourd'hui, mais aussi avec les langues étrangères, notamment l'anglais et l'allemand. Il serait également intéressant de voir aussi comment les questions linguistiques sont instrumentalisées par les discours politiques qui s'affrontent sur l'ex-territoire soviétique et quel est le traitement actuel des minorités linguistiques. Il serait également possible de comparer la proclamation officielle des lois linguistiques dans ces pays et leur réalisation ainsi que d'étudier les attitudes des populations concernés envers les langues existant dans leur pays. Tout cela nous permettrait d'établir les liens avec le passé pour pouvoir résoudre efficacement les problèmes linguistiques d'aujourd'hui.

Bibliographie – Références théoriques

- Ager, D. (2001). *Motivation in language planning and language policy*. Clevedon: Multilingual Matters.
- Bennigsen, A. (1982). Langues et assimilation en URSS (comment). *International Journal of the Sociology of Language*, 33, 57-61.
- Calvet, L.-J. (1996). *Les politiques linguistiques*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Cavalli, M. (2005). *Education bilingue et plurilinguisme : Le cas du Val d'Aoste*. Paris :Didier (LAL).
- Crisp, S. (1989). Soviet language planning 1917-1953. In M. Kirkwood (Ed.), *Language Planning in the Soviet Union* (pp. 23-45). London: Macmillan Press.
- Dickens, M. (1988). *Soviet language policy in Central Asia*. Consulté le 10 septembre 2010, disponible sur <http://oxuscom.com/>.
- Eloy, J.-M. (1997). « Aménagement » ou « politique » linguistique ? *Mots*, 52, 7-22.
- Friedgut, T. (1982). The unity of language and the language of unity (comment). *International Journal of the Sociology of Language*, 33, 79-89.
- Grenoble, L. (2003). *Language policy in the Soviet Union*. Dordrecht, Boston: Kluwer Academic Publishers.
- Khylya Hemour, A. (2009). *Conceptions éducatives et didactique des langues en Union Soviétique (1917-1991)*. Mémoire de master 1 en Science du Langage, Université Stendhal Grenoble 3
- Kirkwood, M. (1989). Language planning: Some methodological preliminaries. In M. Kirkwood (Ed.), *Language Planning in the Soviet Union* (pp. 1-22). London: Macmillan Press.
- Kirkwood, M. (1991). Glasnost', "the national question" and Soviet language policy. *Soviet Studies*, 43 (1), 61-81.
- Kreindler, I. (1977). A neglected source of Lenin's nationality policy. *Slavic Review*, 36 (1), 86-100.
- Kreindler, I. (1982a). The changing status of Russian in the Soviet Union. *International Journal of the Sociology of Language*, 33, 7-39.

Kreindler, I. (1982b). Lenin, Russian and Soviet language policy (Integrative reply). *International Journal of the Sociology of Language*, 33, 129-135.

Kreindler, I. (1985). The non-Russian languages and the challenge of Russian: The Eastern versus the Western tradition. In I. Kreindler (Ed.), *Sociolinguistic perspectives on Soviet national languages: Their past, present, and future* (pp. 345-369). Berlin: Mouton De Gruyter.

Kreindler, I. (1989). Soviet language planning since 1953. In M. Kirkwood (Ed.), *Language Planning in the Soviet Union* (pp. 46-63). London: Macmillan Press.

Large, C. (2006). *Effects of language planning: Ukraine and its Soviet legacy* (paper). Atlanta: Georgia State University.

Leclerc, J. (2008a). « Biélorussie » dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval. Récupéré le 5 juin 2010 sur <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/bielorussie1-general.htm>.

Leclerc, J. (2008b). « Russie » dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval. Récupéré le 12 février 2010 sur <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/russie-4pol-lng.htm>.

Leclerc, J. (2009). « Kazakhstan » dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval. Récupéré le 12 février 2010 sur <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asi/kazakhstan.htm>.

Leclerc, J. (2010a). « Ukraine » dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval. Récupéré le 18 mai 2010 sur <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/ukraine-2histoire.htm>.

Leclerc, J. (2010b). « Azerbaïdjan » dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval. Récupéré le 10 mai 2010 sur <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/asi/azerbaïdjan2.pol-off.htm>.

Leclerc, J. (2010c). « Politiques d'assimilation » dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval. Récupéré le 1 mai 2010 sur <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/monde/polassimilation.htm>.

Lewis, G. (1972). *Multilingualism in the Soviet Union: Aspects of language policy and its implementation*. The Hague: Mouton.

Lipset, H. (1967). The status of national minority languages in Soviet education. *Soviet Studies*, 19 (2), 181-189.

Lizančuk, V. (2008). *Genocid, etnocid, lingvocid ukraïns'koï nacii : hronika*. [Génocide, ethnocide, linguicide de la nation ukrainienne : une chronique]. Lviv : Université de Lviv. La version électronique disponible sur <http://www.franko.lviv.ua/lknp/mova/jur6/ly/lyzanchuk.htm>.

- Maingueneau, D. (1991). *L'analyse du discours : introduction aux lectures de l'archive*. Paris: Hachette.
- Masenko, L. (Ed.). (2005). *Ukraińs'ka mova u XX storičči: Īstoriâ lingvocidu. Dokumenti ĩ materialii*. [La langue ukrainienne dans le XX siècle: Histoire d'un linguicide. Documents et matériaux]. Kiev : Kiev-Mohyla-Académie.
- Matthey, M. (2008). *Approches de l'énonciation*. Cours de Licence 1 SCL, Université Stendhal Grenoble 3.
- Matthey, M. & Trimaille, C. (2007). *Sociolinguistique*. Cours de Licence 3 SCL, Université Stendhal Grenoble 3.
- Moirand, S. (1990). *Une grammaire des textes et des dialogues*. Paris : Hachette.
- Moreau, M.-L. (Ed.). (1997). *Sociolinguistique. Les concepts de base*. Sprimont: Mardaga.
- Moskovich, W. (1989). Planned language change in Russian since 1917. In M. Kirkwood (Ed.), *Language Planning in the Soviet Union* (pp. 85-99). London: Macmillan Press.
- Olcott, M. (1985). The politics of language reform in Kazakhstan. In I. Kreindler (Ed.), *Sociolinguistic perspectives on Soviet national languages: Their past, present, and future* (pp. 183-205). Berlin: Mouton De Gruyter.
- Pavlenko, A. (2006). Russian as a lingua franca. *Annual Review of Applied Linguistics*, 26, 78-99.
- Pool, J. (1976). Developing the Soviet Turkic tongues: The language of the politics of language. *Slavic Review*, 35 (3), 425-442.
- Reboul, O. (1980). *Langage et idéologie*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Reznik, V. (2001). *Language policy and reform in the Soviet 1920s: Practical polemics against idealist linguistics*. University of Strathclyde. Article présenté lors de la conférence annuelle BASEES 2001, Fitzwilliam College, Cambridge, 7-9 avril. Consulté le 10 septembre 2010, sur <http://www.arts.gla.ac.uk/Slavonic/Epicentre/langpolicy.htm>.
- Seriot, P. (1982). La sociolinguistique soviétique est-elle néo-marriste? (contribution à une histoire des idéologies linguistiques en URSS). *Archives et documents de la SHESL*, 2, 63-84.
- Seriot, P. (1983). La grande langue russe, objet d'amour et/ou de connaissance? *Essais sur le discours soviétique*, 3, 103-124.
- Seriot, P. (1984). Pourquoi la langue russe est-elle grande? (matériaux pour une recherche). *Essais sur le discours soviétique*, 4, 57-92.
- Seriot, P. (1985). *Analyse du discours politique soviétique*. Paris : Institut d'Etudes Slaves.
- Seriot, P. (1986a). L'un et le multiple : l'objet-langue dans la politique linguistique soviétique. *Etats de langue (Encyclopédie Diderot)*, 118-157.

Seriot, P. (1986b). De l'amour de la langue à la mort de la langue. *Essais sur le discours soviétique*, 6, 1-19.

Seriot, P. (1986c). La langue de bois et son double (Une analyse des analyses du discours politique soviétique). *Langage et Société*, 35, 7-32.

Seriot, P. (1988a). Et ils n'auront qu'une seule langue (Eléments pour une typologie des projets de langue universelle du communisme en URSS). *Essais sur le discours soviétique*, 8, 39-58.

Seriot, P. (1988b). Pentecôte scientifique et linguistique spontanée (Un projet soviétique de langue universelle du communisme). *Etudes de Lettres*, octobre—décembre, 21-33.

Seriot, P. (1992). La langue, corps pur de la nation. Le discours sur la langue dans la Russie brejnévienne. *Les Temps Modernes*, 550, 186-208.

Seriot, P. (1993a). La double vie de Troubetzkoy, ou la clôture des systèmes. *Le Gré des langues*, 5, 88-115.

Seriot, P. (1993b). La grande partition (Enchâssement syntaxique, stratification énonciative et mémoire du texte). *Cahiers de l'ILSL*, 3, 235-260.

Seriot, P. (1997). Des éléments systémiques qui sautent les barrières des systèmes. *Cahiers de l'ILSL*, 9, 205-227.

Schaller, H. (1997). Roman Jakobson's Conception of «Sprachbund». *Cahiers de l'ILSL*, 9, 199-204.

Silver, B. (1974). The status of national minority languages in Soviet education: An assessment of recent changes. *Soviet Studies*, 26 (1), 28-40.

Smith, G. (1996). The Soviet state and nationalities policy. In G. Smith (Ed.), *The Nationalities Question in the Post-Soviet States* (pp. 2 – 22). Harlow, Essex: Longman.

Solchanyk, R. (1982). Language and education in Soviet schools (comment). *International Journal of the Sociology of Language*, 33, 113-118.

Solchanyk, R. (1985). Language politics in the Ukraine. In I. Kreindler (Ed.), *Sociolinguistic perspectives on Soviet national languages: Their past, present, and future* (pp. 57-109). Berlin: Mouton De Gruyter.

Spolsky, B. (2005). Language policy. In J. Cohen, K. McAlister, K. Rolstad & J. MacSwan (Eds.), *ISB4: Proceedings of the 4th International Symposium on Bilingualism* (pp. 2152-2164). Somerville, MA: Cascadilla Press.

Tihij, O. (1976/1999). *Mova—narod*. [La langue est le peuple]. Kiev. La version électronique disponible sur <http://storinka-m.kiev.ua/article.php?id=1478>.

Vakhtin, N. (2005). Two approaches to reversing language shift and the Soviet publication program for indigenous minorities. *Études/Inuit/Studies*, 29, (1-2), 131-147.

Vardys, V. (1982). Language, Lenin and politics (comment). *International Journal of the Sociology of Language*, 33, 119-127.

Vinogradov, V. (1969). Triompher des conséquences du culte de la personnalité dans la linguistique soviétique. *Langages*, 15, 67-84.

Weinstein, H. (1941). Language and education in the Soviet Ukraine. *Slavonic Year-Book. American Series*, 1, 124-148.

Wexler, P. (1985). Belorussification, russification and polonization. Trends in the Belorussian language 1890-1982. In I. Kreindler (Ed.), *Sociolinguistic perspectives on Soviet national languages: Their past, present, and future* (pp. 37-57). Berlin: Mouton De Gruyter.

Bibliographie – Données soviétiques

Ahamaly-Ogly, S. (1928). Kul'turnaâ revolûciâ i novyj alfavit. [La révolution culturelle et le nouvel alphabet]. *Kul'tura i pis'mennost' Vostoka*, 3, 3-9.

Azimov, P., Dešeriev, Ū., Nikol'skij, L., Stepanov, G. & Švejcer, A. (1975). Sovremennoe obšestvennoe razvitie, naučno-tehničeskaâ revolûciâ i âzyk. [L'évolution sociale contemporaine, la révolution scientifique et technique et la langue]. *Voprosy âzykoznanîâ*, 2, 3-11.

Beloded, I. (1975). Funkcionirovanie âzykov narodov SSSR v usloviâh rascveta socialističeskikh nacij. [Le fonctionnement des langues des peuples de l'U.R.S.S. dans les conditions d'épanouissement des nations socialistes]. *Voprosy âzykoznanîâ*, 4, 3-10.

Beloded, I. (1978). Konstituciâ SSSR i âzyk (Sociolingvističeskij aspekt). [La Constitution de l'URSS et la langue. L'aspect sociolinguistique]. *Voprosy âzykoznanîâ*, 5, 3-13.

Beloded, I. (1981). « Vsâk sušij v nej âzyk... » [Chaque langue existant ici]. Kiev : Radâns'ka škola.

Beloded, I. & Melničuk, A. (1959). Voprosy razvitiâ nacional'nyh âzykov v period perehoda ot socializma k kommunizmu. [Questions du développement des langues nationales lors de la transition du socialisme au communisme]. *Voprosy âzykoznanîâ*, 5, 3-11.

Budagov, R. (1977). Zametki o russkom âzyke v sovremennom mire. [Remarques sur la langue russe dans le monde contemporain]. *Voprosy âzykoznanîâ*, 1, 3-15.

Grande, B. (1931). K voprosu ob alfavitnom stroitel'stve SSSR. [Sur la question de la construction d'alphabets de l'URSS]. *Prosvešenie nacional'nostej*, 10, 72-77.

Grande, B. (1948). Âzyki narodov SSSR. [Les langues des peuples de l'URSS]. *Bol'shaâ Sovetskaâ Ènciklopediâ*, éd. 1, vol. L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Moscou.

Ivanenko, M. (1984). « ...Naučit'sâ velikomu russkomu âzyku ». [Apprendre la grande langue russe]. *Russkij âzyk i literatura v srednih učebnyh zavedeniâh USSR*, 6, 20-26.

Ivanov, V. (1978). Russkij âzyk v žizni narodov i âzykov Sovetskogo Soûza. [La langue russe dans la vie des peuples et des langues de l'Union Soviétique]. *Voprosy âzykoznanîâ*, 3, 3-9.

Ivanov, V. & Mihajlovskaâ, N. (1982). Russkij âzyk kak sredstvo mežnacional'nogo obšeniâ : aktual'nye aspekty i problemy. [La langue russe comme moyen de communication transnationale : aspects et problèmes actuels]. *Voprosy âzykoznanîâ*, 6, 3-13.

Isaev, M. (1977a). Rešenie nacional'no-âzykovyh problem v sovetskuû èpohu. [La solution des problèmes nationaux et linguistiques à l'époque soviétique]. *Voprosy âzykoznaniâ*, 6, 3-12.

Isayev, M. (1977b). *National Languages in the USSR: Problems and Solutions*. Moscow: Progress Publishers.

Karpenko, M. (1984). Enseignement des langues maternelles et d'une langue d'intercommunication—le russe—dans les écoles primaire et secondaire en URSS. In *Division des structures, contenus, méthodes et techniques de l'éducation*. Paris : Unesco.

Karpenko, M. & Semenov, N. (1980). *Russkij âzyk v sem'e edinoj*. [La langue russe dans une famille commune]. Kiev : Radâns'ka škola.

Kononenko, V. (1986). Lingvističeskie osnovy izučeniâ russkogo âzyka kak sredstva mežnacional'nogo obšeniâ. [Les fondements linguistiques de l'apprentissage de la langue russe comme moyen de communication transnationale]. *Russkij âzyk i literatura v školah USSR*, 4, 50-55.

Konstituciâ (Osnovnoj Zakon) Soûza Sovetskikh Socialističeskikh Respublik. [Constitution (Loi Principale) de l'URSS]. (1936). Moscou : Politizdat. Disponible sur <http://www.nbuv.gov.ua/articles/history/1936cnst.htm#12>.

Konstituciâ (Osnovnoj Zakon) Soûza Sovetskikh Socialističeskikh Respublik. [Constitution (Loi Principale) de l'URSS]. (1977). Moscou : Politizdat. Disponible sur <http://www.hist.msu.ru/ER/Etext/cnst1977.htm#7>.

Korlêtânu, N. (1979). V.I. Lenin i razvitie nacional'nyh âzykov.[V. I. Lénine et le développement des langues nationales]. *Voprosy âzykoznaniâ*, 2, 3-10.

KPSS v rezolûciâh i rešeniâh s"ezdov, konferencij i plenumov CK. 1898-1953 (7^e éd., 1 vol.). [Le Parti communiste de l'Union Soviétique dans les résolutions et décisions des congrès, des conférences et des plenums du Comité Central]. (1953). Moscou: Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury.

Lénine, V. (1913a). *Thèses sur la question nationale*. Récupéré le 27 mars 2010, sur <http://marxists.org/francais/lenin/works/1913/06/vil19130600.htm>.

Lenin, V. I. (1913b). *Kritični zamìtki z nacional'nogo pytannâ. Pro pravo nacij na samoviznačennâ*. [Notes critiques sur la question nationale. Sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes]. Kiev : Vidavnictvo političnoï literaturi Ukraïni.

Lenin, V.I. (1969-1974). *Polnoe sobranie sočinenij* (5^e éd.). [Œuvres complètes]. Moscou : Izdatel'stvo političeskoj literatury.

Lunačarskij, A. (1930). Latinizaciâ russkoj pis'mennosti. [Latinisation de l'écriture russe]. *Kul'tura i pis'mennost' Vostoka*, 6, 20-26.

Mešaninov, I. & Serdûčenko, G. (1949). Âzykoznanie v stalinskuû èpohu.[La linguistique à l'époque stalinienne]. *Russkij âzyk v škole*, 6, 1-14.

Mihajlovskaâ, N. (1983). O teoretičeskikh i praktičeskikh zadačah izučeniâ russkogo âzyka kak sredstva mežnacional'nogo obšeniâ. [Sur les tâches théoriques et pratiques de l'apprentissage de la langue russe comme moyen de communication transnationale]. *Voprosy âzykoznaniâ*, 5, 25-33.

Osnovnye napravleniâ reformy obšebrazovatel'noj i professional'noj školy. [Directions principales de la réforme de l'école secondaire générale et professionnelle]. (1984). *Russkij âzyk i literatura v srednih učebnyh zavedeniâh USSR*, 6, 3-19.

Piâšev, N. (1984). Problemy nravstvennogo vospitaniâ na urokah russkogo âzyka. [Problèmes d'éducation morale lors des leçons du russe]. *Russkij âzyk v škole*, 2, 10-16.

Plotnikova, V. (1952). Sovešanie po metodologii ètnogenetičeskikh issledovanij v svete stalinskogo učeniâ o nacii i âzyke. [Conférence dédiée à la méthodologie de la recherche ethnogénétique à la lumière de l'enseignement stalinien sur la nation et la langue]. *Voprosy âzykoznaniâ*, 1, 155-166.

Programma Kommunističeskoj Partii Sovetskogo Soûza. [Programme du Parti Communiste de l'URSS]. (1961). Moscou: Gospolitizdat.

Protčenko, I. & Čeremisina, N. (1978). Russkij âzyk—âzyk mežnacional'nogo obšeniâ i edineniâ narodov SSSR. [La langue russe, une langue de communication transnationale et d'unification des peuples de l'URSS]. *Voprosy âzykoznaniâ*, 4, 142-145.

Rusanovskij, V. (1978). « Russkij âzyk— âzyk mežnacional'nogo obšeniâ narodov SSSR ». Recenziâ na knigu. [Critique du livre : « La langue russe, une langue de communication transnationale des peuples de l'URSS »]. *Voprosy âzykoznaniâ*, 1978, 1, 130-134.

Rusanovskij, V. (1987). Problemy âzykovogo razvitiâ i internacional'noe vospitanie učašihšâ. [Problèmes de développement linguistique et éducation internationale des élèves]. *Russkij âzyk i literatura v školah USSR*, 6, 3-7.

Stalin, I. (1923). Nacional'nye momenty v partijnom i gosudarstvennom stroitel'stve (Tezisy k XII s"ezdu RKP(b), odobrennye CK partii). [Eléments nationaux dans la construction du parti et de l'état (Thèses pour le XIIe congrès du Parti communiste russe bolchevique, approuvées par le Comité Central du parti)]. *Pravda*, 65, le 24 mars.

Stalin, I. (1930/1949). Sočineniâ (12 vol.). [Œuvres]. Moscou : Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury.

Stalin, I. (1950). Marksizm i voprosy âzykoznaniâ. Otnositel'no marksizma v âzykoznanii. [Marxisme et les problèmes de la linguistique. A propos du marxisme en linguistique]. *Pravda*, le 20 juin. Récupéré le 14 avril 2010, sur http://www.sovunion.info/stalin/index.shtml?16_18.

Stalin, I. (1950/1997). Sočineniâ (16 vol.). [Œuvres]. Moscou : Pisatel'.

Sunik, O. (1971). Nekotorye problemy âzykovogo stroitel'stva v SSSR. [Quelques problèmes de construction linguistique en URSS]. *Voprosy âzykoznaniâ*, 6, 16-30.

XXII s"ezd Kommunističeskoj Partii Sovetskogo Soûza. 17-31 oktâbrâ 1961. Stenografičeskij otčet (1 vol.). [XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'URSS. 17-31 octobre 1961. Rapport sténographique]. (1962). Moscou: Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury.

XXIV s"ezd Kommunističeskoj Partii Sovetskogo Soûza. 30 marta-9 aprilâ 1971. Stenografičeskij otčet (1 vol.). [XXIV^e Congrès du Parti Communiste de l'URSS. 30 mars-9 avril 1971. Rapport sténographique]. (1971). Moscou: Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury.

Troubetzkoy, N. (1923). Vavilonskaâ bašnâ i smešenie âzykov. [La Tour de Babel et la confusion des langues]. *Evrazijskij vremennik*, 3, 107-124.

Troubetzkoy, N. (1927/1990). Obšeslavânskij èlement v russkoj kul'ture. [L'élément panslave dans la culture russe]. *Voprosy âzykoznanîâ*, 2, 122-139. Récupéré le 30 juin 2010, sur <http://philologos.narod.ru/trubetzkoy/trubetzkoy.htm>.

Uspenskij, M. (1978). *Russkij âzyk v školah Ukrainskoj SSR. 4-8 klassy*. (Manuel méthodologique pour enseignants). [La langue russe dans les écoles de la RSS d'Ukraine. Classes 4 à 8]. Kiev : Radâns'ka škola.

Čertorižskaâ, T. (1983). Sociolingvističeskij aspekt blizkorodstvennogo dvouâzyčîâ. [Aspect sociolinguistique du bilinguisme apparenté]. *Russkij âzyk i literatura v školah USSR*, 1, 6-10.

Šmelev, Ū. (1989). Leninskaâ koncepciâ mežnacional'nyh otnošenij i dvouâzyčie v SSSR. [Conception léniniste des relations transnationales et bilinguisme en URSS]. *Russkij âzyk v škole*, 6, 83-93.

Âkovlev, N. (1930). Za latinizaciû russkogo alfavita. [Pour la latinisation de l'alphabet russe]. *Kul'tura i pis'mennost' Vostoka*, 6, 27-43.

Table des annexes

Annexe A. Population des républiques de l'URSS (1990)	114
Annexe B. Répartition des peuples vivant en l'URSS selon la nationalité et la langue (recensement de 1989)	115
Annexe C. Hiérarchie soviétique « ABCD »	119
Annexe D. Taux d'alphabétisation pour les républiques d'Asie Central soviétique (comparaison des données de 1926 avec celles de 1939)	120
Annexe E. Nombre de tirage des manuels scolaires en ouzbèk (1926-1927)	120
Annexe F. Quantité d'écoles en langue maternelle destinées aux peuples indigènes de la RSFSR (1958 et 1972)	121
Annexe G. Ecoles secondaires générales en RSS d'Ukraine selon la langue d'enseignement (1953-1970)	123
Annexe H. Langue d'enseignement en RSS d'Ukraine (1967-1968)	123
Annexe I. Langue de publication des revues de l'Académie des Sciences d'Ukraine en 1969 et 1980	124
Annexe J. Population selon la nationalité et la langue	124
Annexe K. Connaissance du russe dans les républiques non-russes	125
Annexe L. Proportion des non Russes ayant le russe comme première ou seconde langue en 1979	125
Annexe M. Maîtrise du russe par groupe ethnique (%)	126
Annexe N. Perte de langue maternelle de 1959 à 1989 : Proportion des natifs qui parlent leur langue maternelle	127
Annexe O. Maintien des langues nationales : proportion des nationalités reconnaissant leur langue nationale comme langue maternelle (1926-1970)	128

Annexe A. Population des républiques de l'URSS (1990)

Tiré de Grenoble (2003), p.6, table 1

	Population	Area (sq. miles)	Area (sq. km.)
USSR	288,624,000		
<i>Slavic & Moldova</i>			
Russian SFSR (RSFSR)	148,041,000	6,592,812	17,075,400
Ukrainian SSR	51,839,000	233,089	603,700
Belorussian SSR	10,259,000	80,154	207,600
Moldavian SSR	4,362,000	13,012	33,700
<i>Central Asia</i>			
Uzbek SSR	20,322,000	173,591	449,600
Kazakh SSR	16,691,000	1,048,000	2,715,100
Tajik SSR	5,248,000	55,251	143,100
Kyrgyz SSR	4,367,000	76,641	198,500
Turkmen SSR	3,622,000	188,455	488,100
<i>The Caucasus</i>			
Azerbaijan SSSR	7,131,000	33,436	86,600
Georgian SSR	5,456,000	26,911	69,700
Armenian SSR	3,293,000	11,506	29,800
<i>The Baltic States</i>			
Lithuanian SSR	3,723,000	25,174	65,200
Latvian SSR	2,687,000	24,595	63,700
Estonian SSR	1,583,000	17,413	45,100

Source: *Glasnost*, May 1991

Annexe B. Répartition des peuples vivant en l'URSS selon la nationalité et la langue (recensement de 1989)

Tiré de Grenoble (2003), pp. 22-25, table 3

People	Total	Percentage considering "native" language		
		heritage tongue	Russian	other
USSR	282,742,511			
Russian	145,155,489	99.8	—	0.2
Ukrainian	44,186,006	81.1	18.8	0.1
Uzbek	16,697,825	98.3	0.7	0.9
Belorusan	10,036,251	70.9	28.5	0.6
Kazakh	8,135,818	97.0	2.2	0.7
Azerbaijani	6,770,403	97.7	1.7	0.7
Tatar	6,648,760	83.2	16.1	0.7
Armenian	4,623,232	91.7	7.6	0.7
Tajiki	4,215,372	97.7	0.8	1.5
Georgian	3,981,045	98.2	1.7	0.2
Moldovan	3,352,352	91.6	7.4	0.9
Lithuanian	3,067,390	97.7	1.8	0.5
Turkmen	2,728,965	98.5	1.0	0.5
Kirghiz	2,528,946	97.8	0.6	1.6
German	2,038,603	48.7	50.8	0.5
Chuvash	1,842,346	76.4	23.3	0.3
Latvian	1,458,986	94.8	5.0	0.3
Bashkir	1,449,157	72.3	11.2	16.5
Mordvinian	1,153,987	67.1	32.7	0.3
Jew	1,378,344	11.1	86.6	2.3
Pole	1,126,334	30.5	28.6	40.8
Estonian	1,026,649	95.5	4.4	0.1
Chechen	956,879	98.1	1.7	0.2
Udmurt	746,793	69.6	30.0	0.3
Mari	670,868	80.8	18.8	0.4
Avar	600,989	97.2	1.9	0.9
Osetian	597,998	87.0	7.0	6.1
Lezgi	466,006	91.6	4.8	3.6
Korean	438,650	49.4	50.1	0.5
Karakalpak	423,520	94.1	1.0	5.0
Buriat	421,380	86.3	13.6	0.1
Kabardian	390,814	97.2	2.6	0.2
Yakut	381,922	93.8	6.1	—
Bulgarian	372,941	68.1	28.8	3.1
Dargin	365,038	97.5	1.9	0.7
Komi	344,519	70.4	29.5	0.2
Greek	358,068	44.5	51.4	4.1
Kumyk	281,933	97.4	2.1	0.5

People	Total	Percentage considering “native” language heritage tongue		
		Russian	other	
Ingush	273,438	96.9	2.8	0.3
Crimean Tatar	271,715	92.6	5.3	2.1
Uyghur	262,643	86.6	3.9	9.5
(Gypsies)	262,015	77.4	10.8	11.8
Turk	207,512	91.0	1.9	7.1
Tuvin	206,629	98.5	1.4	—
Gagauz	197,768	87.5	10.6	2.4
Kalmyk	173,821	90.0	7.3	2.7
Hungarian	171,420	93.9	3.3	2.9
Karachay	155,936	96.8	2.7	0.5
Kurd	152,717	80.5	4.5	15.0
Komi-Permyak	152,060	70.1	29.7	0.3
Romanian	146,071	60.9	5.6	33.5
Karelian	130,929	47.3	49.6	1.1
Adyghe	124,826	94.7	5.1	0.2
Lak	118,074	93.6	5.1	1.4
Abkhaz	105,308	93.5	4.9	1.7
Tabasaran	97,531	95.9	3.0	1.1
Balkar	85,126	93.6	5.4	1.0
Khakas	80,328	76.1	23.6	0.3
Nogai	75,181	89.9	3.4	6.7
Altai	70,777	84.3	15.5	0.2
Dungan	69,323	94.8	2.5	2.8
Finn	67,359	34.6	54.6	10.9
Circassian	52,363	90.4	6.3	3.3
Persian	40,176	33.2	10.2	56.6
Central Asian Jew	36,152	65.1	33.6	1.2
Nenets	34,665	77.1	18.1	4.8
Abazin	33,613	93.4	4.7	1.9
Tat	30,669	71.9	21.0	7.2
Evenki	30,163	30.4	28.5	41.1
Beluchi	28,796	96.9	1.2	1.8
Khanty	22,521	60.5	38.8	0.8
Talysh	21,602	90.4	0.5	9.1
Rutul	20,388	94.8	3.6	1.6
Tsakhur	19,972	95.2	1.5	3.3
Aghul	18,740	94.9	3.8	1.3
Highland Jew	18,513	75.8	19.4	4.8
Even	17,199	43.9	27.5	28.6
Czech	16,102	35.3	44.5	20.3
Georgian Jew	16,054	90.9	8.2	0.8
Shor	16,652	56.7	41.6	1.7

People	Total	Percentage considering "native" language		
		heritage tongue	Russian	other
Chukchi	15,184	70.3	28.3	1.4
Veps	12,501	50.8	48.5	0.7
Nanai	12,023	44.1	55.3	0.7
Chinese	11,355	32.9	64.3	2.7
Koryak	9,242	52.4	46.4	1.1
Slovak	9,060	37.9	10.2	51.8
Mansi	8,474	37.1	62.0	1.0
Udi	7,971	85.7	9.4	4.9
Arab	7,747	61.5	10.0	28.4
Afghan	6,695	63.1	6.5	30.5
Gilyak	4,673	23.3	76.0	0.7
Albanian	3,988	52.1	44.1	3.8
Vietnamese	3,396	96.4	3.2	0.3
Spaniard	3,172	46.1	51.5	2.5
Selkup	3,612	47.6	50.6	1.8
Ul'ch	3,233	30.8	66.2	3.0
Mongolian	2,950	87.8	9.9	2.2
Cuban	2,811	71.9	16.3	11.9
Serb	2,685	40.8	33.9	25.3
Kariate	2,602	19.3	75.4	5.3
Itelmen	2,481	19.6	79.2	1.2
Udihe	2,011	26.3	65.7	8.0
Saami	1,890	42.2	56.5	1.4
of India & Pakistan	1,728	71.5	16.4	12.1
Eskimo	1,719	51.6	45.8	2.5
Chuvan	1,511	21.4	68.8	9.8
Crimeans	1,448	34.9	62.2	2.9
Italian	1,337	39.7	53.2	7.1
Nganasan	1,278	83.2	15.5	1.4
Yukaghir	1,142	32.8	45.6	21.6
Ket	1,113	48.3	49.6	2.1
Oroch	915	18.8	79.5	1.7
Izhor	820	36.8	51.8	11.4
Dutch	794	31.5	60.6	8.0
Tofalar	731	43.0	55.3	1.8
Aleut	702	26.6	69.4	3.9
French	701	46.6	41.7	11.7
Japanese	683	46.0	48.9	5.1
Negidal	622	28.3	67.7	4.0
Austrian	504	29.6	57.9	12.5
English	348	57.8	34.2	8.1
American	277	63.2	26.7	10.1

People	Total	Percentage considering “native” language		
		heritage tongue	Russian	other
Liv	226	43.8	14.6	41.6
Enets	209	45.5	38.3	16.3
Orok	190	44.7	54.2	1.1
Others	15,168	66.3	15.2	18.4
Natonality not indicated	17,279			

Annexe C. Hiérarchie soviétique « ABCD »

Tiré de Grenoble (2003), p.46

A. Small nationalities without scripts, which are generally bilingual, live in compact groups surrounded by larger nationalities, and are territorially 'scattered', will conduct all education and create all literature in the 'language of the federation'.

B. Small and medium-sized monolingual nationalities without scripts, which live as compact masses, are agricultural and not united territorially, will create primary schools, educational literature and mass political propaganda in the native language. Secondary schools, middle professional education and higher education will be conducted in the 'language of the federation'.

C. Medium or large-sized monolingual nationalities, using a traditional script and having a proletariat, intelligentsia and bourgeoisie, which live in compact groups or are territorially united, will create primary, secondary and middle professional education, together with political-educational literature and other scholarly and educational literature, in the native language. The 'language of the federation' will be introduced no later than the third grade and is to continue into higher education.

D. Economically and culturally developed nationalities that have traditional scripts and are territorially united, will create all education from primary schools to universities, and all literature (including technical texts), in the native language. The 'language of the federation' will be introduced no later than the third grade.

Annexe D. Taux d’alphabétisation pour les républiques d’Asie Central soviétique (comparaison des données de 1926 avec celles de 1939)

Tiré de Grenoble (2003), p.156, table 21

	Kazakh		Kyrgyz		Tajik		Turkmen		Uzbek	
	1926	1939	1926	1939	1926	1939	1926	1939	1926	1939
Urban										
male	66.7	90.3	47.0	86.0	26.8	86.0	70.5	85.5	45.5	85.0
female	46.4	73.6	27.7	73.6	5.7	74.0	49.5	74.0	25.3	73.9
total	56.6	82.4	38.0	80.2	17.5	80.5	61.4	80.0	36.0	79.6
Rural										
male	29.3	83.2	18.5	74.3	3.5	75.7	6.7	66.6	5.1	70.0
female	9.1	63.3	4.6	60.5	0.3	63.3	1.1	53.4	1.0	57.6
total	19.5	73.8	11.9	67.5	2.0	69.7	4.1	60.3	3.2	64.1

Source: Poliakov (1992:46–7)

Annexe E. Nombre de tirage des manuels scolaires en ouzbèk (1926-1927)

Tiré de Grenoble (2003), p.145, table 20

type of publication	1926	1927
Uzbek Grammars	42,000	35,000
Children’s Primers	15,000	35,000
Teachers’ Manuals	4,000	4,000
Mathematics Texts	10,000	18,060
History-Geography	—	18,000
Total, 1926–1927	181,060	

Source: Medlin et al, Table VIII (1971:96)

Annexe F. Quantité d'écoles en langue maternelle destinées aux peuples indigènes de la RSFSR (1958 et 1972)

Tiré de Silver (1974), p.33, table 1

	<i>Grades in which National Language Serves as</i>		
	<i>Medium of Instruction</i>	<i>Separate Subject</i>	
	1958 (Sovetkin)	1972 (Danilov)	1972 (Danilov)
Groups Indigenous to Autonomous			
Republics			
Bashkirs	1-10	1-10	1-10
Buryats	1-7	1-6	1-10
Chechens	1-4	pre-school only	1-10
Chuvash	1-7	0-4 ^b	1-10
Ingush	1-4	pre-school only	1-10
Kabardians	1-4	none	1-10
Balkars	1-4	none	1-10
Kalmyks	1-4	none	1-8
Karelians	.. ^c	..	..
Komi (Zyryans)	1-7	1-3	1-10
Mari	1-7	0-3	1-8
Mordvinians	1-7	0-3	1-9
North Ossetians	1-4	none	1-10
Peoples of Dagestan:			
Avarians	1-4	0-1	1-10
Darginians	1-4	0-2	1-8
Kumyks	1-4	0-2	1-10
Lesgians	1-4	0-2	1-8
Laks	1-4	0-2	1-8
Nogais	1-4	pre-school only	1-8
Tabasarans	1-4	0-2	1-8
Tatars	1-10	0-10	1-10
Tuvinians	1-7	0-7	1-10
Udmurts	1-7	0-3	1-8
Yakuts	1-7	1-8	1-10
Groups Indigenous to Autonomous			
Provinces			
Altai	1-4	1-3	1-8
Adygeis	1-4	none	1-10
Cherkess	1-4	none	1-10
Karachais	1-4	none	1-10
Khakass	1-4	0-3	1-8
Jews	..	..	..

Groups Indigenous to National

Okrugs	1958	1972	1978
Komi Permyaks	1-7	0-3	1-8
Mansi	..	none	0-1
Nenets	1-2	pre-school only	0-3
Khanty	1-2	none	0-1
Chukchi	1-2	none	0-3
Evenks	1-2	none	0-3
Eskimos	1-2	none	pre-school only
Koryaks	1-2	..	..

Other Groups Indigenous to RSFSR

Abaz	1-4	..	..
Evens	1-2	none	0-1
Nanai	1-2	..	..
Korcans	1-7	..	..

Groups not Indigenous to RSFSR

Armenians	1-10	1-10	1-10
Azerbaijanis	1-10	0-2	1-8
Germans	..	none	1-10
Kazakhs	1-10	1-10	1-10
Turkmenians	1-4	..	..

^a The 1958 data are from F. F. Sovetkin (ed.), *Natsional'nye shkoly RSFSR za 40 let* (M., 1958), p. 23. The 1972 data are from A. Danilov, 'Mnogonatsional'naya shkola RSFSR—prakticheskoe voploshchenie leninskoi natsional'noi politiki', *Narodnoe obrazovanie*, 1972, no. 12, p. 23.

^b In cases where the indicated years begin with '0', instruction in the given language proceeds from pre-school years. Sovetkin's 1958 figures do not indicate whether the native language is used in pre-school education, but in actuality we should probably consider such to have been the case in most instances.

^c .. = not available.

Annexe G. Ecoles secondaires générales en RSS d'Ukraine selon la langue d'enseignement (1953-1970)

Tiré de Solchanyk (1985), p.77, table 1

Year	-----Ukrainian-----		-----Russian-----	
	Number	Percentage	Number	Percentage
1953-54 ^a	25,192	85.2	4,027	13.6
1955-56 ^a	25,034	85.3	4,051	13.8
1957-58 ^a	25,464	84.7	4,355	14.5
1961-62 ^b	33,309	82.1	6,292	15.5
1963-64 ^c	24,485	81.8	over 4,500	over 15.0
1969-70 ^d	23,036	80.7	5,505	19.3

Sources:

- John Kolasky, *Education in Soviet Ukraine: A Study in Discrimination and Russification* (Toronto: Peter Martin Associates, 1968), pp. 50-51.
- Bilinsky, *The Second Soviet Republic*, p. 163.
- Alla Bondar, "Osvitnii nyvi – dobrane zerno," *Radians'ka Ukraina*, December 5, 1964.
- Dneprovskaia pravda* February 8, 1970, cited in *Molod' Dnipropetrovs'ka v borot'bi proty rusyfikatsii* (Munch: Suchasnist', 1971), p. 40. The percentages are slightly inflated as they are derived from the total number of Ukrainian and Russian schools rather than the total number of all schools in the republic.

Annexe H. Langue d'enseignement en RSS d'Ukraine (1967-1968)

Tiré de Solchanyk (1985), p.78, table 2

	Grades 1-4		Grades 5-8		Grades 9-10	
	Number	Percentage	Number	Percentage	Number	Percentage
Ukrainian	2,093,764	61.39	1,997,158	62.55	514,961	62.11
Russian	1,287,918	37.76	1,168,688	36.60	308,713	37.23
Moldavian	18,751	0.54	17,183	0.53	2,799	0.33
Hungarian	9,995	0.29	9,456	0.29	2,562	0.30
Polish	162	–	184	–	53	–

Sources: Iu. D. Desheriev, *Zamkonomernosti razvitiia literaturnykh iazykov narodov SSSR v sovetskuiu epokhu: Razvitie obshchestvennykh funktsii literaturnykh iazykov* (Moscow: Izdatel'stvo Nauka, 1976), pp.69-71.

Annexe I. Langue de publication des revues de l'Académie des Sciences d'Ukraine en 1969 et 1980

Tiré de Solchanyk (1985), p.88, table 3

Year	Ukrainian		Russian		Bilingual	
	Number	Percentage	Number	Percentage	Number	Percentage
1969	14	46.6	11	36.6	5	16.6
1980	8	19.0	32	76.2	2	4.8

Sources: *Akademiia nauk Ukrains'koi RSR* 1969 (Kiev: Naukova Dumka, 1969), pp. 266-268, and *Akademiia nauk Ukrains'koi RSR* (Kiev: Naukova Dumka, 1980), pp. 408-414.

Annexe J. Population selon la nationalité et la langue

Tiré de Grenoble (2003), p.139, table 19

	Population (thousands)		Native speakers (percentage)		Speakers of 2nd Soviet Language			
	1970	1979	1970	1979	Russian		Other	
Total	1970	1979	1970	1979	1970	1979	1970	1979
Uzbek	9195	12,456	98.6	98.5	14.5	49.3	3.3	2.8
Kazakh	5299	6556	98.0	97.5	41.8	52.3	1.8	2.1
Tajiki	2136	2898	98.5	97.8	15.4	29.6	12.0	10.6
Turkmen	1525	2028	98.9	98.7	15.4	25.4	1.3	1.6
Kyrgyz	1452	1906	98.8	97.9	19.1	29.4	3.3	4.1

Source: Karasik (1992:51)

Annexe K. Connaissance du russe dans les républiques non-russes

Tiré de Kirkwood (1991), p.68, table 1

1	2	3	4	5	6	7
Ukrainians	(1979)	42,347,387	82.7%	17.1%	60.7%	49.7%
	(1970)	40,753,246	85.6%	14.2%	5.5%	36.2%
Uzbeks	(1979)	12,455,978	98.5%	0.6%	0.2%	49.2%
	(1970)	9,195,093	98.6%	0.5%	0.3%	14.8%
Belorussians	(1979)	9,462,715	74.2%	25.4%	10.6%	57.0%
	(1970)	9,051,755	80.5%	18.9%	6.3%	48.9%
Kazakhs	(1979)	6,556,442	97.4%	2.0%	0.5%	52.3%
	(1970)	5,298,818	98.0%	1.6%	0.6%	41.8%
Azerbaidzhanis	(1979)	5,477,330	97.8%	1.8%	0.6%	29.5%
	(1970)	4,379,937	98.2%	1.3%	0.7%	16.5%
Armenians	(1979)	4,151,241	90.6%	8.4%	2.4%	38.6%
	(1970)	3,559,151	91.4%	6.7%	2.2%	30.1%
Georgians	(1979)	3,570,504	98.2%	1.6%	0.5%	27.2%
	(1970)	3,245,300	98.4%	1.4%	0.5%	21.3%
Moldavians	(1979)	2,968,224	93.1%	5.9%	2.1%	47.3%
	(1970)	2,697,994	94.9%	4.2%	1.8%	36.1%
Tadzhiks	(1979)	2,897,697	97.8%	0.7%	0.3%	29.5%
	(1970)	2,135,883	98.5%	0.6%	0.2%	11.6%
Lithuanians	(1979)	2,850,905	97.9%	1.6%	0.5%	52.1%
	(1970)	2,664,944	97.8%	2.4%	0.6%	35.9%
Turkmen	(1979)	2,027,913	98.7%	0.9%	0.2%	24.9%
	(1970)	1,525,284	98.9%	0.8%	0.2%	15.4%
Kirghiz	(1979)	1,906,271	97.9%	0.5%	0.2%	29.3%
	(1970)	1,452,222	98.8%	0.3%	0.2%	19.1%
Latvians	(1979)	1,439,037	94.9%	4.8%	1.6%	56.7%
	(1970)	1,429,844	95.2%	4.5%	1.8%	45.1%
Estonians	(1979)	1,019,851	95.3%	4.5%	1.5%	24.2%
	(1970)	1,007,356	95.5%	4.3%	1.6%	28.9%

Notes:

NL=Native Language; R=Russian; L1=First Language; L2=Second Language. Percentages in brackets are percentages of the total population in a given year.

Sources: *Chislennost' i sostav naseleniya SSSR*, (Moscow, 1984), p. 71; *Itogi vsesoyuznoi perepisi naseleniya 1970 goda*, vol. 4 (Moscow, 1973), p. 20.

Annexe L. Proportion des non Russes ayant le russe comme première ou seconde langue en 1979

Tiré de Kirkwood (1991), p.69, table 2

Ukrainians	66.8	Moldavians	53.2
Uzbeks	49.8	Tadzhiks	30.2
Belorussians	82.4	Lithuanians	53.7
Kazakhs	54.3	Turkmen	25.8
Azerbaidzhanis	31.3	Kirghiz	29.5
Armenians	47.0	Latvians	61.5
Georgians	28.8	Estonians	28.7

Source: Calculation from Table 1.

Annexe M. Maîtrise du russe par groupe ethnique (%)

Tiré de Grenoble (2003), p.195, table 27

	1970	1979	1989
Armenian	30.1	38.6	47.1
Azerbaijani	16.6	29.5	34.3
Bashkir	53.3	64.9	71.8
Belarusan	49.0	57.0	54.7
Buriat	66.7	71.9	72.1
Chechen	66.7	76.0	74.0
Chuvash	58.4	64.8	65.1
Estonian	29.0	24.2	33.9
Gagauz	63.4	68.0	71.1
Georgian	21.3	26.7	33.1
Ingush	71.2	79.6	80.0
Kabardian	74.4	76.7	77.7
Karakalpak	10.4	45.1	20.6
Kazakh	41.8	52.3	60.4
Kirghiz	19.1	29.4	35.2
Komi	64.8	64.4	62.2
Latvian	45.2	56.7	53.4
Lithuanian	35.9	52.1	37.9
Mari	62.4	69.9	68.8
Moldovan	36.1	47.4	53.8
Nenets	59.6	51.7	61.7
Osetin	58.6	64.9	68.9
Tajik	15.4	29.6	27.7
Tatar	62.5	68.9	70.8
Turkmen	15.4	25.4	27.7
Tuvin	38.9	59.2	59.2
Udmurt	63.3	64.4	61.3
Uyghur	35.6	52.1	58.3
Ukrainian	36.3	49.8	56.2
Uzbek	14.5	49.3	23.8
Yakut	41.7	55.6	64.9

⁸⁶ Adapted from *Sotsialogicheskie issledovaniia* (1982/3:11-16); Scherer (1983:273) and *Soiuz* (1990/51:15-16).

Annexe N. Perte de langue maternelle de 1959 à 1989 : Proportion des natifs qui parlent leur langue maternelle

Tiré de Grenoble (2003), p.188, table 25

language	1959		1989	
	population	ethnic language = first language	population	ethnic language = first language
Aleut	421	22%	700	27%
Chukchi	11,727	94%	15,000	70%
Dolgan	NA	NA	6900	82%
Enets	NA	NA	200	45%
Even	9121	81%	17,000	44%
Evenki	24,710	56%	30,000	30%
Gilyak	3717	76%	4700	23%
Itelmen	1109	36%	2500	20%
Ket	1019	77%	1100	48%
Khanty	19,410	77%	23,000	61%
Koryak	NA	NA	9200	53%
Mansi	6287	91%	8500	37%
Nanai	8026	86%	12,000	44%
Negidal	NA	NA	600	28%
Nenets	23,007	85%	35,000	77%
Nganasan	748	93%	1300	83%
Oroch	782	68%	900	19%
Orok	NA	NA	200	45%
Saami	1792	70%	1900	42%
Yukaghir	442	54%	1100	33%
Yupik	1118	84%	1700	52%

Source: Bulatova et al. (1997:9)

Annexe O. Maintien des langues nationales : proportion des nationalités reconnaissant leur langue nationale comme langue maternelle (1926-1970)

Tiré de Lewis (1972), p.132-133, table 21

Nationality	1926	1959	1970
USSR		94.3	93.9
Russian	99.7	99.8	99.8
Ukrainian	87.1	87.7	85.7
Uzbek	99.1	98.4	98.6
Belorussian	71.9	84.2	80.6
Tatar	98.9	92.1	89.2
Kazakh	99.6	98.4	98.0
Azerbaydzhan	93.8	96.7	98.2
Armenian	92.4	89.9	91.4
Georgian	96.5	98.6	93.4

^a Sources: 1926 and 1959 Censuses: 1970 Census figures in *Izvestiya* April 17, 1971. Figures refer to the population of an ethnic group claiming the ethnic language as their native tongue. In effect this is a conservative estimate since some members of the ethnic group will be able to speak the language though they have switched their primary language; and more members of the ethnic group may have learned it as a second language. Members of other groups may speak it as a first or second tongue.

Nationality	1926	1959	1970
Moldavian	92.3	95.2	95.0
Lithuanian	46.9	97.8	97.9
Jew	71.9	21.5	17.7
Tadzhik	98.3	98.1	98.5
German	94.9	75.0	66.8
Chuvash	91.3	90.8	88.9
Turkmen	97.3	98.9	98.8
Kirgiz	99.0	98.7	98.8
Latvian	78.3	95.1	95.2
Daghestanis	96.4	96.2	96.5
of which			
Avar	99.3	97.2	97.2
Lezgin	97.4	92.7	93.9
Dargin		98.6	98.4
Kumyk	99.2	98.0	98.4
Lak		95.8	95.6
Tabasaran	92.9	99.2	98.9
Nogai	97.2	90.0	89.8
Rutul		99.9	98.9
Tsakhur		99.2	96.5
Agul		99.4	99.4
Mordvinian	94.0	78.1	77.8
Bashkir	53.8	61.9	66.2
Pole	42.9	45.2	32.5
Estonian	88.4	95.2	95.5
Udmurt	98.9	89.1	82.6
Chechen	99.7	98.8	98.7
Mari	99.3	95.1	91.2
Ossetian	97.9	89.1	88.6
Komi	96.5	89.3	82.7
Komi-Permyak	93.9	87.6	85.8
Korean	98.9	79.3	68.6
Bulgarian	92.4	79.4	73.1
Greek	72.7	41.5	39.3
Buryat	98.1	94.9	92.6
Yakut	99.7	97.6	96.3
Kabardinian	99.3	97.9	98.0
Karakalpak	87.5	95.0	96.6
Gipsies	64.2	59.3	70.8
Uygur	52.7	85.0	88.5
Hungarian		97.2	96.6
Ingush	99.5	97.9	97.4
Gagauz		94.0	93.6
Peoples of the North	82.1	75.9	67.4
of which Nenets	76.2	84.7	83.4
Evenki	63.8	85.9	51.3
Khanty	83.5	77.0	68.9
Chuckchi	99.3	93.9	82.6
Even	97.0	81.4	56.0
Nanai	96.7	86.3	69.1

Nationality	1926	1959	1970
Mansi	88.9	59.2	52.5
Koryak	95.3	90.5	81.1
Dolgan	99.5	93.9	89.8
Nivkh	97.0	76.3	49.5
Selkup	88.9	50.6	51.1
Ulchi	86.0	84.9	60.8
Saami	85.0	69.9	56.2
Udegei	85.0	73.7	55.1
Itelmen	20.4	36.0	35.7
Keti	83.5	77.1	74.9
Orochi		68.4	48.6
Nganasan		94.3	75.4
Yukagir		52.5	46.8
Kareli	95.5	71.3	63.0
Tuvin		99.1	98.7
Kalmyk	99.3	91.0	91.7
Romanian	51.9	83.3	63.9
Karachai	99.5	96.8	98.1
Adygei	98.4	96.8	96.5
Kurd	34.4	89.9	87.6
Finn		59.5	51.0
Abkhaz	83.9	95.0	95.9
Turki		82.2	92.3
Khakass	89.9	86.0	83.7
Balkar	99.6	97.0	97.2
Altai	79.4	88.5	87.2
Cherkess	98.4	89.7	92.0
Dungan	99.2	95.1	94.3
Iranian	67.8	44.7	36.9
Abazin	94.4	94.8	96.1
Aisor	91.1	64.3	64.5
Czech	79.5	49.0	42.9
Tats	86.6	70.9	72.6
Shortsi	87.9	83.7	73.5
Slovak		61.2	52.0
Other nationalities		61.6	69.4

Резюме

La situation linguistique des républiques de l'ex-URSS est complexe et souvent problématique. Pour la comprendre, il est nécessaire de remonter dans l'histoire de la politique linguistique soviétique. Ce travail propose l'étude de cette dernière durant les 70 ans d'existence de l'URSS. Deux périodes importantes ont été dégagées : la période léniniste, favorable au développement de toutes les langues de l'URSS, et la période post-léniniste, cherchant à effacer la diversité des langues pour n'en promouvoir qu'une seule : la langue du pouvoir, le russe. Cette politique de russification est menée pour assurer la cohésion du pays en créant une supranationalité : un seul peuple avec une seule langue commune, le « Peuple Soviétique ». Les méthodes et les résultats de la politique linguistique soviétique sont analysés dans ce travail. Les données révèlent qu'à la fin de l'Union Soviétique tous ses habitants et leurs langues ont subi une forte influence russe. Nous avons montré que les résultats de cette politique de russification dépendent du degré de résistance des différents peuples de l'ex-URSS.

Mots-clés : politique linguistique soviétique, aménagement du corpus, aménagement du statut, idéologie, conceptions linguistiques.

Резюме

Языковая ситуация республик бывшего СССР сложная и часто проблематическая. Чтобы ее понять, необходимо проследить историю советской языковой политики. Данная работа предлагает изучение этой политики на протяжении 70 лет существования СССР. Нами выделены два важных периода в истории советской языковой политики: ленинский период, способствовавший развитию всех языков СССР и постленинский период, стремившийся устранить языковое разнообразие, чтобы выдвинуть только один язык—язык власти, русский язык. Эта политика русификации велась с целью обеспечения сплочённости страны, создавая одну наднациональность—единый народ с единым общим языком, «Советский Народ». В данной работе проанализированы методы и последствия советской языковой политики. Данные свидетельствуют о том, что под конец существования Советского Союза все его жители и их языки подверглись сильному русскому влиянию. Мы показали, что результаты политики русификации зависят от степени сопротивления разных народов бывшего СССР.

Ключевые слова: советская языковая политика, устройство корпуса, устройство статуса, идеология, языковые концепции.